

سورة من القرآن

AU PORTUGAL

Vifs remous au sein du parti socialiste

LIRE PAGE 34

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,20 DM; Maroc, 1,80 dr.; Tunisie, 1,20 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, 5 0/10; Danemark, 2,75 kr.; Espagne, 40 pes.; Grèce, 200 dr.; Italie, 400 l.; Japon, 200 ¥; Luxembourg, 15 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 24 esc.; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 60 cts; Yougoslavie, 13 din.

Tarif des abonnements page 18
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 6207-23 Paris
TÉLEX Paris 07 650312
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Repli libyen au Tchad

L'envoi mardi par M. Abdelati Laadhi, président du Comité général populaire libyen, d'un message de félicitations à M. Hissène Habré pour sa nomination à la tête du gouvernement de N'Djamena, suscite quelques spéculations sur l'évolution de la politique de Tripoli à l'égard du Tchad. Dans l'organigramme complexe des institutions politiques libyennes, le Comité général populaire occupe une place de choix, puisqu'il constitue l'organe exécutif du Congrès général du peuple, organisation des masses. Le Comité fait donc office de gouvernement, et son président est un des principaux personnages de l'Etat. Le geste de M. Abdelati Laadhi a donc une portée politique considérable dans la mesure où il traduit un revirement ou, au moins, une évolution radicale de l'attitude libyenne à l'égard de l'ancien chef des rebelles touaregs.

Deux éléments — directement liés — paraissent avoir exercé un rôle décisif dans le changement d'attitude des Libyens : le renforcement de l'autorité du général Moukhoum et l'aggravation des dissensions dans les rangs de la rébellion.

En confiant à M. Hissène Habré le soin de former le gouvernement, le président tchadien a rééquilibré son cabinet en faveur des populations du nord du pays, assurant ainsi partiellement leurs craintes. D'autre part, la rupture unilatérale de l'accord de Benghazi par M. Goukouny lorsqu'il jura, en juin dernier, son offensive en direction de N'Djamena, n'a pas eu les effets annoncés par ce dernier. L'homme qui continue de se poser en leader régional n'est pas parvenu à promouvoir N'Djamena le soulèvement populaire dont il menaçait le général Moukhoum et ses amis. Dépeçé par l'intervention directe des troupes françaises dans la région de Djadida, l'opération tentée par M. Goukouny tourna court. Elle démontra ainsi que le chef de l'Etat du Tchad n'était pas aussi impopulaire qu'il paraissait, puisque la « majorité libyenne » lui restait fidèle.

Les antagonismes violents qui se développent parmi les rebelles eux-mêmes découragent également les Libyens. Les affrontements armés se sont multipliés au cours des dernières semaines dans le Nord entre factions rivales du Front de libération nationale du Tchad. Plus que jamais, les aspects idéologiques de la lutte passent au second plan, tandis que prévalent les questions de personnes et que surgissent les différends de caractère ethnique. Goranes et Arabes, musulmans les uns et les autres, se sont accrochés à plusieurs reprises, en dépit de leur appartenance commune au Front, à assauts les uns et les autres de nombreux morts sur le terrain. Un nationalisme tchadien se superpose de plus en plus fréquemment un irrédentisme touareg ou un particularisme gorane.

Les dirigeants de Tripoli ont-ils brusquement pris conscience d'avoir fait une erreur tactique en usant sur M. Goukouny et en se heurtant brutalement à son rival Hissène Habré ? Celui-ci au cours des dernières années a acquis une image de rebelle dur et de leader national. Dans ses perspectives de changement de stratégie des libyens, que l'on est tenté d'interpréter comme un succès de la diplomatie française dans cette partie du Sahara, semble surtout lée par le souci du colonel Laadhi de sauver le face au Tchad.

Au Nicaragua

L'ARMÉE A REPRIS L'INITIATIVE DANS PLUSIEURS VILLES

(Lire page 41)

Nouvelle ligne économique en Chine

Les notions de rentabilité et de profit sont évoquées par « le Quotidien du peuple »

Un article du Quotidien du peuple annonce d'importantes modifications de la politique économique chinoise. L'organe du parti explique que l'Etat doit laisser aux entreprises le libre d'organiser leur production comme elles l'entendent. Il estime qu'une distinction doit être faite entre les entreprises qui sont « mal gérées » et celles qui le sont bien, les bons résultats de celles-ci devant profiter aussi bien à leurs travailleurs, qu'employés et dirigeants, qu'à l'Etat. Soulignant la nécessité d'accroître le « niveau de bien-être » de la population, le journal justifie la notion de « intérêt matériel », un sujet encore tabou pour certains camarades « mais qu'il faut aborder de front, car « nier les intérêts matériels, c'est nier le développement ».

L'article indique que les entreprises doivent être propriétaires d'une partie de leurs fonds, tout comme les paysans doivent posséder, collectivement, les terres qu'ils exploitent. Ces thèses, assez proches à bien des égards de celles de M. Liu Shao-chi, l'ancien président de la République destitué, sont une nouvelle preuve de l'importance des « réajustements » en cours à Pékin.

Elles sont exposées au moment où est annoncée la réhabilitation de personnes qui avaient manifesté en avril 1976 sur le place Tian-An-Men à l'occasion de cérémonies à la mémoire de Chou En-lai. Ces événements éveillent l'attente, provisoire, de M. Teng Hsiao-ping, dont les vues semblent s'imposer de plus en plus.

Donner des satisfactions aux paysans

Pékin. — Les paysans sont-ils les propriétaires de leur terre ? Les chefs d'entreprise sont-ils maîtres des profits qu'ils réalisent et responsables, inversement, des pertes subies ? Ce genre de questions, posées depuis quelque temps dans la presse chinoise, indique jusqu'où va la remise en cause de notions politico-économiques en vigueur en Chine depuis vingt ans.

Entre autres documents, un long article publié le mardi 12 septembre par le Quotidien du peuple prend à cet égard le caractère d'un texte d'orientation. Citant abondamment Marx, Engels, Lénine (principalement à partir de textes datant de l'époque de la NEP) et « le camarade Mao Tse-toung », l'article s'emploie d'abord à justifier la notion d'« intérêt matériel ». « Il n'a jamais existé de conflit entre classes », y il-on notamment, qui n'ait une base matérielle, ni de révolution qui ne touche à des intérêts économiques. Nier l'intérêt matériel revient donc à nier la lutte de classes et la révolution.

Les thèses de Liu Shao-chi

La base théorique ainsi — sommairement — posée, l'auteur en vient à deux conclusions pratiques qui touchent à l'industrie et à l'agriculture. En ce qui concerne les entreprises industrielles, il demande qu'un lien soit assuré entre « l'efficacité économique des entreprises d'une part, l'intérêt de ses ouvriers, de ses employés et en particulier de ses dirigeants d'autre part ». Il suggère plus précisément que l'entreprise soit propriétaire d'une partie de ses fonds (N.D.L.R. : de ses profits) pour encourager les travailleurs à garder, améliorer le bien-être de son personnel et accroître la production.

Dans le domaine agricole, l'auteur s'appuie sur une citation de Mao Tse-toung datant de janvier 1948 pour demander que « l'on veuille principalement au bien-être des paysans ». A son sens cela signifie qu'il faut reconnaître la réalité du système de propriété collective des paysans, reconnaître qu'ils sont les propriétaires de cette propriété collective et qu'ils sont les maîtres de leurs moyens

De notre correspondant

de production, de leur force de travail et de leurs produits. C'est-à-dire qu'on doit reconnaître l'autonomie de la commune populaire, de la brigade et en particulier de l'équipe de production, reconnaître que ces dernières organisent leur production et leur gestion selon leur propre intérêt, dans le cadre de la planification d'Etat.

Il y aurait beaucoup à dire sur les souvenirs divers qu'évoquent (1) Economiste soviétique dont les idées furent à l'origine d'une réforme de la gestion des entreprises.

Les conceptions ainsi exprimées. On pense inévitablement aux thèses de Liu Shao-chi au début des années 60 — la seule différence sensible étant que l'ancien président de la République se référait en matière agricole à la famille et non à l'équipe en tant qu'unité autonome de production. D'anciens se souviendront aussi de Libermann (1) et des idées qui furent avancées il y a une quinzaine d'années en U.R.S.S. dans le cadre de la « réforme économique ». Par rapport à la réalité chinoise, de quel s'agit-il ?

ALAIN JACOB.

(Lire la suite page 3.)

L'Europe en péril

M. Giscard d'Estaing, qui participera au sommet franco-allemand d'Aix-la-Chapelle, devait être accueilli à l'aéroport de Cologne ce jeudi 14 septembre par le chancelier Schmidt, puis se rendre à Aix-la-Chapelle en hélicoptère. Un premier entretien entre les deux hommes est prévu de 16 h 15 à 18 heures. M. Schmidt doit ensuite rencontrer M. Barra, et M. de Guiringaud M. Genscher. Les entretiens franco-allemands se poursuivront vendredi. M. Giscard d'Estaing regagnera Paris dans l'après-midi.

Cette trente-deuxième rencontre franco-allemande (depuis la signature en 1964 du traité d'amitié et de coopération entre les deux pays) sera consacrée essentiellement à la création d'une zone de stabilité monétaire en Europe. M. Giscard d'Estaing souhaite pour sa part la mise sur pied d'un comité de trois « sages » qui serait chargé d'étudier le fonctionnement des institutions européennes après un éventuel élargissement de la C.E.E. (Le Monde - dn 14 septembre).

par PIERRE SUDREAU (*)

tation continue du niveau de vie. Dès lors, et pendant près de quatre siècles, l'Europe connaît plus dominis le monde ?

La première guerre mondiale marqua le début de son reflux. De nouvelles puissances se formaient et se partageaient le monde après un second grand conflit.

L'Europe, réduite à sa seule dimension géographique — un petit cap du continent asiatique — n'était plus que le « vieux monde ». Elle connaît pourtant comme une seconde jeunesse. De 1945 au début des années 70, son

(*) Député, ancien ministre.

(Lire la suite page 31.)

AU JOUR LE JOUR

C'est pas sorcier

Le feu d'échecs est en passe de devenir un sport extrêmement sophistiqué : ce fut d'abord Karpoï qui gagna au championnat du monde, aidé par l'œil de l'ignis d'un parapsychologue de choc qui mettait son adversaire Kortschnoi en échec. Mais, depuis, Kortschnoi a repris du poil de la bête en faisant appel aux services de deux yogis indiens qui sont venus en robe safran neutraliser les ondes négatives du parapsychologue de Karpoï, et ce dernier vient de perdre une partie.

Il se confirme donc que l'appel aux forces invisibles est très efficace, et l'on est en droit de se demander si le président Carter n'aurait pas intérêt à convertir à Comp David un assortiment de yogis, d'hypnotiseurs, d'extralucides et de sorciers, en exécutant toutefois de ces dernières qu'elles laissent leurs manches à balai au pestifère.

BERNARD CHAPUIS.

Un entretien avec M. Giraud

« Seule la compétitivité des entreprises permettra de créer des emplois stables » nous déclare le ministre de l'Industrie

M. Giraud a présenté le jeudi 14 septembre à la presse les nouvelles orientations de la politique industrielle adoptées la veille par le conseil des ministres. Pour créer des emplois, il faut, souligne-t-il dans l'entretien qu'on lira ci-dessous, favoriser l'essor de l'industrie en améliorant notamment sa compétitivité internationale. Il convient de la doter de capacités de création et de production qui satisfassent la demande à venir.

M. Aigrain, secrétaire d'Etat à la recherche, a fait, de son côté, adopter par le conseil des ministres des mesures visant en particulier à permettre une meilleure ouverture de la recherche scientifique et technique aux besoins socio-économiques du pays. En particulier, les organismes publics de recherche seront périodiquement soumis à des « audits scientifiques », tandis que l'organisation du C.N.R.S. sera modifiée. (Lire page 13.)

M. Raymond Barre a installé, ce jeudi 14 septembre, à l'hôtel Matignon, le comité de direction du Fonds spécial d'adaptation industrielle. Cet organisme, dont la création a été décidée le 9 septembre, aura pour objet de mener une action intensive pour le développement des investissements et la création d'emplois dans les zones touchées par des mutations massives et concentrées de branches industrielles telles que la sidérurgie et l'industrie navale.

« Vous avez fait, mercredi, au conseil des ministres, un exposé sur les grandes orientations de la politique industrielle. Quelles sont-elles ? — Il y en a quatre :

1. — La première est que l'industrie française étende le nouveau international de compétitivité, car c'est le seul moyen d'augmenter l'emploi. Certes, pour les Français, ce terme n'a pas de sens, car la France est une contrainte inévitable. Qui peut y répondre ? L'industrie principalement qui représente 80 % de nos exportations.

2. — Deuxième orientation, placer les entreprises industrielles dans les meilleures conditions d'efficacité et de croissance. Il existe quatre-vingt-trois mille entreprises industrielles dans notre pays. Il est utile qu'elles gagnent de l'argent. Il est nécessaire qu'elles croissent. Il est donc indispensable d'améliorer leur cadre de fonctionnement et de leur libérer d'un certain nombre de contraintes qui freinent leur développement. Elles pourront ainsi remplir plus aisément leurs tâches qui sont analogues à celles d'un service public porteur d'investissement sur les marchés extérieurs et payer la facture énergétique.

3. — La troisième orientation concerne l'industrie du futur. La France doit se doter des capacités de création et de production qui satisfassent la demande à venir. L'innovation est le facteur-clé qui commande les progrès de spécialisation entre pays industrialisés. Il ne s'agit ni d'utopie, ni de gadget. Les produits changent en permanence.

Propos recueillis par PHILIPPE LABARDE (Lire la suite page 32.)

LA RÉDUCTION DE LA DURÉE DU TRAVAIL : POTION MAGIQUE OU REMÈDE AMER ? (Lire page 29 l'article de J.-P. DUMONT.)

ARCHITECTURES A BOURGES

La fragilité de l'ardoise berruyère

Bourges apparaît malgré tout comme une ville assez préservée. Dans l'absolu, bien sûr, on y trouve tout ce qu'on veut comme erreurs et catastrophes locales. Mais ses bouvures sont restées en deçà des apocalypses coutumières aux villes françaises et, grâce à la topologie du site, à ses possibilités d'expansion naturelle, à quelques facteurs économiques et à quelques autres « contraintes », Bourges n'a été que partiellement mutilée. Ce n'est pas un maigre compliment lorsque l'on sait quels tourments, quelles démolitions occasionnent généralement les vieilles pierres à la ferveur promotrice des édiles.

Au centre, il y a la cathédrale, dont les cinq nefs, dépourvues de transept, forment un des plus beaux espaces architecturaux de France (disons tout de suite qu'on n'en retrouve pas vraiment le souvenir dans les constructions postérieures).

Autour de celle-ci, l'ellipse de la vieille ville, rare ensemble à dominante médiévale qui n'a guère d'autres équivalents dans le pays que Vitry ou Calmar, et qui ébahi resté à peu près vierge de restauration carton-pâte, jusqu'à ces derniers temps. Le dix-neuvième siècle crut bon de foiler ou tra vers de l'ensemble et d'y laisser la cicatrice de la rue Moyenne. Fougueuse balafre où se sont exprimés, avec un bonheur variable, tous les épisodes de l'architecture depuis Haussmann. Hormis la rue Moyenne donc, devenue depuis le prétexte impérial du règne automobile, ce quartier avait été préservé par l'oisance modérée de ses habitants (essentiellement des commerçants), et par la sobriété des finances de la ville qui vint conforter la fameuse crise.

FRÉDÉRIC EDELMANN. (Lire la suite page 22.)

ROBERT LAFFONT GRAHAM GREENE Le facteur humain Son roman le plus révolutionnaire.

MASTRES... irriguer... de produits... UN CADRE DE VERDURE... UNE TARI... UNE AMBIA... CEUR...

étranger

LES NOUVELLES ORIENTATIONS EN CHINE

Donner des satisfactions aux paysans

(Suite de la première page.)

Dans le domaine de l'industrie, la réforme proposée est radicale et concrète. A l'heure actuelle, une entreprise industrielle est totalement gérée par l'Etat, qui couvre ses pertes, exploite ses avantages, et s'approprie intégralement ses profits lorsqu'il y en a ; encore la comptabilité de ces entreprises n'est-elle pas toujours tenue avec assez de précision pour que profits et pertes apparaissent clairement. En dernière analyse, c'est au niveau du ministère responsable — celui de la métallurgie ou de l'industrie charbonnière, par exemple — que l'on établit des comptes qui seront finalement intégrés au budget de l'Etat.

La réforme proposée mettrait fin à cette situation, les entreprises « non rentables » devant supporter les conséquences de leur mauvaise gestion, les plus « profitables » bénéficiant, au contraire, à travers leur personnel d'un intérêt matériel direct. On craint que l'accent est mis sur les avantages qui pourront en résulter « en particulier » ses dirigeants.

La situation est plus floue dans le domaine agricole. L'organisation du monde paysan varie d'une région et parfois d'un village à l'autre, car, en partant des mêmes principes, la pratique a instauré des usages très divers. C'est affaire de conditions locales, de mentalités et aussi de démocratie à la base. Quoiqu'il en soit, le voyage dans la campagne chinoise a pu s'en rendre compte.

Le changement qui se dessine concerne les orientations. Et il est d'importance. Rappeler le droit de propriété des paysans sur leurs moyens de production, insis-

ter sur l'autonomie de l'équipe de production — quelques familles en général — c'est renverser un courant à peu près constant depuis 1968, sinon plus tôt, qui allait dans le sens d'une collectivisation toujours plus grande, c'est-à-dire vers une dilution croissante de la notion de propriété.

Le problème « des ciseaux »

Certes il n'est pas question de rétablir, du moins comme base de la production agricole, la notion de propriété individuelle. L'accent est mis sur une unité collective de petite dimension mais dont le droit de propriété terrien est fermement affirmé par opposition à des ensembles plus vastes — et notamment à la commune populaire elle-même, autrefois conçue comme cellule économique et politique fondamentale à la campagne.

Les motivations de cette politique nouvelle sont multiples. Les plus immédiates sont clairement exprimées : comme l'U.R.S.S. des années 30, la Chine se trouve

confrontée au problème dit « des ciseaux », c'est-à-dire de l'écart persistant entre prix agricoles et industriels. « L'U.R.S.S. », écrit le *Quotidien du Peuple*, « n'a pas résolu ce problème. La méthode soviétique a pressuré les paysans ». On veut donc faire le contraire et donner des satisfactions aux paysans. De là, la défense de leurs droits, et en particulier — ce qui importe beaucoup dans la vie quotidienne des campagnes — de leur liberté de vendre au prix du marché leurs productions « privées » dans les foires villageoises. On choisit en tout cas d'encourager un effort supplémentaire de la part des paysans en leur donnant l'assurance qu'ils en seront les premiers bénéficiaires puisque le surplus réalisé dépassera moins de se perdre dans une trop large collectivité.

En même temps, toutefois, il est clair qu'il y a débat. Le *Quotidien du Peuple* note lui-même que la notion d'intérêt matériel se heurte aux réticences de « certains camarades » encore soumis à l'influence de la pensée « des quatre ». Le problème est également économique dans la mesure où les réformes envisagées ne contribueront pas nécessairement à éliminer cette mentalité

de « petit producteur » souvent dénoncée. Politiquement, enfin, il peut y avoir contradiction entre le projet d'une autonomie accrue pour les unités de production et la suppression des comités révolutionnaires dans les mêmes unités. L'opération, annoncée en février lors de la session de l'Assemblée nationale populaire, est en cours et les nouveaux responsables sont pratiquement désignés par les autorités supérieures. Ce qui ne va pas précisément dans le sens d'une extension des responsabilités prises par les travailleurs eux-mêmes, industriels ou agricoles.

ALAIN JACOB.

M. Sokotne, premier ministre de Tanzanie, en visite à Pékin, a fait l'éloge, mardi 12 septembre, au cours d'un banquet présidé par le vice-premier ministre, M. Li Hsien-nien, de l'aide chinoise qu'il considère « comme un exemple pour toute la communauté des nations ». M. Sokotne a aussi déclaré que l'Afrique « n'attend pas chasser l'impérialisme occidental pour inviter chez elle de nouveaux maîtres ». — (Corresp.)

Des émeutiers de la place Tien-An-Men ont été réhabilités

Des ouvriers chinois ayant participé aux émeutes de la place Tien-An-Men, à Pékin, en avril 1976, ont été réhabilités avec tous les honneurs, mercredi 13 septembre, par le *Quotidien de Pékin*, organe officiel des autorités municipales.

Radio-Pékin a diffusé un article de ce journal, auquel les étrangers n'ont pas accès, appelant à « prendre des leçons » auprès de ceux ouvriers qui furent « persécutés » à la suite des « événements de la place Tien-An-Men » et leur « courage ». La radio a également critiqué le comité révolutionnaire municipal de Pékin pour avoir été le « responsable » de ces émeutes, un épisode sans précédent dans l'histoire de la République populaire. Le maire de Pékin, M. Wu Teh, de temps à autre attaqué par des affiches à Pékin depuis la chute de la « bande des quatre » pour ses liens avec les dirigeants épurés en octobre 1976 et son rôle dans l'affaire de la place Tien-An-Men, n'est pas cité dans ces critiques.

La radio chinoise a aussi annoncé la réhabilitation de cinquante et un enfants de hauts cadres et dirigeants chinois et la

libération de ceux qui avaient été « persécutés » et emprisonnés par des « réactionnaires » ayant dirigé la sécurité publique de la capitale entre 1968 et 1972. Parmi eux, on relève notamment le nom de Ho Peng-fei, fils du maréchal Ho Lung, un prestigieux chef militaire communiste chinois, décédé en 1969. Le fils du maréchal Ho Lung, a indiqué Radio-Pékin, avait été arrêté alors qu'il dirigeait un « groupe d'études de la pensée de Mao Tse-toung » dont tous les membres furent emprisonnés « sous prétexte d'être rétrogrades ». D'autre part, Mme Chiang Ching, veuve du président Mao Tse-toung, sera décédée récemment à Pékin des suites d'une maladie, rapporte mercredi un journal indépendant de Hongkong, le *Tin Tin Ya Pao*.

Le quotidien cite les propos d'une voyageuse récemment arrivée de Canton (sud de la Chine), selon laquelle des rumeurs concernant la mort de Mme Chiang Ching seraient largement répandues en Chine. Mais le journal précise qu'il n'a pu obtenir la confirmation de cette information de la part des organisations chinoises officielles à Hongkong. — (A.F.P.)

VIETNAM

UN RÉSEAU CHINOIS DE SUBVERSION AURAIT ÉTÉ DÉCOUVERT A HO-CHI-MINH-VILLE

Hongkong. — Les forces de sécurité de Ho-Chi-Minh-Ville ont démantelé un réseau de « gardes rouges », qui, à l'instigation de l'ambassade de Chine à Hanoi, tentait d'organiser, a annoncé mercredi 13 septembre, l'agence vietnamienne de presse. Selon l'agence, ce réseau, appelé « Ligue des jeunes marxistes-léninistes », avait été créé en octobre 1976 et était « directement contrôlé par les autorités chinoises par l'entremise de l'ambassade de Chine à Hanoi ».

Un des « gardes rouges », Tran Ha-tu, dix-huit ans, a avoué, précise l'agence, que son organisation avait pour mission de « saboter l'amitié sino-vietnamienne » et de provoquer des troubles dans la communauté chinoise, afin de forcer les Vietnamiens d'origine chinoise à rentrer en Chine.

LE PRÉSIDENT CARTER A PROLONGÉ L'EMBARGO SUR LE COMMERCE AVEC HANOI

Washington (A.F.P.). — Le président Carter a discrètement prolongé l'embargo sur le commerce des Etats-Unis avec le Vietnam, malgré les récents signes de détente entre les deux pays, a-t-on officiellement annoncé, mercredi 13 septembre, à Washington.

La principale raison de cette décision semble être le désir des Etats-Unis de ne pas indisposer la Chine, qui considère le Vietnam comme un instrument de la stratégie soviétique en Asie du sud-Est, indique-t-on dans l'entourage du président Carter.

Malgré les ouvertures discrètes du Vietnam, le département d'Etat souligne qu'Hanoi n'a jamais notifié officiellement à Washington sa volonté de rétablir les relations diplomatiques sans condition préalable concernant l'aide économique américaine au Vietnam.

Les Vietnamiens soubaientent acquérir des techniques d'exploitation pétrolière américaines et des pièces détachées pour certains avions et moyens de transport constitués en partie de matériel abandonné par les Américains après la guerre.

L'embargo commercial avec le Vietnam est total, sans en ce qui concerne les actions à humanitaires et des dons en nourriture, parfois autorisés par le ministère du Trésor.

D'autre part, soixante et une organisations privées américaines ont demandé, mercredi, au président des Etats-Unis, d'accorder une haute priorité à la normalisation des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et le Vietnam. « La présente politique américaine d'hostilité à l'égard du Vietnam nuit non seulement le peuple de ce pays, mais aussi les Américains », affirment ces organisations dans une lettre adressée à M. Carter.

CAMBODGE

Le journal de l'armée vietnamienne évoque un « soulèvement » dans une région frontalière

Hanoi (A.F.P.). — Un « soulèvement » de la zone militaire 203, frontalière du Vietnam, au Cambodge (le *Monde* date 6-7 et 25 août 1978), a eu lieu le 26 mai 1978 sous l'impulsion de M. So Phim, secrétaire local du parti, a affirmé mercredi 13 septembre à Hanoi le *Quotidien Nhandan*, quotidien de l'armée vietnamienne, citant des réfugiés khmers.

Selon le journal, M. So Phim est le chef d'état-major de cette zone (qui n'est pas identifiée) et depuis le début de l'année, il a rassemblé des forces « gagnées au soulèvement et basées sur la plupart dans les régions 20 et 21 de la zone 203 ». Selon le danger, ajoute en substance le quotidien, M. Pol Pot (premier ministre cambodgien), fit convoquer pour le 25 mai les responsables politiques et militaires de la zone. Ceux de la région 21 refusèrent de répondre à cette convocation et, le 26 mai, M. So Phim donna l'ordre d'attaquer.

Les combats eurent lieu à Suong Chup, Dam Be, Prey Veng et Kompong Cham, dans les régions du Sec - de - Canard et de l'Hameçon. « Trois bataillons khmers stationnés à la frontière repoussèrent les envahisseurs », poursuit le journal. *Pol Pot fit donner l'artillerie contre eux. Un autre bataillon, basé sur l'île de Pim Beng (sur le Mékong), conduit par son chef, Sang, franchit le Mékong*

pour aller renforcer Sa Phim. Toujours d'après le *Quotidien Nhandan*, M. Pol Pot a décrété alors la mobilisation générale et envoyé dans la zone un nombre des renforts prélevés à Kandal (sud de Phnom-Penh), Kompong-Som (golfe de Siam) et sur la frontière avec la Thaïlande. Ce transfert aurait permis aux masses d'entrer en lutte dans d'autres régions, de Ratanakiri à Siem-Reap et Battambang (tout le nord du Cambodge), de Kompong-Speu (ouest de Phnom-Penh) et à Kampot (sud-est de Phnom-Penh) ».

Le nom de M. So Phim était apparu pour la première fois au début de l'année dans le *Journal de l'hebdomadaire de Hongkong Far Eastern Economic Review*, qui, citant des sources vietnamiennes, le présentait comme chef de la rébellion. Le nom de M. So Phim est aussi apparu dans le *Journal de l'armée vietnamienne*, *Quotidien Nhandan* indique seulement que M. So Phim, depuis le début de l'année, avait été soigné dans un hôpital de campagne à Tay Ninh, au Vietnam, près de la frontière cambodgienne. Il était alors connu sous le nom de « commandant Souvanna » et « Myoi Xu ». Lorsque, rétabli, il était rentré au Cambodge, à une date non précisée, il aurait été accusé d'avoir été « retourné » par les Vietnamiens.

A TRAVERS LE MONDE

Colombie

• NEUF CENTES PERSONNES ONT ÉTÉ ARRÊTÉES à BOGOTÁ, le 13 septembre, à la suite de l'assassinat, la veille, de l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Rafael Pardo. L'attentat avait été revendiqué par un mouvement d'auto-défense ouvrier (ADO), qui serait la branche urbaine de l'armée populaire de libération, un groupe de guérilleros d'orientation marxiste. — (A.F.P.)

Équateur

• LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ELECTORAL A DEMISSIONNÉ à la suite d'accusations de fraude lancées à l'occasion du dépouillement du scrutin présidentiel du 16 juillet, qui n'est pas encore achevé à ce jour. La date du second tour des élections d'abord prévue pour septembre, n'a toujours pas été fixée. — (Reuter.)

Nouvelle-Zélande

• DES ELECTIONS GENERALES auront lieu le 25 novembre, a annoncé le premier ministre, M. Muldoon. — (Corresp.)

Ouganda

• LE PRÉSIDENT IDI AMIN DADA, chef de l'Etat ougandais, a créé, mercredi 13 septembre, un poste de ministre d'Etat aux affaires étrangères, qu'il a attribué à M. Masiya

Lubega, jusqu'à présent secrétaire général du ministère des affaires étrangères. Le portefeuille des affaires étrangères continuera à être détenu par le président lui-même, qui se l'était attribué en mai dernier. — (A.F.P.)

République Dominicaine

• LE GOUVERNEMENT A LIBÉRÉ, mardi 12 septembre, trente-quatre prisonniers politiques, dont deux dirigeants communistes, a annoncé le procureur de la République. Cent seize détenus politiques ont déjà bénéficié de la loi d'amnistie, a indiqué le procureur. — (A.F.P.)

Zaire

• MILLE RESSORTISSANTS ZAÏROIS réfugiés en Angola ont été remis, mardi 12 septembre, aux autorités zaïroises de la ville frontalière de Dilolo au Shaba, par le gouverneur de la province angolaise de Luena. Mille autres réfugiés zaïrois en Angola, parmi lesquels des femmes et des enfants, doivent être également reconduits incessamment au Zaïre par les autorités angolaises. Selon les autorités de Kinshasa, plusieurs dizaines de milliers de réfugiés zaïrois ont déjà regagné le Shaba, venant d'Angola et de Zambie, depuis la promulgation, en juillet dernier, de la loi d'amnistie accordée aux réfugiés zaïrois à l'étranger. — (A.F.P.)

La première

Histoire universelle de la musique

par Roland de Candé

La musique du monde entier, des origines à l'époque contemporaine

Une histoire : depuis la préhistoire et l'Antiquité jusqu'à l'époque contemporaine, 6000 ans d'histoire de la musique.

universelle : toute l'évolution de la musique occidentale mais pour la première fois aussi, toutes les musiques du monde (Chine, Inde, Sud-Est asiatique, Islam, Afrique), de la musique des cultures et des musiciens : de la biographie à l'étude des techniques musicales, un panorama général.

Reliés sous jaquette en-couvertures. T.1 : 656 pages - T.2 : 628 pages. Environ 200 illustrations et 16 pages couleurs par volume.

En librairie début novembre.

seuil

OFFRE SPECIALE DE SOUSCRIPTION

jusqu'au 31.10.1978 **230 F** les deux volumes au lieu de 290 F

AMÉRIQUES

Nicaragua

La garde nationale a repris l'initiative dans plusieurs villes

Le rapport des forces semblait évoluer, ce jeudi 14 septembre, en faveur de la garde nationale qui a repris, dans plusieurs villes du Nicaragua, des positions précédemment occupées par les guérilleros du Front sandiniste. En revanche, les insurgés contrôlent presque tout le nord-ouest du pays, où ils avaient déjà depuis plus d'un an installé des foyers de guérilla. Selon des voyageurs arrivés dans la capitale, de violents combats se poursuivaient mercredi à Chinandega, à 130 kilomètres à l'ouest de la capitale, et à Estelí, à 150 kilomètres au nord, deux villes que les forces gouvernementales n'ont pu reconquérir.

La loi martiale et l'état de siège ont été proclamés mercredi soir à l'issue d'un conseil de cabinet. Tout le territoire est déclaré « zone de guerre », ce qui implique que l'armée peut effectuer des perquisitions et procéder à des arrestations sans mandat. Les soldats sont autorisés à tirer à vue sur tout véhicule sans avertissement. Selon notre envoyé spécial, ces dispositions ne font qu'officialiser des pratiques courantes.

Le président Anastasio Somoza a délégué l'application de la loi martiale à chaque commandant départemental de la garde, une mesure

que permet la Constitution, mais qui n'avait jamais été appliquée. Certains observateurs y voient les conséquences d'un ultimatum des dirigeants militaires au gouvernement.

Mgr Miguel Obando, archevêque de Managua, est arrivé mercredi à San-José (Costa-Rica), en compagnie de quatre-vingt-dix autres personnes, et a demandé l'asile politique. Le prêtre avait demandé récemment la démission du président Somoza.

A Washington, M. Hodding Carter, porte-parole du département d'Etat, a déclaré mercredi que les Etats-Unis étaient favorables à la convocation d'une réunion consultative des ministres des affaires étrangères des pays membres de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) sur le Nicaragua. Le gouvernement américain aurait préféré la poursuite de la médiation du Costa-Rica. Mais ce dernier pays semble avoir renoncé à son projet depuis l'incident de frontière de mardi avec le Nicaragua (« Le Monde » du 14 septembre). Notre correspondant à Washington indique, d'autre part, que les Etats-Unis semblent prendre de nouvelles distances à l'égard du régime du président Somoza.

« Il n'y a pas de communistes ici... »

Managua. — Le Nicaragua s'est installé dans la guerre. Ce n'est pas vraiment une guerre civile, puisqu'il y a d'un côté un groupe de guérilleros soutenus activement par une partie de la population et de l'autre une armée de métier de sept mille hommes bien entraînés et bien équipés. Les guérilleros ne sont pas des têtes brûlées lancées dans une aventure absurde. Le Front sandiniste a depuis des années des camps dans la montagne, les militants urbains travaillent dans la clandestinité ou même une double vie. Il est toléré par le Costa-Rica, mais modérément semblerait-il, par La Havane. Depuis un an environ, le Front a acheté beaucoup d'armes légères et peut-être quelques armes lourdes.

L'insurrection, commencée samedi 9 septembre, a été planifiée et n'est pas terminée. Mais sa fragilité est patente : très peu d'hommes bien entraînés, un équipement finalement insuffisant. Les armes les plus fortes dans la montagne, les militants insurgés sont des mirralheurs montés à l'arrière de camionnettes ou de petits lance-roquettes. Quand la « tanqueta » voiture blindée équipée d'un petit canon de l'armée entre dans une ville, les insurgés paraissent ne rien avoir à lui opposer. Des renforts qu'ils attendaient seraient-ils arrivés à la frontière du Costa-Rica.

Il ne s'agit pas davantage d'une opération terroriste que la population subit. Dans les quartiers populaires de Managua, Leon, Chinandega, Estelí et Masaya, si les combats ont été déclenchés par des commandos

De notre envoyé spécial

sandinistes, ils sont poursuivis depuis par de jeunes hommes ou des adolescents de ces localités. A Diriamba, petite ville au sud de Managua où des combats ont eu lieu la nuit précédente, nous avons recueilli mercredi les mêmes témoignages qu'à Masaya. Des adultes expliquent que ce sont les jeunes de chez eux qui se battent la nuit. « Ici ce ne sont pas des sandinistes qui se battent », « Il n'y a pas de communistes ici », disent-ils.

Un régime détesté

Le régime de Somoza paraît presque universellement détesté, et la population est trop heureuse de voir que l'on se prépare à lui. Pour autant, elle ne se confond pas avec les sandinistes. Ceux-ci restent encore passablement mythiques pour les gens qui s'attendent un peu à les voir descendre de la montagne en grand uniforme. Les mots « marxisme » et « communisme » effrayent à peu près autant les Nicaraguais que les Français les termes de « Front populaire » ou « parti communiste ». La foule adhère à un « populisme » à fort contenu émotionnel. Celui-ci est fondé sur la réanctation de l'agriculture et l'industrie a une agrobusiness qui est souvent techniquement très moderne, mais les paysans vivent dans des cahutes ou des huttes aux toits de chaume, comme au ne-ne siècle. Le pays a un bon réseau routier mais peu d'écoles. L'armée a besoin de l'un, mais pas des autres.

On trouve de tout dans cette armée : le paysan qui chez lui n'était méme pas sûr de son plat de bananes frites quotidien, le

jeune officier sorti d'une école militaire, pour qui la guerre est un métier de technicien, l'instructeur américain ou coréen qui sait torner les prisonniers sans laisser de traces, le général ou le colonel qui a pu, grâce à l'appui de Somoza, accumuler une fortune de plusieurs millions de dollars. Ce sont ces jeunes officiers, les troupes d'élite de l'armée militaire dirigée par le fils de Somoza que l'on envoie « rétablir l'ordre au sein de la population ».

Leurs adversaires sont des adolescents qui n'ont presque pas dormi depuis quatre jours et qui tirent leurs dernières cartouches. Comme dit le président Somoza, « il faut quatre ou cinq soldats pour disposer d'un franc-tireur bien entraîné ».

Mercredi vers midi, Masaya était de nouveau ouverte, mais on laissait approcher personne à moins de 100 mètres de la fosse commune où l'on brûlait les cadavres. Dans un chemin qui descend des collines qui entourent la ville, nous avons vu revenir les « rengidos » passés mardi ou mercredi : enfant portant une petite charrette aux roues de bois plein, vieille femme qui main-tient un panier sur son dos, quelle porte sur la tête et qui tient de l'autre un petit bâton sur lequel se trouve un perroquet. Dans Masaya, des combats sporadiques éclatent chaque nuit. Le dispositif de surveillance militaire est chaque jour plus visible. Les perquisitions dans les maisons se multiplient. Samedi la garde a arrêté chez lui un homme d'une trentaine d'années, Gustavo Ad. O. Arguello. Il a été rendu à sa famille mardi, mort. Aucune trace de balle sur son corps. Il serait décédé d'une hémorragie interne provoquée par un ulcère qui se serait ouvert. La garde avait trouvé chez lui un important matériel de propagande. Sa maison a été mise à sac.

ALAIN-MARIE CARRON.

Washington prend de nouvelles distances à l'égard du régime

De notre correspondant

Washington. — Est-ce la fin du soutien des Etats-Unis à l'oligarchie Somoza ? La rumeur s'en est répandue à Washington mercredi 13 septembre à la suite d'une intervention faite le même jour à huis clos devant la commission des affaires étrangères du Sénat par M. Viron Vaky, secrétaire d'Etat adjoint et responsable des bureaux d'affaires interaméricaines. Selon des participants à cette réunion, M. Vaky aurait laissé entendre qu'un changement de la politique américaine à l'égard du Nicaragua n'était pas à exclure.

En substance, Washington cherche à écarter l'actuel président et à mettre en place à Managua une équipe composée des trois forces « saines » dénombrées dans l'opposition, à savoir les partisans de l'opposition non communiste, les milieux d'affaires et l'Eglise. L'objectif est de laisser de côté les sandinistes qui restent trop aux guérilleros, car leur confiance et que l'on dit être largement moyennés par les communistes.

L'avenir dira si ce scénario n'est pas déjà dépassé par l'escalade de la guerre civile dans le pays, mais il est clair que le gouvernement américain, déjà en froid avec le régime Somoza depuis l'arrivée de M. Carter à la Maison Blanche, a pris de nouvelles distances à son égard.

On aurait tendance ici à retourner une « victoire » remportée par le dictateur sur ses adversaires. La « solution démocratique » ne paraît plus compatible, du moins pour une bonne partie de l'administration américaine, avec le maintien de ce dernier au pouvoir.

Cet avis est partagé par plusieurs des membres de la com-

mission des affaires étrangères du Sénat devant laquelle intervenait M. Vaky. Pour M. Church, qui pourrait être le prochain président de la commission, « le gouvernement des Etats-Unis devrait s'efforcer d'établir un régime qui souhaite plus le maintien au pouvoir de la famille Somoza au Nicaragua ». — M. T.

Le Secours populaire français lance un appel pour venir en aide aux familles touchées par les événements du Nicaragua. Il organise un envoi de médicaments pour lutter contre la lépre des montagnes qui atteint certains réfugiés.

Secours populaire français, 9, rue Poisson, 75003 Paris. C.C.P. 87 11 Paris (indiquer : « Aide Nicaragua »).

L'Internationale socialiste exprime, dans un communiqué diffusé mercredi 13 septembre, son « inquiétude devant les violations des droits de l'homme au Nicaragua » et affirme son « soutien » au Front uni d'opposition ainsi que sa « solidarité avec le peuple de ce pays pour le rétablissement de la démocratie et de la justice sociale ».

Argentine

Un entretien avec Alain Rouquié

« L'exemple même d'une société bloquée »

Parce que l'Argentine vit sous un régime militaire et que la répression est particulièrement brutale, la tentation existe d'oublier la spécificité de ce pays. Dans un ouvrage consacré à l'histoire récente de la République pastorale - des rives du rio de la Plata, l'historien et politologue Alain Rouquié s'est efforcé de démêler les relations complexes du « Pouvoir militaire et des Sociétés politiques en République Argentine » (1). Nous avons demandé à l'auteur de ce livre français le plus subtil, et le mieux documenté, de l'évolution de ce pays depuis un siècle - de démontrer quelques-unes des causes du « mal argentin ».

« Aux racines de l'instabilité politique argentine, qui se traduit, fondamentalement, par des coups d'Etat militaires répétitifs depuis près d'un demi-siècle, il y a, explique Alain Rouquié, un décalage considérable, encore que et évolution sociale, voire un pays moderne, avec une population très européenne, possédant des indices culturels très élevés, une classe moyenne importante, un niveau de revenus qui fait l'envie de ses voisins mais qui, comme dans la plupart des pays du tiers-monde, et singulièrement en Amérique latine, l'essentiel du pouvoir économique, le contrôle de la richesse sont entre les mains d'une classe sociale, numériquement très restreinte - les grands propriétaires de la pampa de Buenos Aires - qui considère qu'elle n'a aucune raison de partager ses privilèges avec de nou-

velles couches, d'accepter la démocratie. Ce groupe dominant, c'est l'oligarchie fondée, qui a, certes, diversifié les moyens de sa puissance par le biais de la banque et de l'industrie, mais dont l'arme absolue demeure la même depuis plus d'un siècle : l'exportation de produits agricoles - qui représente, aujourd'hui encore, les trois quarts des rentrées de devises du pays.

« Sans doute l'Argentine s'est-elle industrialisée ; depuis 1945, la part de l'industrie dans le produit national brut est supérieure à celle de l'agriculture. Mais le moteur de l'économie est exportations de produits agricoles - céréales et viandes pour l'essentiel. Si, pour une raison ou une autre, il y a une crise dans ce secteur, les rentrées de devises diminuent dramatiquement. Le pays ne peut plus faire face à ses besoins d'importation, l'industrie se bloque, le pays tout entier va mal.

— Et quand y a-t-il une crise ?

« L'Argentine est, à l'évidence, sensible à la conjoncture internationale, à toute déstabilisation aux termes de l'échange. Mais, surtout, il y a une crise quand un gouvernement, quel qu'il soit, s'avise de transférer une partie substantielle des revenus agricoles soit au profit de la consommation, soit au profit de l'industrialisation. Dans ce cas, on assiste à une diminution brutale de la production agricole, à une chute des revenus agricoles, à une dégradation des conditions de vie avec toutes les conséquences politiques que peut entraîner une aussi grave perturbation de la situation économique. Une classe numériquement réduite possède donc un pouvoir de blocage politique considérable.

La réforme agraire : un thème scandaleux

« Cette explication séduisante ne cache-t-elle pas la réalité d'autres « blocages », comme celui qui constitue une forte dépendance par rapport aux centres de décisions du capitalisme international ?

« La dépendance extérieure est indéfectible. Mais elle n'est pas née de l'industrialisation, qui n'a fait qu'augmenter la dépendance. Le problème est non seulement consenti, mais recherchée par ces groupes agro-exportateurs qui veulent conserver leur domination sur le pays. Aucune concession à la réforme agraire n'est envisagée par ces groupes. Ils ont une attitude excessive pour garantir leurs débouchés.

« Vers la fin du dix-neuvième siècle, la classe agraire - c'est-à-dire la grande propriété - de la province de Buenos-Aires qui, à la différence de ce qui se passait pour beaucoup de pays latino-américains, formait un groupe social autonome et qui réussit à intégrer l'économie argentine dans l'économie mondiale, alors dominée par la Grande-Bretagne. Elle a fourni au pays son « projet national » devenu réalité en 1916, lorsque le pouvoir de produits agricoles. Ce projet, elle ne l'a jamais, fondamentalement, abandonné : l'industrialisation, qui est une réalité, lui a été imposée par la crise de 1929, puis par la deuxième guerre mondiale. Plus étonnant : elle a réussi, pour l'essentiel, à faire admettre son projet par les autres groupes sociaux qui l'ont, en diverses circonstances, remplacé au pouvoir. L'Union civile, qui accède au gouvernement en 1916 comme ex-pressio, n'a jamais renoncé à ce projet. Elle a été remplacée au pouvoir, mais n'a pas de sociales nouvelles, n'a pas de

projet de rechange. Le président Frigoyen déclare en substance : « Nous n'avons pas de projet économique » et nous en sommes fiers ». L'U.C.R. ne veut que faire participer de plus amples secteurs de la population à la prospérité fondée sur l'exportation agricole.

« Le péronisme, à sa façon, n'a fait que prolonger, en l'amplifiant, cette politique : ce ne sont plus seulement les classes moyennes, mais les classes populaires, qui veulent faire accéder aux bénéfices rapportés par l'oligarchie foncière. Peron n'a jamais voulu participer de plus amples secteurs de la population à la prospérité qu'il en avait tous les moyens, il n'avait pas entrepris une réforme agraire. Il n'a répondu : « Cela s'arrangera dans la guerre civile. » Peron avait tout fait conscience de cette rigidité fondamentale dans la structure sociale argentine. Cette rigidité est, telle, aujourd'hui encore (et pas seulement depuis le coup d'Etat militaire du 24 mars 1976), qu'il est impossible de parler de réforme agraire. Partout ailleurs, en Amérique latine, il est concevable, au moins de prononcer l'expression. En Argentine, c'est démagogique, scandaleux, antipatriotique. Seuls le parti communiste et des groupes d'extrême gauche, dont l'audace est réduite, ont osé le faire.

« L'empire idéologique de ce genre de pensée, en 1953, puis en 1964, a fourni de bons résultats agricoles, alors que la productivité de la grande propriété argentine est extrêmement faible, en raison d'un mode de production tout à fait extensif.

Agriculture ou industrie

« Faut-il, dans ces conditions, voir dans les coups d'Etat militaires qui ont émaillé la vie du pays depuis 1930 le moyen utilisé par ce groupe dominant pour « récupérer » un pouvoir que le jeu du « saffrage universel » tend à lui ôter ?

« Il est certain qu'il n'y a pas de grande propriété en Argentine, qu'il n'y a jamais eu un grand conservateur de masse, capable, dans des élections non truquées, de faire face à l'Union civile radicale ou au péronisme. Il y a une tentative en ce sens, au début du siècle, avec la création du parti démocrate progressiste de Leandro de la Torre. Mais le P.D.P. a été torpillé par les politiciens conservateurs de la province de Buenos-Aires qui ne voulaient pas partager le pouvoir politique avec les conservateurs des autres provinces, notamment celle de Santa-Fé. On retrouve là un autre « blocage » de la société

argentine : cette structure et en « entonnoir », qui fait que tout doit nécessairement passer par Buenos-Aires, la province-métropole. Les hommes qui ont été à l'origine de la création, l'infrastructure, du P.D.P. sont ceux qui l'ont retrouvé dans le coup d'Etat militaire de 1930, notamment son chef, le général Uriburu.

« L'armée est-elle donc le substitut de ce parti conservateur ? La réponse est nuancée. En 1930, c'est oui, encore que l'armée n'ait fait que suivre avec réticence les militaires qui ont fait le coup. En 1976, l'armée a, spécialement, surtout agi au profit des agriculteurs. Quel qu'on en dise, le régime actuel n'a pas une orientation très favorable à l'industrie : les entreprises, y compris les multinationales (dans l'automobile par exemple), souffrent énormément. L'armée pense qu'il faut recapitaliser le pays par le biais de l'accumulation rurale traditionnelle.

« Si les se réfère, cependant, à une période historique longue, il est arbitraire de dire que le groupe dominant, elle n'a, il est vrai, pensé qu'une seule fois, avec Peron, dans le sens des aspirations populaires. Mais quelle fois ? En outre, l'armée a été à plusieurs reprises dans l'histoire du pays le défenseur d'un projet industriel. Contre les vœux du groupe dominant, uniquement préoccupé de maximiser les exportations agricoles, elle a, pour

des raisons corporatistes (il s'agissait d'échapper à la dépendance de l'étranger, d'abord en matière de fabrication d'armement, puis dans un sens de plus en plus vaste), poussé à la création d'industries lourdes - qu'elle dirige aujourd'hui par le biais de la D.G.F.M. (direction générale des fabrications militaires).

« En 1968, le général Onganía prend le pouvoir avec un projet d'investissement étranger. L'arrivée au pouvoir du général Lanusse, en 1970, met fin à la tentative.

« Ce qui me paraît vrai, c'est que l'armée intervient de façon régulière pour sauver le système, au sens large du terme. Pour cela, elle peut tantôt obliger à certaines transformations qui assurent l'essentiel, comme ce fut le cas en 1943 avec le péronisme ; et tantôt les bloquer, comme en 1968, lorsqu'elle renverse Peron. Contrairement aux apparences, elle ne se contredit pas. Car le péronisme est un mouvement fondamentalement conservateur, qui vise à éviter la rupture existant entre les distances sociales devenues intolérables. Je ne néglige pas la dynamique sociale, révolutionnaire, qu'il a déclenchée. Mais ce n'est le fait d'un contre-révolutionnaire. On retrouve cela dans les déchéments actuels. Seul Peron pouvait faire marcher de front une telle politique et une telle alliance droite fascisante. A la limite, je dirais presque que le péronisme est le seul mouvement conservateur intelligent qu'il y ait eu en Argentine. C'est l'équation personnelle de Peron - qui n'a jamais toléré que des hommes à son entière dévotion - a empêché une institutionnalisation du mouvement, dans le style, par exemple, du PRI (parti révolutionnaire institutionnel) mexicain.

« L'Argentine est donc l'exemple même de un mouvement de masse qui est devenu un groupe économique dominant, extrêmement exige, est de moins en moins bien toléré par une société de masse, il refuse, pour autant de d'ouvrir. C'est tout ou rien. D'où la violence des affrontements actuels. Les militaires, face à cette situation, sont divisés. Le maintien du statu quo social qui est leur but fondamental, passe-t-il par le sauvetage du parti « libéral » agro-exportateur ou par un développement industriel qu'il faut accepter, comme en 1966, des grandes industries multinationales, des syndicats péronistes et de l'armée ?

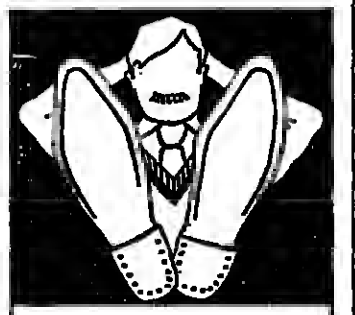
« Quel a été, dans l'entchément des événements, le rôle de la guérilla ?

« Historiquement, le péronisme a été un mouvement de masse violent tant au pouvoir que, après 1955, dans l'opposition. Il y a donc un aspect de « résistance », avec des commandos et sabotages dans la ligne du « terrorisme » contre la « révolution libérale » de 1955. Cette « résistance » se poursuit, sous d'autres formes, lorsque, en 1955, puis en 1964, des gouvernements civils succèdent aux militaires. Tout cela contribue au blocage du système. Mais le déclencheur de la guérilla proprement dite est provoqué par le coup d'Etat militaire de 1968. L'E.R.P. a dit : « Nous sommes l'armée révolutionnaire ». Les militaires ont suscité la guérilla. Ajoutez à cela l'absence de « parti anti-guérilla » (le P.C. argentin n'est, certes, pas cela) ; le faible dynamisme économique d'une société qui, par ailleurs, produit beaucoup de diplômés. L'existence d'un système éducatif qui produit des psychologues et des sociologues au lieu de vétérinaires et de médecins. Le « coup de talon » était, en somme, au maximum.

Propos recueillis par JEAN-PIERRE CLERC.

(1) *Pouvoir militaire et société politique en République Argentine*. Edité par la Fondation nationale des sciences politiques, 704 page, 275 F.

Le Groupe des avocats exilés en France (GAEPF) dénonce la séquestration en Argentine par les forces de sécurité de Louis Evidencia - de neuf de leurs collègues durant ces quatre derniers mois, ce qui porte le nombre d'avocats enlevés à soixante-dix-huit. Le GAEPF rappelle que vingt-trois avocats ont en outre été assassinés et que cent autres sont détenus dans la « Fubiot » (Fuerzas Armadas de Liberación). Ont été récemment séquestrés : M^{rs} Osvaldo Acosta (le 29 mai) à La Plata, province de Buenos-Aires ; Mario Balderamo, membre directeur du collège d'avocats de Villa-María, province de Córdoba (en juillet) ; et, au mois d'août, M^{rs} Eduardo Biondi, à Buenos-Aires ; Manuel Chis, à Buenos-Aires ; Ruben Vera, à Posadas, province de Misiones ; Miguel Berenguel, à Morón, province de Buenos-Aires ; Elias Seruan, à Buenos-Aires ; Abraham Hochman, à Buenos-Aires ; ainsi que M^{rs} Norma Falcone, à Buenos-Aires.



pièdes larges grands ou 38 au 50

Un choix unique de chaussures exclusivement pour hommes, du 38 au 50, par demi-pointure de la 5^e à la 11^e largeur.

PALAIS DE LA CHAUSSURE
39, av. de la République
75011 Paris Tél. : 357.45.92
Catalogue gratuit - Paris



LOTO

ca peut rapporter gros

L'avenir dira si ce scénario n'est pas déjà dépassé par l'escalade de la guerre civile dans le pays, mais il est clair que le gouvernement américain, déjà en froid avec le régime Somoza depuis l'arrivée de M. Carter à la Maison Blanche, a pris de nouvelles distances à son égard.

Pour votre DEMENAGEMENT
208 10-30 ODOUL
16, rue de l'Atlas - 75019 PARIS

مكاتب الأبحاث

AFRIQUE

Tunisie

Le procès de M. Habib Achour et de ses adjoints s'ouvre devant la Cour de sûreté de l'État

De notre correspondant

Tunis. — Le procès de M. Habib Achour, ancien secrétaire général de l'U.G.T.T., et de ses principaux adjoints au bureau exécutif et à la commission administrative de la centrale ouvrière, arrêtés depuis plus de sept mois, s'ouvre ce jeudi 14 septembre devant la Cour de sûreté de l'État de Tunis. Dans cette première affaire les syndicalistes (d'autres suivront) appelés devant cette juridiction d'exception mise en place en 1968, ils sont en liberté provisoire depuis le début du mois, à répondre de leur responsabilité dans les incidents sanglants qui marquèrent à Tunis et dans plusieurs autres villes, la grève générale du 26 janvier 1978.

Tous sont passibles de la peine de mort pour « attentats ayant pour but de changer la forme du gouvernement, d'inciter les habitants à s'armer les uns contre les autres et de porter la désobéissance et le pillage sur le territoire tunisien », en vertu de l'article 72 du code pénal, seul finalement retenu contre trente-trois d'entre eux. Les trente-quatrième accusés, M. Abderrazak Chorbal, ancien secrétaire général de l'Union régionale de l'État dont l'arrestation, le 24 janvier, avait contribué à provoquer la grève générale du surindemnié, devra, en outre, répondre de diffamation envers le régime et l'Assemblée nationale, à la suite de propos tenus lors d'une réunion à huis clos du conseil national de la centrale.

Les soixante-quinze avocats constitués, dont quatorze pour M. Habib Achour, n'ayant pas eu, à vingt-quatre heures de l'ouverture du procès, communication du dossier d'instruction qui comprendrait cinq mille à sept mille pages, ont l'intention de demander le renvoi à deux mois.

Dès le lendemain des émeutes et vingt-quatre heures avant son arrestation, M. Habib Achour, alors réfugié dans un hôtel de la banlieue nord de Tunis, nous avait téléphoné pour rejeter avec la

dernière énergie les accusations déjà portées contre lui et la centrale. « L'U.G.T.T., nous avait-il dit, est absolument étrangère aux manifestations de rue. Elle n'a tenu ni armes ni pierres aux manifestants. Les consignes de calme ont été observées par les travailleurs durant la grève générale. C'était sans grève pacifique, et les incidents qui ont été dus à des provocations. »

Pendant leur détention, M. Achour et ses amis ne semblent pas avoir dévié de cette ligne. Les proches de l'ancien secrétaire général de l'U.G.T.T. affirment que celui-ci a la ferme intention de dévaler à la barre « toute la vérité et tous les dessous des événements sanglants du « jeudi noir ». Déjà, le 17 mai, dans une lettre adressée à la barre au président Bourguiba et publiée le mois dernier par l'hebdomadaire du mouvement d'opposition des démocrates-socialistes, Démocratie (Le Monde daté 6-7 août), il déclarait que « les vrais responsables du 26 janvier s'étaient

affirmés que celui-ci a la ferme intention de dévaler à la barre « toute la vérité et tous les dessous des événements sanglants du « jeudi noir ». Déjà, le 17 mai, dans une lettre adressée à la barre au président Bourguiba et publiée le mois dernier par l'hebdomadaire du mouvement d'opposition des démocrates-socialistes, Démocratie (Le Monde daté 6-7 août), il déclarait que « les vrais responsables du 26 janvier s'étaient

affirmés que celui-ci a la ferme intention de dévaler à la barre « toute la vérité et tous les dessous des événements sanglants du « jeudi noir ». Déjà, le 17 mai, dans une lettre adressée à la barre au président Bourguiba et publiée le mois dernier par l'hebdomadaire du mouvement d'opposition des démocrates-socialistes, Démocratie (Le Monde daté 6-7 août), il déclarait que « les vrais responsables du 26 janvier s'étaient

Rhodésie

PLUS DE TROIS CENTS MILITANTS NATIONALISTES AURAIENT ÉTÉ ARRÊTÉS

La police a procédé à l'arrestation de plus de trois cents dirigeants et militants de la ZAPU à la suite de l'extension partielle de la loi martiale en Rhodésie (Le Monde du 13 septembre), a annoncé, mercredi 13 septembre, un porte-parole du parti de M. Joshua Nkomo. Pour le moment, les deux principaux dirigeants de la ZAPU résidant en Rhodésie, MM. Joshua Chinanu, vice-président, et Willie Musarwa, attaché de presse, restent libres.

D'autre part, alors que les indices de dissensions se multiplient entre les deux ailes du Front patriotique (Le Monde du 14 septembre), à Maputo, M. Robert Mugabe a accusé mercredi les États-Unis et la Grande-Bretagne de chercher à provoquer l'éclatement de l'alliance unie au sein du Front entre la ZANU et la ZAPU. Dans un interview au Journal Noticias, M. Mugabe, qui est coprésident du Front, préconise un renforcement de l'unité du mouvement nationaliste rhodésien pour la lutte armée. « Nous sommes porteurs d'une unité et d'un commandement unifiés », a-t-il dit. — (Reuter.)

M. Cisse Dia, président de l'Assemblée nationale sénégalaise et vice-président de l'Association internationale des parlementaires de langue française (A.I.P.L.F.) a été désigné pour assurer la présidence de la neuvième assemblée générale de l'A.I.P.L.F. qui a commencé lundi 11 septembre ses travaux à Libreville.

TANINO CRISCI
COLLECTION
PRINTEMPS 79
Salle d'exposition
116, Champs-Élysées

l'école des secrétaires de direction
vous fait obtenir le B.T.S.S. et surtout
vous donne un métier que vous pourrez pratiquer dans tous les pays

15 rue Stoufflot
75005 Paris
Tél.: 325.44.40
Secrétariat ouvert tous les jours y compris le Samedi.

AUSTRALIE

Ministre et dirigeant du parti gouvernemental M. LYNCH EST A NOUVEAU IMPLIQUÉ DANS UN SCANDALE FINANCIER

(De notre correspondant.)
Canberra. — Le ministre de l'Industrie et du commerce, M. P. Lynch, qui perdit l'année dernière son poste de ministre des finances après avoir été mis en cause dans plusieurs scandales concernant ses activités dans les affaires, est maintenant accusé d'avoir détourné des fonds du parti libéral, dont il est le vice-président.

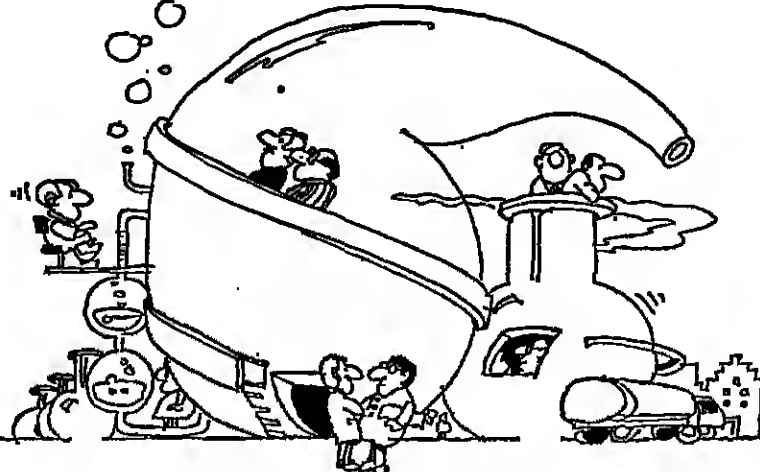
L'accusation est portée dans un document remis devant le Parlement de l'État de Victoria le mercredi 13 septembre, qui contient également des charges à l'encontre de plusieurs hauts dirigeants conservateurs et l'un parlementaire travailliste. Cette affaire, venant après plusieurs autres, souligne le manque de crédibilité du parti gouvernemental tant au plan local qu'au niveau fédéral.

Seul les révélations relatives à la nouvelle « affaire Lynch », deux voitures d'occasion des donations au parti libéral étaient tenues : sur un livre les fonds alimentaient la caisse du mouvement, sur l'autre ils étaient versés à un compte privé.

Un pardon présidentiel ?

Devant la Cour de sûreté de l'État qui retrouve son cadre habituel dans une étroite bâtisse isolée au milieu des casernes du Barro à la périphérie nord de Tunis, l'ombre des casseurs du « jeudi noir » risque d'être estompée par les multiples aspects politiques des développements qui ont abouti à cette journée. C'est

● Un avion F-5 de l'armée marocaine a été abattu le 10 septembre par les forces sahraïennes et son pilote capturé, à 50 kilomètres au nord de Smara, dans le Sahara occidental, a annoncé mercredi 13 septembre le ministre sahraoui de la défense, dans un communiqué publié à Alger. D'autre part, le quatrième congrès du Front Polisario se tiendra à la fin du mois de septembre en « territoire libéré », a-t-on appris mardi à Alger, de sources officielles sahraïennes. Le premier congrès constitutif de Polisario s'était déroulé le 10 mai 1973. Il avait été suivi par deux autres congrès en août 1974 et en août 1976. — (A.F.P.)



DSM: c'est tout un monde de produits et de procédés

Le secteur de la chimie, c'est notre fort. Nous avons beaucoup progressé au cours de ces dernières années: en 1978, DSM se classe au 15^e rang de la chimie mondiale. Ces bonnes performances sont dues à une expérience de plus de 75 ans. Et aussi, sans doute, à notre caractère hollandais, à qui certains, à tort ou à raison, reconnaissent ténacité et rigueur.

Aujourd'hui, grâce à une large diffusion de ses produits et de ses procédés, DSM veut dire chimie dans toutes les langues du monde.

Les produits DSM, en voici une liste en raccourci. À ces produits correspondent souvent des procédés originaux, toujours du savoir-faire:

- engrais azotés;
- produits chimiques organiques et industriels; matières premières pour fils et fibres (caprolactame et acrylonitrile);
- produits textiles.

- matières plastiques: polyéthylène, polychlorure de vinyle, polypropylène, ABS, caoutchouc et leur transformation. Dans la chimie, et dans d'autres domaines tels que la construction et l'environnement, DSM a créé tout un monde de produits et de procédés, sûrs et efficaces... hollandais, quoi.

DSM
UN GROUPE CHIMIQUE HOLLANDAIS A L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

si vous souhaitez en savoir plus et recevoir une brochure d'information sur les activités industrielles du groupe DSM, retournez ce coupon à: DSM-Information PO BOX 86 HEEFLEN, PAYS-BAS

nom _____
adresse _____
profession _____

best-seller depuis 6 mois
le nouveau livre du Professeur

Jean Bernard

de l'Académie française

L'Espérance

ou le nouvel état de la médecine

Une sommité du monde médical explique clairement comment la Recherche et les techniques de pointe peuvent soulager la misère humaine.

Buchet/chastel
18, rue de Condé, 75006 Paris

Grande-Bretagne

Deux journalistes et un ancien militaire sont accusés d'avoir divulgué des secrets de la défense nationale

Londres. — Accusés d'avoir violé l'Official Secret Act, une loi de 1911 qui vise à prévenir et à réprimer l'espionnage, deux jeunes journalistes comparaitront prochainement devant le tribunal d'Old Bailey. C'est la première fois que des représentants de la presse sont poursuivis en vertu de cette loi, qui n'a cessé d'être dénoncée comme abusive par les syndicats de journalistes et les organisa-

De notre correspondant tions de défense des libertés parce qu'elle offre au gouvernement la possibilité, sous prétexte de protéger les « secrets » militaires, d'insister à la liberté de la presse.

S'inspirant des conclusions présentées par une commission spéciale d'enquête en 1972, le gou-

vernement envisageait dans un Livre blanc récent de modifier la loi de 1911 et particulièrement les dispositions sur lesquelles repose l'action judiciaire engagée contre les journalistes. MM. Crispin Aubrey et Duncan Campbell, qui travaillent respectivement pour le magazine gauchiste Time Out et l'hebdomadaire New Statesman, ont été arrêtés en février 1977 et relâchés sous caution. Ils s'étaient accusés, en vertu de la section 1 de la loi, d'avoir agi « dans un but préjudiciable à la sécurité et à l'intérêt de l'Etat » en recevant de M. John Berry, ancien oparal du service de transmissions de l'armée et membre des services de renseignements, également accusé, des « informations qui pourraient être directement ou indirectement utiles à l'ennemi ». M. Berry est poursuivi en vertu de la section 2 qui interdit à tout fonctionnaire de communiquer des informations à une personne non autorisée à les recevoir.

M. Campbell est poursuivi pour les avoir reçus. Or, c'est justement cette partie de la loi que le gouvernement voulait changer en élevant à la simple réception d'informations son caractère de « fait » et en interdisant aux journalistes de recevoir ces informations : ils « ont activement encouragé un ancien militaire à violer la loi ». Ils devraient donc être coupables, même si la loi devait être amendée, et M. Leonard, l'accusateur, a ajouté qu'il serait en fait de modifier et d'abolir d'une manière qui permette d'anciens militaires de parler de secrets dont ils auraient pu prendre connaissance pendant leur service.

Des secrets évanescents

La défense soulève d'abord l'objection de principe, qui décide de ce qui est préjudiciable ou non à l'intérêt de l'Etat ? Elle ajoute qu'aucune loi ne précise spécifiquement les renseignements qui peuvent être divulgués par les deux journalistes. Celles-ci concernaient les activités des services d'écoute et d'interception de radio-communications étrangères, la dimension des stations ou des postes d'écoute et l'endroit où ils sont situés. L'accusation affirme qu'il s'agit de secrets militaires, mais qu'ils ont été divulgués à un ennemi, pourraient mettre en danger le personnel de ces équipements et créer des risques de sabotage. Selon l'accusation, M. Berry a donné des renseignements techniques détaillés, ainsi que le code qui permet d'identifier les stations d'interception britanniques et les radiocourants interceptés. La défense affirme que ces « secrets » ne le sont plus depuis longtemps. Elle a cité de nombreux articles de presse ainsi que le compte rendu d'un débat parlementaire qui identifiait et localisait clairement ces stations d'écoute.

L'accusation donne de la loi une interprétation exceptionnelle. Si la couronne établit que les informations recueillies concernaient, en tout ou en partie, des « secrets interdits », elles devront être considérées comme ayant été divulguées à l'intérêt de l'Etat, et il apparaîtra aux accusés de trouver le contraire. Ainsi, la charge de la preuve, qui incombe habituellement à l'accusation, est déplacée. Quant aux motivations des accusés, l'accusation fait état de conversations enregistrées entre les journalistes et M. Berry. Ce dernier reconnaît avoir échangé avec les journalistes des lettres commentant la menace d'expulsion de Grande-Bretagne de deux Américains, MM. Rosenblatt et Agan, le premier ancien collaborateur de physique de l'université d'Oxford, aurait, d'après l'accusation, accumulé un nombre considérable d'informations d'ordre militaire, ainsi que cinq albums de photos aériennes et des cartes où les cinquante-deux stations d'écoute britanniques sont clairement indiquées. L'accusation admet que la plupart de ces informations ont déjà été publiées, mais il estime que, grâce à ses talents journalistiques et scientifiques, Campbell a reconstruit un puzzle qui pourrait être utile à un ennemi potentiel.

ISABELLE VICHNIAC.

HENRI PIERRE.

Union soviétique

APRÈS AVOIR ESSUYÉ PLUSIEURS REFUS Le physicien Serge Polikanov a obtenu un visa de sortie

De notre correspondant

Le physicien Serge Polikanov, membre du groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, a déclaré, le mercredi 13 septembre, qu'il avait reçu l'autorisation des autorités soviétiques de se rendre, pour un an, avec sa femme et sa fille, à Copenhague et à Genève pour travailler au CERN (« le Monde » du 14 septembre, dernière édition). M. Polikanov, qui est un des scientifiques les plus éminents d'U.R.S.S., avait essuyé auparavant plusieurs refus. Au mois de novembre dernier, il avait refusé une conférence de presse pour attirer l'attention de l'opinion publique internationale sur son cas.

Membre du parti communiste depuis 1955, membre correspondant de l'Académie des sciences, prix Lénine et titulaire de l'ordre de Lénine, les plus hautes distinctions pour un savant soviétique, il était chef du département de recherches nucléaires à l'Institut de Douba (à une centaine de kilomètres au nord de Moscou). Il a participé, il y a une quinzaine d'années, à la découverte d'un nouveau processus physique : la séparation spontanée de l'atome qui est instable. Tous les appareils permettant la poursuite des recherches sur ce phénomène ont été envoyés, il y a quelques mois, au CERN, mais les autorités soviétiques avaient brutalement interdit à M. Polikanov, qui a déjà voyagé plusieurs fois à

l'étranger, d'aller travailler à Genève avec sa famille. Après s'être adressé aux correspondants occidentaux, M. Polikanov avait rejoint le groupe de l'application des accords d'Helsinki et s'était proposé pour remplacer M. Youri Orlov, président du groupe, après la condamnation de ce dernier. Il semble que M. Polikanov ait renouvelé sa demande de visa de sortie à l'insu des autres membres du groupe, qui en ont conçu une certaine amertume. « Il ne faudrait pas », a déclaré Mme Elena Bonner, l'épouse de l'académicien Sakharov, que certains prennent la dissidence pour un marchepied vers l'émigration. D. V.

DIPLOMATIE

AUX NATIONS UNIES, A GENÈVE

Demandes d'ouverture d'une enquête à la suite d'un article du « Monde »

De notre correspondante

Genève. — L'article : « A L'ONU, l'Union soviétique s'opposerait à tout débat sur l'Argentine et la commission des droits de l'homme » du Monde du 13 septembre, a entraîné, mercredi 13 septembre, la publication d'un communiqué de presse du service d'information des Nations unies, dont voici les passages principaux : « M. Waleed Sadi (expert de Jordanie) a attiré l'attention sur l'article écrit par Mme Isabelle Vichniac dans le Monde d'aujourd'hui, à la page 3, et qui traite de l'examen des plaintes portées contre l'Argentine. M. Sadi a déclaré que le groupe de la sous-commission qui s'est occupé de la situation en Argentine, dans le cadre d'une procédure confidentielle, n'était pas parvenu à un accord sur la nécessité de débiter de la situation en Argentine. » Deux membres de la sous-commission, MM. Singhvi (Inde) et Sergei Smirnov (U.R.S.S.) ont déclaré que la violation de secrets de délibérations méritait une enquête. Selon M. Smirnov, le but poursuivi par le correspondant en question était de nuire à l'U.R.S.S. Le président, M. Abdennabou Bouhadba (Tunisie) a demandé aux membres de la sous-commission de ne pas trop dramatiser les choses. Cependant, M. Theodor Van Doorn, directeur de la division des droits de l'homme, a déclaré que s'il devait y avoir une enquête à propos de la fuite des informations, qu'il s'agit des membres de la commission que ceux du secrétariat devront faire l'objet de cette enquête. Plusieurs membres de la sous-commission ont rappelé que de telles fuites se produisent presque tous les ans (...). Un certain nombre de

membres ont exprimé leurs inquiétudes au sujet « de la fuite » et ont appuyé la demande d'une enquête. M. Beverly Carter (Etats-Unis) a toutefois déclaré qu'une telle enquête ne donnerait aucun résultat utile, bien qu'il soit prêt à appuyer toute décision prise dans ce sens par la sous-commission. Les journalistes, a-t-il dit, sont connus pour ne pas révéler leurs sources. Il convient de souligner que si les experts de la sous-commission des droits de l'homme ont marqué au cours de ce débat leur émotion ou leur indignation de voir le secret de leurs délibérations violé, ils ont gardé le silence sur le fond du problème. Au cours d'une séance de nuit, la sous-commission des droits de l'homme a adopté à l'unanimité une résolution priant le secrétaire général des Nations unies « d'effectuer une enquête approfondie sur les violations de la règle du caractère confidentiel de la procédure et, en particulier, sur la publication dans le journal le Monde du 13 septembre 1978 d'un article déguisant sur les délibérations confidentielles de la sous-commission ». M. Kurt Waldheim est prié, par ailleurs, « de mettre au point et d'appliquer des mesures appropriées destinées à empêcher les violations de la règle du caractère confidentiel prévues par la résolution n° 1803 de l'ECOSOC et adresser un rapport à la commission des droits de l'homme sur les résultats de l'enquête et les mesures mises au point et appliquées aux fins mentionnées ci-dessus ».

ISABELLE VICHNIAC.

HENRI PIERRE.

Metiers de la comptabilité comptez sur Pigier L'Ecole Pigier prépare aux métiers de la comptabilité : Aptitude et Probatoire du D.E.C.S., B.T.S. de Comptabilité. Inscrivez-vous dès à présent à : Ecole Pigier Institution d'enseignement privé 53 rue de Rivoli 75001 PARIS 233.44.88

Espagne

Malaise policier

De notre correspondant

Madrid. — La démocratie est-elle possible en Espagne avec une police héritée du franquisme ? Cette question agite la presse et les milieux politiques depuis la fin des vacances. Les incidents s'accumulent, qui montrent l'existence d'un malaise ou tout au moins d'un problème policier. L'un des derniers en date e eu lieu à Barcelone, le 11 septembre, la jour de la Diada, la fête nationale catalane. Des inspecteurs en civil ont tué de la rue, d'un coup de feu, en tirant des coups de feu, selon la version officielle, contre un groupe de manifestants qui étagaient, avec des cocktails Molotov, les forces de l'ordre. En un an, cinq manifestants sont morts de cette façon, ce qui tendrait à démontrer que les agents espagnols ont les nerfs fragiles ou qu'ils ne sont pas bien instruits, ni bien entraînés.

Le mercredi 13 septembre, un hebdomadaire à grand tirage, l'Avanzá, publiait l'enregistrement de conversations tenues au téléphone par quelques personnes de premier plan et affirmait qu'il s'agissait d'écoutes téléphoniques illégales, pratiquées par des secteurs de la police. C'est du bluff ! », rétorquait le ministre de l'intérieur, qui engageait aussitôt des poursuites judiciaires contre ce journal. Au début du mois, un autre journal, Diario 16, écrivait que le téléphone du ministre de l'intérieur, M. Martín Villo lui-même, était espionné par sa propre police, mais aucune preuve tangible n'a été apportée par les deux membres de la profession qui ont donné ce scoop au quotidien. Il y a un mois, enfin, un sénateur basque se faisait traiter de « menteur » par M. Martín Villo pour avoir affirmé au Sénat que les téléphones du Corneil général besque à Saint-Sébastien étaient ou avaient été mis sous écoute. Le ministre ordonnait tout de même une enquête, à tout hasard.

Parallèle espionnage paraît anodin, après le Watergate, mais les commentateurs s'en émeuvent et, à juste raison, ils estiment que certains milieux policiers, ou « paratitres », s'évertuent à déstabiliser le ministre de l'intérieur et à créer une ambiance malsaine, propice à aggraver la tension entre la

police et le gouvernement, donc à ébranler le jeune édifice démocratique.

Il y a plus grave. L'« insubordination », la « rébellion » policière a éclaté avec la note du syndicat des policiers disant que ceux-ci « en avaient assez » et reprochant au Parlement, à la classe politique, au gouvernement, leur indifférence ou leur désignation devant les assassinats de membres des forces de l'ordre : le veille, le 28 août, quatre d'entre eux étaient tombés sous les balles des terroristes. L'affaire s'est gorgée pendant plusieurs jours avant de retomber au point mort : une campagne de signatures a été organisée dans les commissariats pour protester contre les sanctions infligées aux rédacteurs de la note. Un lieutenant-colonel de la garde civile a été puni de quatorze jours de garde à vue à domicile pour avoir publié dans le quotidien d'extrême droite El Imparcial — sans en avoir référé à ses supérieurs — une « lettre ouverte au roi » dans laquelle il se plaignait de l'insécurité générale et du nombre de victimes (seize depuis le début de l'année) parmi ses compagnons d'armes. Autre incident révélateur : le limogisme, il y a une dizaine de jours, de deux hauts responsables de l'ordre public, qui avaient pris la défense d'un des leurs, commissaire à Sante-Cruz-de-Ténériffe, muté parce que ses filles avaient insulté le ministre de la défense et que lui-même était fait une réputation de tortionnaire dans les Asturies au temps du franquisme, et à croire les accusations lancées par M. Santiago Carrillo.

Beaucoup constatent aujourd'hui que la police espagnole, autrefois présentée comme l'une des « plus efficaces du monde », devait surtout sa productivité au nombre de ses indicateurs et à la « qualité » de ses destinations. Les milieux officiels eux-mêmes le reconnaissent, mais ils affirment qu'une reorganisation est en cours : le moitié des directions régionales et provinciales de la police vont être changées, démocratisées, ou cours des six prochains mois, effirmera-t-on au ministère de l'intérieur. Un « nettoyage » a commencé dans la police armée : onze chefs de conscription ou de zone (dont ceux de Madrid et de Bilbao) ont déjà été mutés. Ils seront remplacés par des officiers détachés de l'armée. La démocratisation des écoles de police est en train de se faire. « Nos policiers ne sont pas fascistes », ajoute-t-on au ministère. Quatre-vingts pour cent d'entre eux sont sans. « On conteste pourtant qu'ils sont « spatiques, démoralisés ».

Quant à M. Robert Conesa, symbole du régime antérieur, il continue d'être présenté en haut lieu comme un « bon professionnel ». C'est ce qui inquiète le parti socialiste, dont le porte-parole, M. Javier Solana, constate que ce n'est pas seulement M. Conesa, mais beaucoup d'anciens « experts » de la brigade politico-sociale qui continuent de monter dans la hiérarchie. Le P.S.O.E. voit là un danger pour la démocratie, d'autant que, si l'on en croit l'enquête publiée cette semaine par un hebdomadaire, le meurtre policier commença à se diffuser dans les casernes...

Eviter l'esprit de revanche « Notre police a peut-être changé, mais pas ceux qui la dirigent », affirme l'opposition, qui cite à ce propos M. Roberto Conesa, principal responsable de la lutte anti-terroriste, et l'un des ancêtres de la brigade politico-sociale de sinistre mémoire pour les opposants à l'ancien régime qui passaient entre ses mains. A ce grief, le chef du gouvernement, M. Adolfo Suarez, a sou-

CHARLES VANHECKE.

nous sélectionnons toujours nos tricotés parmi les mieux réussis de la saison... cet automne, ils sont des centaines ! Franck & fils FRANCK & FILS 80 Rue de Passy, Paris 16°

SEIKO Calculator montre-calendrier calculatrice-mémoire etc... Quand je vends une montre à Quartz, je prolonge gratuitement de 2 ans la garantie du fabricant SEIKO-OMEGA-LONGINES-TISSOT-etc... CRÉDIT QUARTZ 3 MOIS sans frais

Le « remaniement » de la direction du P.R.

M. Jacques Blanc limite sensiblement les tâches de M. Hervé de Charette

Le bureau politique du parti républicain a pris connaissance, jeudi matin, du nouvel organigramme mis au point par M. Jacques Blanc, de la direction du parti. La répartition des tâches telle qu'elle est précisée par ce texte confirme la volonté de M. Jacques Blanc, non seulement de préciser les responsabilités de chacun, mais aussi de limiter sensiblement celles de M. Hervé de Charette, délégué général. Un certain nombre d'initiatives prises par M. de Charette alors qu'il assurait l'intérim d'été de M. Blanc avaient été fort mal accueillies par le secrétaire général à son retour de vacances. Notamment une déclaration dans laquelle le délégué général s'adressant aux frères Wilton, affirmait qu'il suivrait « attentivement et personnellement » sur action à la tête du groupe Boussac (« le Monde » daté 20-21 août). Les fonctions de M. de Charette sont désormais fixées avec une précision qui vaut restriction : il « suit » l'application des décisions du secrétaire général et il « rend compte ». Il anime une « cellule de réflexion » dont les objectifs paraissent assez vagues et...

M. Jacques Blanc, secrétaire général du parti républicain, a fait tenir, jeudi 14 septembre, au bureau politique de la formation, un document dans lequel est présenté le nouvel organigramme de la direction du P.R. Ce texte, mis au point la veille, s'ouvre sur la déclaration suivante : « Faire du parti républicain un parti puissant et populaire, telle est la mission qui m'a été confiée. Elle suppose une organisation parfaite, une équipe unie et soudée autour du secrétaire général. Le 14 avril, au bureau politique, j'ai demandé à Christiane Scriener, secrétaire général adjoint, une étude prospective sur l'organisation et l'équipe idéale, ainsi que je mettrai en place, en septembre, l'organigramme après une période d'observation. C'est ce que je fais aujourd'hui, en précisant les fonctions respectives de chaque responsable du secrétariat général. » Les tâches des membres de l'appareil du parti sont définies en ces termes : LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT, Mme Christiane Scriener assiste le secrétaire général dans l'exécution de son mandat. Il prend particulièrement en charge l'administration du parti, le secrétariat national, les problèmes européens et le service des adhésions. LE DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL, M. Hervé de Charette, suit l'application des décisions prises par le secrétaire général, en particulier pour celles qui concernent le rôle des fédérations, et lui en rend compte ; il anime une cellule de réflexion et d'étude sur les sujets qui lui sont indiqués par le secrétaire général. LE DIRECTEUR DE CABINET DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL est chargé d'un rôle exclusivement technique, il veille au bon fonctionnement de l'administration du parti, en liaison avec M. Pierre Schaeffer, administrateur délégué, il sera nommé au plus tard en octobre. Les services du secrétariat général sont structurés en trois grands secteurs qui doivent travailler en parfaite coordination : LES FÉDÉRATIONS, prises en charge par cinq délégués nationaux : — Délégué national à la formation : M. Alain Madelin ; — Délégué national à l'animation : M. Jean-Pierre Raffarin ; — Délégués nationaux à l'organisation des fédérations : MM. Roland Blum, Edgar Peretti, Yves Verwaerde. La réalité de la vie des fédérations exige que ces cinq délégués travaillent en symbiose sans hiérarchie interne. Ils sont le lien

CONTRE « LA RÉPRESSION DE L'ÉTAT CENTRALISTE »

Le mouvement socialiste occitain, Volen Viare Al Pais (V.V.A.P.) a dénoncé les lourdes peines qui ont frappé les militants du Front de libération de la Bretagne-Armée révolutionnaire bretonne (F.L.B.-A.R.B.) et considère que la répression qui touche ses militants relève d'une volonté du pouvoir central d'écraser tout progrès des revendications autonomistes, quels que soient les modes d'expression auxquels la plupart du temps les condamne l'État français. Le secrétariat national du mouvement ajoute : « Il va de soi qu'une telle répression, conjuguée au refus de prendre en considération les revendications d'autonomie, ne fera qu'accroître la violence des réactions. Quant à nous, solidaires des victimes de la répression de l'État centraliste, nous nous donnerons les moyens politiques de développer les idées d'autonomie. »

LE MONDE

merci de leur à la disposition de renseignements des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez.

M. CLAUDE LABBÉ : on essaie de faire passer le R.P.R. à un rang subalterne.

M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, estime nécessaire, dans une interview accordée à Paris-Match du 14 septembre, de faire connaître ses impressions sur les rapports du R.P.R. avec le gouvernement selon ses redéfinitions. Il déclare : « Depuis six mois, il y a un contentieux entre nous. Nous avons le sentiment de ne pas être exactement à notre place. On nous a bien parfois nous entendre, ce qui ne veut pas dire qu'on nous écoute. On nous invite à des réunions de concertation, mais nous ne sommes pas présents au moment de la conception. On prend volontiers nos idées quand elles sont bonnes, mais nous n'avons pas le droit d'objecter, et je ne parle même pas de royalties. De la même manière, on a voulu escamoter le rôle du R.P.R., de ses hommes politiques, de ses élus, dans la victoire de 1978, de la même manière, on essaie de nous faire passer aujourd'hui à un rang subalterne. Pour tous ces raisons, nous demandons que nos rapports avec le gouvernement soient redéfinis. Nous sommes décidés à poursuivre ce qui devrait être non pas une coopération, mais une participation réelle au gouvernement. » A propos de la prochaine discussion budgétaire, M. Labbé indique : « Nous ne critiquerons pas pour critiquer. Nous serons simplement exigeants. Ce n'est pas la rigueur du budget qui nous déplaît, mais le fait que nous ne sommes pas assez impliqués dans les décisions prises par le gouvernement contre la crise (...). » Sur l'image de marque de M. Raymond Barre au R.P.R., M. Labbé répond : « Nous n'avons pas spécialement envie de tirer dessus. Comme on dit dans les « saloons », « Don't shoot, he is doing his best », « Ne tirez pas, il fait de son mieux. »

M. Dominique Gallet, secrétaire général de l'Union des gaullistes de progrès, est rentré mercredi 13 septembre d'un voyage de cinq jours en République démocratique et populaire de Corée. Il dirigeait une délégation de l'U.G.P. qui participait aux festivités du trentième anniversaire de la fondation de cette République.

PRÉCISION — M. Jean-Paul Mourou, nommé secrétaire d'État auprès du ministre de la Justice, qui était maire de Blanc (Indre) depuis 1971, a été battu lors des élections municipales de 1977 où sa liste a eu qu'un élu. C'est une liste d'Union républicaine, fusionnée au second tour avec la liste d'union de la gauche et conduite par M. Thimel, nouveau maire, qui a remporté les vingt-deux autres sièges.

Le comité directeur du M.R.G. confirme que M. Robert Fabre n'appartient plus au Mouvement

La minorité conteste la légalité du scrutin

Le comité directeur du Mouvement des radicaux de gauche, qui a siégé mercredi 13 septembre, a entendu un rapport de Mme Marie-Thérèse Fréval, membre du secrétariat, sur les problèmes européens. Il a adopté une motion d'orientation qui admet le principe de l'élargissement de la C.E.E., mais pose comme condition préalable le respect de l'acquis en vue d'obtenir une égalisation des charges, la protection d'un certain nombre de secteurs et l'adaptation de la politique d'aménagement du territoire. Le M.R.G. réunira, au mois d'octobre, en principe à Bordeaux, une journée d'études sur ces questions.

L'occasion de la réunion du comité directeur, des commissions ont été mises en place : un secrétaire général administratif a été désigné. Il s'agit de Mme Béatrice Laville, ancienne élève de l'E.N.A. M. Crépeau, président du M.R.G., a annoncé qu'une délégation du Mouvement va rencontrer les différents centres syndicaux. Une audience avec M. Bonlin est également prévue, le 23 septembre, à la demande du ministre du travail.

Crise à Paris

Les membres du comité directeur ont également évoqué l'élection législative partielle qui va se dérouler dans la seizième circonscription de Paris. A ce sujet, le comité directeur a désigné la fédération de Paris, qui a désigné comme candidat pour ce scrutin M. Francis Szipiner, M.R.G., et écrit à la candidate socialiste, Mme Edwige Avice, pour lui confirmer le soutien du M.R.G. Les responsables de la fédération de Paris du Mouvement des radicaux de gauche ont cependant tout de se plier à cette décision des instances nationales du mouvement et maintiennent la candidature de M. Szipiner. Une réunion particulièrement houleuse des responsables de la fédération s'est déroulée mercredi 13 septembre. Les membres du bureau national, MM. Roger Luchaire, Jean-Louis Schwartzenberg, Thierry Jeantet et François Luchaire, qui militent dans la capitale, ont quitté la salle accompagnés par un certain nombre de militants. Ils ont déclaré ainsi protester contre le refus de M. Mattel, président de la fédération, de mettre au vote une motion réaffirmant les orientations du congrès du M.R.G., l'ancrage à gauche du mouvement et le refus de tout compromis ou apparence de compromis avec la majorité. M. Mattel a notamment justifié son attitude en relevant que lors du dernier congrès du M.R.G. aucune motion politique n'a été adoptée. Selon lui, le maintien de la candidature de M. Szipiner a été ratifié à 70 % des voix.

MM. Schwartzzenberg, Jeantet et Luchaire « invitent tous les militants de la fédération de Paris à se joindre à eux pour assurer, à la séance du mardi, la liberté des délibérations de cette fédération ». A l'inverse, les dirigeants du M.R.G. dans la capitale, ont proposé au renouvellement de leur bureau fédéral, le 4 octobre, afin d'apporter la preuve que MM. Jeantet et Schwartzzenberg sont minoritaires.

Un débat confus

Un débat, au moins aussi confus que celui qui se déroule à Paris, a marqué les délibérations du comité directeur l'après-midi. Si la discussion sur

ce résultat en faisant remarquer qu'il y avait 104 votants alors que sur les 78 présents certains avaient quitté la réunion après le premier vote. La majorité a répliqué que les procurations sont admises. Pour M. Gassenbach, il n'y a pas eu une majorité pour exclure M. Fabre. Pour M. Crépeau, la position du bureau national a été ratifiée par les deux tiers des voix. Le maire de La Rochelle a ajouté : « Je n'ai fait qu'appliquer la jurisprudence instaurée par Robert Fabre. Dans son livre Quelques baies de genièvre, il écrit : « Si certains d'entre nous sont tentés par le chant adulateur des sirènes gouvernementales, et, pour assouvir une méprisable ambition personnelle, ils sont capables de renier leurs engagements, de tourner le dos à leur idéal, alors ils ne peuvent plus être des nôtres, et nous avons fait de la rigueur et de l'honnêteté notre devise. Si nous quittons, ils n'affaibliront pas notre mouvement. Ils le purifieront et le renforceront. » La minorité du M.R.G. ne semble pas décidée à pousser l'affrontement actuel jusqu'à la scission. Du moins, pour l'instant. Comme l'a fait remarquer M. Michel Crépeau, les minoritaires attendent notamment de connaître les résultats de l'élection législative partielle de Mourthe-et-Moselle. Le sort que connaîtra M. Jean-Jacques Servat-Schreiber, président de la formation valaisienne, n'ira pas, en effet, sans conséquences sur les projets de démission de la famille radicale.

Un second scrutin, à bulletins secrets (à la demande de la minorité), est alors intervenu sur trois motions. Une motion du bureau national confirmant la décision prise à l'égard de M. Robert Fabre ; une motion présentée par M. Vastel (qui s'était abstenu lors des votes du bureau national sur l'affaire Fabre), souhaitant que le député de l'Aveyron soit placé en congé de parti jusqu'à la fin de sa mission et présente son rapport aux instances dirigeantes du M.R.G. avant de le remettre au président de la République, et une motion refusant toute sanction contre M. Fabre, présentée par M. Fabrice Gassenbach, ancien membre du secrétariat du M.R.G., et une dizaine de fédérations.

La première motion a recueilli 68 voix, la seconde 3 et la troisième 34. La minorité a contesté

THIERRY PFISTER.

Advertisement for Cerruti Femme. It features a black and white photograph of a woman in a dark, textured dress. Below the photo is a large white box with the text 'CERRUTI Femme' and 'S'installe rue de la mode au Printemps.' The background of the ad is a spiral notebook.

Advertisement for Christian Dior Tricot et Coordonnés. It features a black and white photograph of a woman in a dark, textured dress. Below the photo is a large white box with the text 'Christian Dior TRICOTS ET COORDONNÉS S'installe rue de la mode au Printemps.' The background of the ad is a spiral notebook.

Advertisement for Lanvin. It features a black and white photograph of a woman in a dark, textured dress. Below the photo is a large white box with the text 'Pourquoi certains costumes durent-ils davantage que d'autres ?' and 'LANVIN 2, rue Cambon, Paris 1er - Tél. 260.38.83'. The background of the ad is a spiral notebook.

Advertisement for Thierry Mugler. It features a black and white photograph of a woman in a dark, textured dress. Below the photo is a large white box with the text 'Thierry Mugler S'installe rue de la mode au Printemps.' The background of the ad is a spiral notebook.

صكنا من الامال

Après l'incident de lundi soir sur Antenne 2

M. Marchais accuse les socialistes de complicité avec la chaîne de télévision

L'Humanité a publié dans son numéro du 14 septembre le texte d'une lettre adressée par M. Georges Marchais à Jean-Pierre Elkabbach, directeur de l'information d'Antenne 2, au sujet de l'incident intervenu lundi soir lors du débat télévisé organisé en application de la réglementation nouvelle sur le « droit de réponse ».

Le journal « Le Matin » qui, affirme M. Marchais, « ne cache pas ses liens étroits avec le parti socialiste », ayant écrit le lendemain de cette émission que les socialistes avaient reçu des renseignements de l'émission « l'assurance que Roland Perlican ne viendrait pas », le secrétaire général du P.C. a écrit à M. Marchais : « Vous avez pris la grave responsabilité d'interdire à Roland Perlican d'exposer, lundi soir, à Antenne 2, face au ministre R.P.R. Baillet, les propositions du parti communiste français en vue de résoudre le dramatique problème du chômage. »

Nous prenons acte de cette pratique qui consiste, pour vous, à organiser, en relation avec une formation politique, la censure de militants du parti communiste, alors que rien dans la loi ne vous autorisait à le faire. »

À propos d'un entretien téléphonique qu'il avait eu lundi matin avec le directeur de l'information d'Antenne 2, entretien évoqué par le Matin, M. Marchais écrit :

M. ELKABBACH : le P.S. n'a reçu aucune assurance particulière

Jean-Pierre Elkabbach nous signale que, dès la réception de la lettre de M. Marchais (mardi après-midi), il a fait parvenir à l'Humanité, ainsi qu'au siège du P.C., la réponse de la direction de l'information d'Antenne 2, en forme de mise au point.

Jean-Pierre Elkabbach y rectifie un point, déclare-t-il : « tout a fait inexact » : il n'a entretenu aucune relation privilégiée avec le parti socialiste. Ayant à organiser le débat, et devant le leader du P.C. à se prêter aux exigences de cette organisation, effectuée « dans le respect des règles démocratiques », il a tenu, dit-il, « tous les autres partis au courant des problèmes sérieux que provoquait l'organisation de ce débat ».

De son côté, le secrétaire du parti socialiste dément catégoriquement l'affirmation de M. Georges Marchais, selon laquelle ce serait « en liaison étroite » avec les dirigeants du parti socialiste que la direction d'Antenne 2 s'est opposée à la présence de Mme Perlican dans l'émission « Question de temps » de lundi soir.

Jean-Pierre Elkabbach, déclare-t-il, a seulement informé Claude Estier, comme il l'a fait auprès des autres participants et de la presse, des difficultés rencontrées pour la représentation du P.C.P. dans cette émission et de la position prise par le conseil d'administration d'Antenne 2. Le parti socialiste n'est intervenu à aucun moment pour qu'une décision soit prise dans un sens ou dans l'autre.

M. GREMETZ SUCCEDE A JEAN KANAPA

Le bureau politique du P.C.F. a désigné mercredi 13 septembre M. Maxime Gremetz pour remplacer Jean Kanapa à la direction de la section de politique extérieure du comité central.

Le bureau politique a, en outre, décidé de convoquer le comité central mercredi 21 et jeudi 22 septembre. M. Charles Pflieger présentera un rapport initial : « La lutte contre la politique de chômage, de régression sociale et d'intégration européenne du grand capital et du pouvoir giscardien ».

(Né en 1940 à Cauchy (Somme), Maxime Gremetz a été ouvrier métallurgiste. Après avoir milité au sein du mouvement de la jeunesse communiste, il adhère au P.C.F. en 1968 et devient, en 1969, secrétaire de la section communiste d'Amiens-Nord-Est et membre du bureau régional. En 1966, il est désigné comme premier secrétaire de la Fédération puis il entre au comité central de son parti. En 1976, lors du XXIIIe congrès, il est élu au bureau politique.

Au sein de cette instance, M. Gremetz est chargé de superviser les relations du P.C.F. avec les Régions. En juin dernier, il a en outre été nommé directeur de l'hebdomadaire central du P.C.F. France nouvelle.

Depuis le mois de mars, M. Maxime Gremetz est député de la première circonscription de la Somme que détenait précédemment M. René Lampa (P.C.F.), maire d'Amiens.)

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres, mercredi 13 septembre, au palais de l'Élysée. Au terme de la séance, le communiqué officiel suivant a été rendu public :

LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

Le conseil des ministres a entendu un communiqué du ministre de l'Industrie sur la politique industrielle.

Dans la conjonction internationale où est engagée notre pays, cette politique doit d'abord se fixer pour objectif d'assurer le financement de nos entreprises sans lequel nous aurions été amenés à terme notre indépendance nationale, le renouveau de notre économie et, par conséquent, la création d'emplois durables.

Dans cette perspective, de nombreuses mesures ont déjà été prises permettant un meilleur fonctionnement des entreprises ; libération des prix industriels, amélioration des conditions de la concurrence, réorientation de l'épargne, actions engagées dans certains secteurs industriels et efforts tendant à simplifier les contraintes administratives.

La compétitivité internationale des entreprises françaises, y compris des petites et moyennes entreprises, constitue un objectif prioritaire.

Malgré les progrès accomplis, notre industrie est encore insuffisamment exportatrice. Les efforts seront poursuivis afin de développer la présence des entreprises françaises de toutes tailles à l'étranger.

Le gouvernement s'attachera également à combiner les pratiques innovées de la concurrence internationale et à permettre aux entreprises industrielles d'exercer pleinement leur rôle dans l'économie nationale, le mouvement a décidé de réexaminer l'ensemble des dispositions pouvant faire obstacle à leur développement.

L'effort en direction des industries nouvelles sera intensifié. À cet effet, le gouvernement définira d'ici au 1^{er} janvier et pour les deux prochaines années, un programme national d'innovation.

Parallèlement, seront proposées des mesures tendant à renforcer et à stimuler les sociétés nouvelles et à encourager les sociétés existantes à développer dans les secteurs d'avenir et à soutenir la créativité dans l'industrie.

Le conseil des ministres a insisté sur le rôle des petites et moyennes entreprises et sur leur rôle dans le développement de notre économie. Il est indispensable d'assurer l'essor de ces entreprises et d'encourager la création d'entreprises nouvelles.

Le gouvernement a décidé de réexaminer l'ensemble des dispositions de mesures en ce sens. D'ores et déjà, il a été demandé à chaque ministre de se pencher sur les domaines de sa compétence, de veiller personnellement à la qualité des procédures et des relations administratives entre son département et les petites et les moyennes entreprises. (Lire page 22.)

LA RECHERCHE

Le secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargé de la recherche, a présenté une communication sur les orientations de la politique de la recherche.

Depuis vingt ans, notre pays a consacré régulièrement des moyens importants pour renforcer son potentiel de recherche. Cette action permanente est désormais la France au troisième rang des pays de l'O.C.D.E.

Le secrétaire d'État à la recherche a établi le bilan des mesures consécutives au conseil restreint de 1975 qui a fixé les lignes directrices de votre politique de recherche. Elles visent à poursuivre l'action engagée en favorisant un redoublement de la recherche vers les secteurs prioritaires comme les sciences de base, d'énergie et les sciences biologiques et médicales, et à permettre une croissance satisfaisante des emplois scientifiques.

Le secrétaire d'État à la recherche a souligné que dans les nouvelles conditions de l'économie internationale, il est indispensable que les organismes de recherche s'adaptent aux besoins de notre progrès économique et social en fonction des impératifs de compétitivité, d'indépendance et de développement technologique de l'industrie française.

Le gouvernement a approuvé les propositions du secrétaire d'État à la recherche qui sont destinées à accroître l'efficacité de votre recherche au service de vos objectifs :

- la mise en œuvre d'une politique de « meilleur soutien » visant à donner aux chercheurs du secteur public la mobilité et la disponibilité qui sont la contrepartie des garanties d'emploi et de la sécurité ;
- l'institution d'un régime permanent d'analyse et d'évaluation des performances des laboratoires français engagés dans des projets nationaux et des moyens adéquats assurés. Cette méthode d'évaluation portera sur les grands organismes publics ou bénéficiant de concours publics et sur les aides à la recherche accordées aux grands secteurs industriels ; dans le même esprit, la réforme des structures et des méthodes de travail des organismes, tels que le C.N.R.S., sera entreprise ;
- le recours à de nouveaux instruments de financement de la recherche visant d'une part à encourager l'attribution de crédits aux programmes de recherche associant les universités et, d'autre part, à faciliter les projets des entreprises hautement innovatrices ;
- l'amélioration des procédures d'aides, permettant un accès plus facile des petites et moyennes industries aux résultats de la recherche. À cet effet, une enquête auprès des entreprises permettant de mieux apprécier leurs besoins, sera menée d'ici la fin de l'année par le ministre de l'Industrie et le secrétaire d'État à la recherche, afin de réviser le système de soutien technologique et d'encouragement des petites et moyennes industries.

Le président de la République a rappelé la directive qu'il avait donnée en 1975 à la France de se fixer pour objectif d'atteindre le premier rang des pays de dimensions comparables, pour ce qui est du volume et de la qualité de la recherche et d'être le premier pays de l'Europe d'ici à la fin de l'année par le secrétaire d'État à la recherche. (Lire page 13.)

L'ALCOOTEST

Le ministre des transports a exposé au conseil les conditions dans lesquelles se sont déroulées au cours du mois d'août les premières opérations de contrôle par l'alcootest, prévues par la loi n° 10 du 12 juillet 1977.

L'opération globale, sensible aux dangers que présente la conduite en état d'ivresse, a compris la nécessité d'un dispositif de contrôle. Les opérations se sont déroulées très efficacement grâce à la coopération des services de police et de gendarmerie.

En outre, la garde des sceaux a précisé que la mise en place des appareils analyseurs d'analyse systématique à la prise de sang en cas de l'alcootest positif.

L'application rigoureuse de la nouvelle loi, complétée par diverses mesures relatives à la réglementation des infrastructures routières qui doivent être prochainement décidées, permettra d'atteindre l'objectif qui s'est fixé le gouvernement de réduire fortement le nombre des accidents mortels sur la route (12 281 morts, 101 907 blessés graves en 1977 ; 854 tués entre le 1^{er} janvier et le 31 juillet de cette année). (Lire page 23.)

LA T.V.A. ET L'EUROPE

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi adaptant la législation relative à la taxe sur la valeur ajoutée à la situation de la Communauté des communautés européennes.

À compter du 1^{er} janvier 1979, les ressources propres de la Communauté doivent être constituées, pour l'essentiel, d'une part du produit de la taxe sur la valeur ajoutée ; l'objet de la réforme fiscale est de définir de manière uniforme l'assiette de cette taxe dans les différents États. Les modifications apportées à la législation française concernent le champ d'application de la taxe, les exonérations et les règles de territorialité. La taxe sur la valeur ajoutée sera désormais applicable aux opérations réalisées sur les territoires libérés, sous réserve d'exceptions concernant les professions de santé, les officiers ministériels et les professions judiciaires. L'assiette de la taxe sera étendue à certaines opérations dont bénéficient certains organismes de l'É.T.P., notamment les Monnaies et Médailles et l'Imprimerie nationale, sera supprimée. D'autres modifications de la loi relative au champ d'application de la taxe, les exonérations et les règles de territorialité, seront soumises à la procédure législative. (Lire page 23.)

L'ASIE DU SUD-EST

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte de son voyage en Asie du Sud-Est, et au cours duquel il a visité successivement la Thaïlande, le Vietnam et l'Indonésie.

Ce voyage dans trois pays de l'Asie du Sud-Est avait une signification propre à chaque pays visités.

En Thaïlande, il s'agissait de dresser un bilan des relations franco-thaïlandaises dix-huit mois après

la visite officielle en France du premier ministre, M. Pham Van Dong. Le ministre a déploré que le contentieux hérité du passé et les difficultés concernant la situation des personnes n'aient pu encore être entièrement liquidés et que les développements de la coopération économique aient connu des retards importants.

Les autorités thaïlandaises, et notamment le premier ministre, M. Pham Van Dong, ont donné au ministre l'assurance que le règlement des principales questions en suspens serait accéléré et que des mesures seraient prises pour concrétiser la volonté du Vietnam de développer ses relations avec la France dans la ligne convenue lors de la visite en France de M. Pham Van Dong.

En Thaïlande et en Indonésie, le ministre a exprimé le soutien de la France à la politique d'indépendance de ces deux pays et aux efforts qu'ils ont en même temps engagés avec certains de leurs voisins pour promouvoir la coopération régionale dans le cadre de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (A.S.E.A.).

Le ministre, qui était accompagné, tant en Thaïlande qu'en Indonésie, d'une importante délégation de dirigeants de l'industrie et de la banque française, a souligné que la France souhaitait également renforcer ses relations économiques avec ces pays, en apportant une contribution industrielle, technologique et financière adaptée à leurs projets de développement.

Par delà les rapports bilatéraux, la visite de M. de Guittinger dans le Sud-Est asiatique avait également une signification politique d'ensemble : au moment où redoublent dans cette région des tensions dangereuses, la France réaffirme son attachement à la préservation de la paix et au respect de l'indépendance de chacun des pays de la zone. Le ministre, qui a été reçu dans chacun des trois pays par les plus hautes autorités de l'État et du gouvernement, a pu constater que la politique française était généralement comprise et appréciée.

ANCIENS COMBATTANTS

L'Association française des combattants internationaux de guerre (A.F.C.I.) organise, en accord avec les vétérans américains, un voyage à Homestead (Floride, U.S.A.) du 7 au 14 novembre à l'occasion du sixième anniversaire de l'Armistice de 1918. Renseignements à l'AFFRIAC, tél. 766-38-75.

L'Union nationale des polices d'Orient et anciens combattants des T.O.E. et d'A.F.N. tiendra son assemblée générale annuelle le dimanche 24 septembre, à l'Amphithéâtre Louis, à l'École militaire, 1, place Joffre, Paris (7^e), sous le haut patronage des ministres des affaires étrangères et de la défense et celui de secrétaire d'État aux anciens combattants.

Vaise de préfets dans le Finistère

De notre correspondant

Quimper. — Entré en fonctions le 1^{er} juin, M. Henri Gevrey n'eut séjourné à la préfecture de Quimper qu'un seul été. Il a été remplacé, au conseil, des ministres de mercredi 13 septembre, par M. Pierre Jourdan. Dans le petit monde des élus locaux, cette nouvelle a fait l'effet d'une bombe. Personne ne s'attendait à une telle démission. Certes, le départ à la fin du mois de mai de M. Bourgin, placé hors cadre — le même sort est réservé à M. Gevrey, — avait déjà donné lieu à divers commentaires. Toutefois, le durée de son séjour avait été qu'il se désolait ne tourne à l'humiliation, même si l'intéressé n'avait que très peu apprécié le mesure dont il était l'objet.

Pour le cas de M. Gevrey, rien n'eut été tenté pour sauver les apparences. Il part sans avoir eu le temps de se faire connaître. Pourquoi ces limogeages ?

Il semble qu'il se soient, tous deux, la conséquence indirecte de la marée noire provoquée par le naufrage, le 16 mars, de l'Amoco-Cadiz. Chacun se rappelle que le 18 mars M. Barra, venu se rendre compte de l'étendue des dégâts, avait eu droit, à Landéda, à une réception imprévue. Bousculé, houspillé, chahuté, le professeur d'économie en perdit sa légendaire sérénité et son ton doctoral au point d'échanger avec ses interlocuteurs quelques répliques qui prouvèrent au moins que le premier ministre a du caractère.

Cette mésaventure, selon certains, l'échec du gendre de M. Christian Bonnet (1), ministre de l'Intérieur, aux élections législatives dans le Finistère-Nord et « un certain laxisme » constaté

immédiatement après l'échec de l'Amoco-Cadiz, selon d'autres, auraient persuadé les pouvoirs publics qu'il fallait un autre homme à la tête du département.

M. Bourgin ne tombe d'ailleurs pas seul puisque le commissaire des renseignements généraux de Brest, M. Piriou, fut invité à aller exercer sa perspicacité dans une ville plus peñable. Très exactement à Guéret.

Quant à M. Gevrey, l'Élysée ne lui a pas permis la « capture » toujours à Landéda — de l'hélicoptère présidentiel par des éleveurs porains protestant contre le détérioration de leurs revenus lors du voyage imprévu de M. Giscard d'Estaing à Portzic, le 3 août.

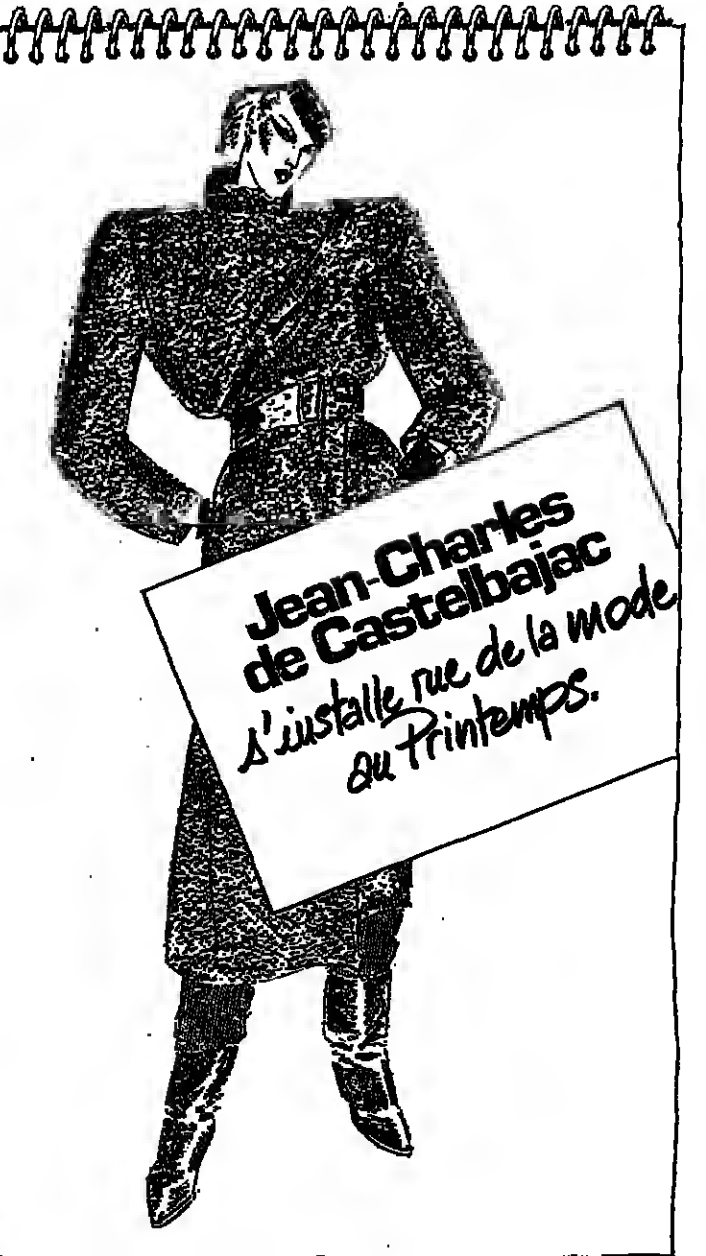
Cet exploit de syndicalistes « finistériens » obligera peut-être M. Echeland, ancien inspecteur des renseignements généraux de Quimper, à ajouter un jour un chapitre à son livre, les 400 Coups des pays bretons, paru récemment, et qui raconte un beau succès dans les milieux agricoles.

Pour l'heure, si les rumeurs soutiennent que le pittoresque petite commune de Landéda est désormais entrée dans l'histoire, les élus, en général, ne cachent pas, en privé, leur désapprobation.

La plupart jugent la « sanction » qui trappa M. Gevrey sévère, voire injuste. « C'est un comportement purifié, et le pouvoir central, entend-on, ne se grandit pas en agissant de la sorte. »

JEAN LE NAOUR.

(1) Il s'agit de M. de Penanster, qui était présenté dans la 9^e circonscription de l'Indonésie sous l'étiquette U.D.F.-P.R. C'est M. Miossec (R.F.P.) qui avait été élu.



APRÈS UNE GRAVE AFFAIRE DE MEURS AU SEIN DE LA FAMILLE

Une commerçante du Gard s'immole par le feu

Une dépêche d'agence de quatre lignes : « Une mère de quatre enfants, Mme J. V., trente-huit ans, commerçante dans un village près d'Albi, dans le Gard, s'est suicidée par le feu mercredi 13 septembre vers six heures à son domicile. » Un simple fait divers tragique ? Notre correspondant de Nîmes nous a précisé que les raisons de cette immolation par le feu, bien que Mme V. n'ait laissé aucuns lettres expliquant son acte, pouvaient être facilement trouvées dans

les graves et multiples soucis que l'infortunée commerçante voyait s'accumuler devant elle depuis quelques semaines. Le mari a en effet été emprisonné, une enquête ayant été ouverte à son encontre à propos d'une grave affaire de meurs au sein même de la cellule familiale. Outre les difficultés financières de cette femme, c'est donc l'inceste qui est au cœur de ce drame, c'est-à-dire la tabou suprême, l'interdit considéré par Claude Lévi-Strauss comme l'un des fon-

dements de toute organisation sociale. En France, le droit pénal, qui ignore les rapports incestueux entre personnes majeures et consentantes, considère seulement l'acte comme une circonstance aggravante en cas de viol ou d'attentat à la pudeur commis sur la personne d'un mineur. Il continue surtout de régner autour de telles affaires une « conspiration du silence » comme c'était le cas pour les viols jusqu'à une date toute récente.

L'inceste ou la conspiration du silence

Une fille âgée de quatorze ans, père de quarante ans, rapports sexuels complets... Douze ans, accouche de son père de trente-huit ans, éprouvé... Dix ans, a eu des rapports sexuels complets avec son père, quarante ans, alcoolisme... Pourrait l'inceste être difficilement réductible à une série statistique. « Nous n'avons rien de très précis. On peut approximativement estimer qu'il se constate en France environ trois cents incestes par an soit six par million d'habitants, ce qui est relativement conforme aux pourcentages des autres pays », indique M. Robert Amat, auteur d'une thèse sur l'inceste au milieu rural normand (1). Toutefois, un grand nombre d'affaires échappent à la connaissance de la police : les deux tiers à la campagne, plus encore en ville, selon M. Amat.

Après les raisons de dissimulation de l'inceste, l'unanimité se fait encore sur les facteurs socio-culturels qui favorisent le passage à l'acte : des conditions matérielles et de logement difficiles, la médiocrité intellectuelle, l'absence de la mère, malade ou divorcée, dont le fils s'insère dans la place du père. « Tout cela est aggravé par l'alcoolisme que l'on trouve dans 75 % des cas », précise le commissaire Lefèvre.

Le portait-robot du père est plus nuancé : tantôt il est un personnage faible, dominé par sa femme et cherchant à affirmer son autorité et à se venger sur sa fille ; tantôt il est un être autoritaire, violent, tyrannique envers toute la famille. Dans la majorité des cas, les auteurs d'incestes sont âgés de trente-cinq à quarante-trois ans.

Quant à la mère, elle est la plus souvent complice, pour de multiples raisons : elle est terrifiée par son mari ou bien elle a subi de trop nombreuses grossesses non désirées, et elle se sent presque soulagée d'être déléguée au profit de sa fille ou bien encore elle souhaite préserver la famille du scandale.

CIRCONSTANCE AGGRAVANTE

Le code pénal considère seulement l'inceste comme une circonstance aggravante en cas de viol ou d'attentat à la pudeur commis sur la personne d'un mineur. L'article 233 stipule notamment : « Si les coupables sont les ascendants à la personne visée, l'acte est puni de la réclusion criminelle à temps de dix à vingt ans dans le cas prévu par le paragraphe précédent de l'article 231 [attentat à la pudeur] et de la réclusion criminelle à perpétuité dans le cas prévu par l'article précédent [viol]. »

Le code pénal considère également l'inceste comme une circonstance aggravante en cas de viol ou d'attentat à la pudeur commis sur la personne d'un mineur. L'article 233 stipule notamment : « Si les coupables sont les ascendants à la personne visée, l'acte est puni de la réclusion criminelle à temps de dix à vingt ans dans le cas prévu par le paragraphe précédent de l'article 231 [attentat à la pudeur] et de la réclusion criminelle à perpétuité dans le cas prévu par l'article précédent [viol]. »

Le code pénal considère également l'inceste comme une circonstance aggravante en cas de viol ou d'attentat à la pudeur commis sur la personne d'un mineur. L'article 233 stipule notamment : « Si les coupables sont les ascendants à la personne visée, l'acte est puni de la réclusion criminelle à temps de dix à vingt ans dans le cas prévu par le paragraphe précédent de l'article 231 [attentat à la pudeur] et de la réclusion criminelle à perpétuité dans le cas prévu par l'article précédent [viol]. »

POLICE

Le Syndicat national autonome des policiers en civil (S.N.A.P.C.) a relayé, le mercredi 13 septembre, à avec une certaine surprise la nomination de M. Philippe Sauzay, chef du cabinet du président de la République, en qualité de préfet de la Sarthe, au lendemain même de l'audience accordée à l'intersyndicale de la police nationale dont il avait assumé la présidence.

Le Syndicat national autonome des policiers en civil (S.N.A.P.C.) a relayé, le mercredi 13 septembre, à avec une certaine surprise la nomination de M. Philippe Sauzay, chef du cabinet du président de la République, en qualité de préfet de la Sarthe, au lendemain même de l'audience accordée à l'intersyndicale de la police nationale dont il avait assumé la présidence.

Le Syndicat national autonome des policiers en civil (S.N.A.P.C.) a relayé, le mercredi 13 septembre, à avec une certaine surprise la nomination de M. Philippe Sauzay, chef du cabinet du président de la République, en qualité de préfet de la Sarthe, au lendemain même de l'audience accordée à l'intersyndicale de la police nationale dont il avait assumé la présidence.

Le Syndicat national autonome des policiers en civil (S.N.A.P.C.) a relayé, le mercredi 13 septembre, à avec une certaine surprise la nomination de M. Philippe Sauzay, chef du cabinet du président de la République, en qualité de préfet de la Sarthe, au lendemain même de l'audience accordée à l'intersyndicale de la police nationale dont il avait assumé la présidence.

FAITS ET JUGEMENTS

Faux billets de 100 francs à Marseille. Deux jeunes gens porteurs de 100 000 francs en faux billets de 100 francs ont été appréhendés, mardi 12 septembre, à leur descente du train en gare Saint-Charles, à Marseille, par les policiers de la sûreté urbaine. Il s'agit de MM. Patrick Bolls, vingt-sept ans, et Francis Kontoudenas, vingt-cinq ans, dans les bagages desquels la police a également retrouvé de nombreux chèques volés.

Enlèvement ou canular ? La disparition du gérant d'un garage de Roubaix (Nord), M. Bruno Lecocq, trente ans, mobilisé, depuis le mardi 12 septembre, les services de police de Lille et de Roubaix. M. Bruno Lecocq a quitté mardi 12 septembre, son bureau pour aller déposer la recette de la veille au siège de la société France-Auto, propriétaire de l'établissement qu'il exploite. Personne ne l'a revu depuis, sa femme évoquant même la possibilité d'un canular, mais le quotidien Nord-Eclair a reçu plusieurs appels téléphoniques réclamant la libération de deux prisonniers de Loos (prison de la banlieue de Lille) et une rançon de 100 000 francs, ainsi que la carte d'identité de M. Lecocq, dans un pli posté à Paris.

Charles Aznavour à nouveau devant le juge d'instruction pour fraude fiscale. Le chanteur Charles Aznavour s'est rendu au palais de justice de Versailles jeudi 14 septembre dans l'après-midi pour y être entendu une nouvelle fois, par M. Freddy Fauché, doyen des juges d'instruction. L'interrogatoire a porté sur une affaire de fraude fiscale pour laquelle il avait été inculpé ainsi que M. Gilles Tuisseau, le 1^{er} décembre 1976. M. Charles Aznavour avait déjà été condamné, pour infractions douanières et sur les changes à un an de prison avec sursis et un paiement de plus de 10 millions de francs d'amendes et de dommages et intérêts, le 9 décembre 1977, par la première chambre de la cour d'appel de Versailles (Le Monde daté 12-13 décembre 1977).

Le P.-D.G. de Promovindor est écarté. Le P.-D.G. d'une entreprise viticole de Bergerac, propriétaire du château de Rully, important vignoble de Montbazillac, a été écarté mercredi après-midi 13 septembre à la maison d'arrêt de Périgueux. Son épouse, libérée en liberté provisoire, a été placée sous contrôle judiciaire. M. Jean Royère, âgé de quarante-neuf ans, a été inculpé pour abus de biens sociaux, infraction à la législation sur les sociétés commerciales et détournement d'environ 7,5 millions de francs au détriment de la société Promovindor, dont il était P.-D.G. M. Jean Royère est une personnalité bien connue de la région de Bergerac. Il devait démissionner de ces différents postes au cours de ces deux dernières années. Candidat divers gauche, malheureux aux élections législatives de mars 1973 (il avait obtenu 4,82 % des voix au premier tour), il perdit aussi la mairie de son village où il avait succédé à son père aux dernières municipales. (Corresp.)

AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE VESOUL

Un magistrat est-il un candidat comme les autres ?

De notre correspondant

Vesoul. — Rares sont les magistrats à tenter des poursuites en diffamation. Aux noms de MM. Louis Zollinger et André Brunschwig, il faut maintenant ajouter celui de M. Jean-Pierre Michel, magistrat à l'administration centrale du ministère de la Justice. Les juges du tribunal correctionnel de Vesoul ont consacré, mercredi 13 septembre, la totalité de leur audience hebdomadaire à la question de savoir si l'honneur de ce magistrat désigné par le parti socialiste, à Héroucourt, pour la dernière campagne législative, avait été atteint par un article anonyme du journal electoral de M. Jean-Jacques Baucier (U.D.F.-C.D.S.), alors secrétaire d'Etat aux anciens combattants, et réçu le 19 mars de la dernière circonscription de Haute-Saône avec 2 245 voix d'avance sur M. Michel (P.S.-C.R.E.S.). Mais entre quels magistrats ? Le juge d'Evry-Corbail, aujourd'hui magistrat au parquet à la sous-direction de la législation criminelle à Paris, a été nommé magistrat à Vesoul en 1968 à 1972, secrétaire adjoint, puis secrétaire général du Syndicat de la magistrature.

Le juge a-t-il été victime d'un acte politique ? Nous entendons (...) que le débat politique entre adversaires dans les tribunes n'est pas un acte politique (...). Nous entendons (...) que le débat politique entre adversaires dans les tribunes n'est pas un acte politique (...). Nous entendons (...) que le débat politique entre adversaires dans les tribunes n'est pas un acte politique (...).

La reconnaissance de M. Arpaillange

Et le plaignant de citer ses témoins. M. Pierre Arpaillange, conseiller à la Cour de cassation, qui fut son patron comme directeur des affaires criminelles pendant quatre ans : « Je n'ai eu qu'à me louer de M. Michel que j'avais choisi en tant que major de sa promotion. Le bâtonnier Vassot, d'Evry-Corbail : « Accuser M. Michel de partialité politique est choquant, surprenant et pour tout dire outrageant. Deux lettres de M. Lurion, de Sauvigny-sur-Orge, et de M. Capdeville, président du tribunal d'Evry, complètent ce concert d'éloges. Puis c'est la déposition de notre confrère Philippe Boucher, dont les comptes rendus sur le Syndicat de la magistrature avaient été précédemment rapportés par... l'interrogatoire du magistrat au fondé de la diffamation, l'éditorialiste du Monde, après avoir relu tous ses articles sur les comptes, indique : « Le reproche fait à J.-P. Michel est sans objet. »

Et le plaignant de citer ses témoins. M. Pierre Arpaillange, conseiller à la Cour de cassation, qui fut son patron comme directeur des affaires criminelles pendant quatre ans : « Je n'ai eu qu'à me louer de M. Michel que j'avais choisi en tant que major de sa promotion. Le bâtonnier Vassot, d'Evry-Corbail : « Accuser M. Michel de partialité politique est choquant, surprenant et pour tout dire outrageant. Deux lettres de M. Lurion, de Sauvigny-sur-Orge, et de M. Capdeville, président du tribunal d'Evry, complètent ce concert d'éloges. Puis c'est la déposition de notre confrère Philippe Boucher, dont les comptes rendus sur le Syndicat de la magistrature avaient été précédemment rapportés par... l'interrogatoire du magistrat au fondé de la diffamation, l'éditorialiste du Monde, après avoir relu tous ses articles sur les comptes, indique : « Le reproche fait à J.-P. Michel est sans objet. »

Le juge a-t-il été victime d'un acte politique ? Nous entendons (...) que le débat politique entre adversaires dans les tribunes n'est pas un acte politique (...). Nous entendons (...) que le débat politique entre adversaires dans les tribunes n'est pas un acte politique (...).

LA RESPONSABILITÉ DE L'AÉROPORT DE PARIS EN MATIÈRE DE PARKING

Le tribunal d'instance du quatrième arrondissement a condamné le Syndicat des taxis de Paris à verser 3 000 francs de dommages et intérêts à M. Feyron, propriétaire d'une automobile dont les quatre roues avaient été subtilisées et le véhicule était garé dans un parking de l'aéroport d'Orly.

MÉDECINE

En raison des inondations

VACCINATIONS MASSIVES CONTRE LE CHOLÉRA EN INDE

New-Delhi (Boutor, U.P.). — Les autorités indiennes ont annoncé que soit entreprise une campagne massive de vaccinations contre le choléra. Des épidémies de choléra et de gastro-entérite ont déjà été signalées dans les régions inondées. De nombreux cas, certains ou suspects, ont été diagnostiqués, notamment dans les régions de Bénarès et Allahabad, ainsi qu'en Bengale occidentale. Les Etats devraient recevoir très prochainement un million de doses de vaccin et quatre équipes médicales vont y être envoyées. Les vaccinations anticholériques et antityphoïdiques ont déjà commencé autour de Delhi, où la crue de la rivière Yamuna a sensiblement baissé.

Le juge a-t-il été victime d'un acte politique ? Nous entendons (...) que le débat politique entre adversaires dans les tribunes n'est pas un acte politique (...). Nous entendons (...) que le débat politique entre adversaires dans les tribunes n'est pas un acte politique (...).

MÉDECINE

En raison des inondations

VACCINATIONS MASSIVES CONTRE LE CHOLÉRA EN INDE

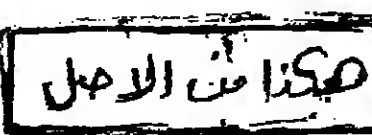
New-Delhi (Boutor, U.P.). — Les autorités indiennes ont annoncé que soit entreprise une campagne massive de vaccinations contre le choléra. Des épidémies de choléra et de gastro-entérite ont déjà été signalées dans les régions inondées. De nombreux cas, certains ou suspects, ont été diagnostiqués, notamment dans les régions de Bénarès et Allahabad, ainsi qu'en Bengale occidentale. Les Etats devraient recevoir très prochainement un million de doses de vaccin et quatre équipes médicales vont y être envoyées. Les vaccinations anticholériques et antityphoïdiques ont déjà commencé autour de Delhi, où la crue de la rivière Yamuna a sensiblement baissé.

Une initiative de Mme Pasquier

DE NOUVEAUX MÉTIERS POUR LES FEMMES

Des instructions viennent d'être adressées par M. Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat à l'emploi féminin, aux directions régionales et départementales du ministère du travail pour mettre en place des programmes de formation pour les femmes. A cette fin, le secrétaire d'Etat ouvre une dotation de 2 millions de francs. L'opération a ouvert de nouveaux métiers pour les femmes à travers le compte des expériences de temps partiel et du problème des équivalences. Selon Mme Pasquier, « tous les métiers sont accessibles aux femmes. Il s'agit d'inciter ces dernières, mais il faut aussi que les employeurs fassent un regard nouveau sur ces métiers. » Un programme de formation en dépannage électro-ménager est déjà en préparation à Saint-Etienne. Un autre, dans la région parisienne, formera les femmes au métier de cariste (conducteur d'engins de manutention). « De nombreux métiers deviennent accessibles aux femmes, a indiqué Mme Pasquier. C'est la première fois que l'Etat consacre une action volontariste dans le domaine de la diversification des emplois féminins. »

Le premier établissement de préparation aux études de Médecine et Pharmacie. 5 centres (Nancy, Caen, Orléans, Clermont-Ferrand, Poitiers). CEPES. 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly. Tél. 22.54.34 ou 743.80.15



SCIENCES

ÉDUCATION

LA POLITIQUE DE LA RECHERCHE

M. Aigrain invite les scientifiques à une plus grande disponibilité

Je ne prétends pas à la popularité... a déclaré, mercredi 13 septembre, M. Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de la recherche...

De fait, les principales décisions annoncées, et dont on trouvera ci-dessous l'essentiel, ne devaient pas manquer de provoquer une levée de boucliers chez les chercheurs du secteur public...

La réaction risque d'être vive si l'on se rappelle les profonds remous qu'avait déjà provoqués, en 1975, la signature d'un accord entre le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) et Rhône-Poulenc...

La France est dotée d'un potentiel scientifique considérable... M. Aigrain, a souligné, a notament déclaré M. Aigrain, a souligné, a notament déclaré...

Une nouvelle politique de l'emploi scientifique... Le premier ministre a confié une mission d'étude à M. Michel Masselet, conseiller d'Etat, pour déterminer les moyens de favoriser la mobilité et la disponibilité des chercheurs...

Les critiques ouvertement formulées par le secrétaire d'Etat envers la lourdeur du C.N.R.S. seront mal ressenties, et surtout l'accusation d'une mauvaise capacité des commissions spécialisées de chercheurs à orienter correctement l'effort de recherche sans tomber, comme l'a dit M. Aigrain, dans le conservatisme ou le suivi des modes...

Il n'en reste pas moins que M. Aigrain n'a pas totalement tort d'affirmer que la recherche française est trop coupée des préoccupations économiques du pays. D'autre part, le projet de budget pour 1979 est l'un des moins mauvais que la recherche ait connus depuis plusieurs années...

Après la forte croissance des années 60, l'enveloppe recherche a connu, depuis 1969, une relative diminution de ses moyens, et M. Aigrain est le premier des responsables gouvernementaux de la recherche à le dire franchement. La tendance peut être stoppée, elle ne sera pas, vu les perspectives économiques à moyen terme, franchement renversée...

Une nouvelle conception du financement de la recherche... Une meilleure coopération entre les laboratoires et les entreprises, notamment les P.M.E. — Celles-ci vont être interrogées sur les procédures qui leur servent le mieux à adapter les rôles de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR)...

Les prises de position à la veille de la rentrée scolaire

A la veille de la « pré-rentrée » des enseignants, qui lieu ce jeudi 14 septembre, de nombreuses organisations ont pris position mercredi 13, sur les conditions dans lesquelles débute cette nouvelle année scolaire...

M. HENRY (FEN) : ni meilleure ni pire que les précédentes.

Tenant sa première conférence de presse dans les nouveaux locaux (1) de la Fédération de l'éducation nationale, M. André Henry, secrétaire général de la FEN, a déclaré : « Pour la rentrée scolaire, la situation n'est ni meilleure ni pire que les années passées. Au plan social, elle est grave et préoccupante. Le projet de budget pour 1979 suscite interrogations et inquiétudes... »

Le parti communiste a exprimé son « inquiétude » à propos de la rentrée. Le bureau politique du P.C.F. déclare notamment : « La politique du gouvernement occupe les difficultés des nombreuses familles déjà aux prises avec le chômage, la hausse des prix et les inégalités... »

Le secrétaire général de la FEN a insisté sur le sort des auxiliaires. Selon lui, les sept mille cinq cents emplois créés « risquent de ne pas être suffisants... »

Le syndicat des enseignants de l'enseignement public (S.E.N.), après un entretien avec M. Christian Beullac, M. Lagarde a renouvelé sa demande que les documents de toutes les associations de parents soient distribués en même temps, le jour de la rentrée...

autres — principalement la FEN — de placer cette rentrée sous le signe de la négociation. Rappelons pourtant que deux grèves catégorielles sont prévues : les enseignants d'éducation les 15 et 16 septembre et les enseignants d'éducation physique le 21 septembre.

UNCAL : combativité.

L'Union nationale des comités d'action lycéens (UNCAL) veut « faire face à la rentrée avec combativité ». Son président, M. Denis Ronderpierre, a estimé que les conditions de la rentrée scolaire en matière d'enseignants, il a notamment insisté sur la hausse du coût de la vie et particulièrement des fournitures scolaires, sur les retards de nomination de certains enseignants...

P.C.F. : inquiétude.

Le parti communiste a exprimé son « inquiétude » à propos de la rentrée. Le bureau politique du P.C.F. déclare notamment : « La politique du gouvernement occupe les difficultés des nombreuses familles déjà aux prises avec le chômage, la hausse des prix et les inégalités... »

UNIVERSITÉ PARIS VAL-DE-MARNE Avenue du Général-de-Gaulle 94010 CRETEIL CEDEX C.P.A.G. Préparation aux concours de catégorie A de la Fonction publique externe (étudiants titulaires d'un DEUG ou d'une licence) et internes (candidats possédant une certaine ancienneté dans la Fonction publique).

RENSEIGNEMENTS : 898-92-24, poste 408 A.E.S. Inscriptions scolarité générale (Bât. 1) Licence, Maîtrise d'Administration Économique et Sociale (options administration publique et locale, administration des entreprises privées, carrières sociales).

UNIVERSITÉ PARIS VAL-DE-MARNE U.K.R. de Lettres et de Sciences Humaines prépare LA LICENCE LANGUES ÉTRANGÈRES APPLIQUÉES (Anglois-Allemand) Mention Secteur tertiaire (commerce international, relations publiques, documentation, publicité) Renseignements : Tél. 898-28-89 - Poste 248 avenue du Général-de-Gaulle 94010 CRETEIL CEDEX

UNIVERSITÉ RENÉ-DESCARTES CENTRE DE FORMATION CONTINUE Enseignement de Gérontologie Générale en collaboration avec la Fondation Nationale de Gérontologie Date : à partir du 10 octobre, à raison d'une (ou deux séances par semaine). Publiée : professionnels occupant de personnes âgées et désireux d'approfondir leur connaissance de la personne âgée, de son statut dans la société et des incidences de celui-ci sur la personne âgée prise individuellement ou à l'échelon collectif. REUNION D'INFORMATION LE 3 OCTOBRE 1978. Pour tous renseignements : écrire au Centre de Formation Continue 44, rue de la Tour, 75016 PARIS - Tél. : 504-53-07.

L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE SAINT-CLOUD Organisée du 9 au 13 octobre 1978 (40 heures) Un stage de formation pédagogique à l'intention des formateurs d'adultes dans les milieux industriels et tertiaires. Pour tous renseignements et inscriptions, s'adresser au : SERVICE COMMUN DE FORMATION CONTINUE 2, avenue du Palais - 92211 Saint-Cloud - Téléph. : 802-93-22.

UN NOUVEAU MARCHÉ DE L'INFORMATIQUE EN FRANCE

L'ordinateur domestique ou la machine au service de l'homme

Il y a eu les radio-amateurs, puis les amateurs de la hi-fi. Il y a eu les amateurs de la télévision, les amateurs de l'ordinateur, qu'on peut en gros diviser en deux classes : ceux qui, fer à souder en main, bricolent à partir d'éléments divers une machine à leur convenance et lui feront commander des mécanismes ingénieux pour que leur café matinal se prépare tout seul à l'heure même où ils ouvrent l'œil ; et ceux qui achèteront un ordinateur tout monté, et souvent des programmes écrits par d'autres, pour tenir leur comptabilité domestique et pour jouer sur l'écran de leur téléviseur à des jeux d'adresse ou de stratégie. Dans l'émission « Questions de temps » d'Antenne-2, mercredi 13 septembre, un reportage aux États-Unis a permis de quelques exemples de ce « hobby » informatique qui s'y répand comme une trainée de poudre. Dieu lave du foyer, l'ordinateur rappelle vos rendez-vous, propose un menu pour le dîner, « joue » une valse de Chopin...

Il y a quelques mois, le titre de l'émission « L'ordinateur et votre avenir » fut renvoyé à des pages de ficelles, de libertés individuelles, aux craintes d'une emprise sur l'homme de machines tentaculaires et glacées. Or, nous a montré des ordinateurs jouets — c'est bien ainsi que les voyaient les enfants d'une école, — de petites machines bien gentilles, docilement prêtes à vous distraire ou à vous seconder. L'éclatement de cette informatique domestique, ne serait-ce qu'en renversant la relation homme-ordinateur et en remettant ce dernier à sa vraie place, serait un phénomène sociologique d'importance, même si elle restait « plus futile qu'utilité », pour reprendre le mot d'un animateur de l'émission. Mais il serait par trop sommaire de ne voir dans le « home-computer » que le dernier avatar du train électrique. L'ordinateur personnel peut être un jeu ; il peut aussi être un puissant outil d'enseignement ; il peut devenir l'auxiliaire indispensable d'un pharmacien ou d'un notaire.

Aux États-Unis, le phénomène est bien lancé : en France il n'est apparu que l'an passé et quelques boutiques spécialisées se sont ouvertes pour vendre le Pet, l'Apple, et d'autres modèles à moins de 10 000 francs dont les périphériques « sont un petit magnétophone à cassettes et le téléviseur familial. Sans être foudroyant, le démar-

rage fut assez prometteur pour que les vrais constructeurs de matériel informatique s'engagent sur ce marché qu'évaluent explorer quelques francs-tireurs. Géant du téléphone, L'Invent, d'acheter la licence d'Apple, bricole par deux étudiants américains dans un garage. On des leaders français de la mini-informatique, Logabax, vient d'annoncer le lan-

gement du LX2500, ordinateur personnel de haut de gamme, plus orienté vers l'emploi professionnel que vers le jeu ; le disque souple remplace la cassette, l'unité de lecture est capable de lire le mémoire — 16 kilo-octets au minimum — offre des possibilités étendues de programmation.

« Computer dit no », le jeu était sans réplique. Consulté, à Tokyo, par les jeunes employés de l'une des six grandes sociétés de télévision, sans compter les quatre-vingt-dix chaînes régionales, à qui nous avions demandé la projection de quelques émissions japonaises. L'ordinateur oracle avait parié. Inutile de discuter. Ce dont on discute, en revanche, au Japon où l'information de la société s'avance à pas de géant, c'est s'il convient de pousser plus loin, de modéliser encore, un mode de vie déjà en partie soumis à l'utilisation de cassettes, de magnétophones, de micros et de boutons.

On n'aura plus besoin, plus envie de sortir, on va sa translocator en véritables cul-de-latta, affirmant, inquiet, l'un des organisateurs d'une exposition de télématique tentée à l'hôtel, ville de cinq mille habitants disposant d'un système ultra-moderne de communications installé dans tous les foyers et permettant de rejoindre sans bouger de son fauteuil cinquante-huit petits écrans individuels. Sans doute est-ce là, à l'aube d'une ère nouvelle, l'ère de l'informatique, qui va se éluer pour de bon le tumeur tressé entre les générations.

Louis Bérto, qui présente le magazine, comparait l'invention toute fortuite du micro-ordinateur aux États-Unis à celle de la roue, prévoyant que « l'ici six ou sept ans, il pourrait être en vente dans tous les grands magasins pour le prix, à peine 50 francs,

publies de recherche se verront périodiquement soumis à de véritables « audits scientifiques », réalisés par des experts extérieurs ; une telle procédure est actuellement mise en œuvre à l'Institut national de la recherche agronomique, sous la direction de M. Pélissier, directeur général de la S.N.C.C. et ingénieur agronome de formation.

Un meilleur dialogue entre les laboratoires et les entreprises, notamment les P.M.E. — Celles-ci vont être interrogées sur les procédures qui leur servent le mieux à adapter les rôles de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) sera revu.

Un ou deux petits tard, compte tenu d'un éventuel service militaire décennal, que possible. Par ailleurs, tous les organismes

M. LAGARDE : climat nouveau.

Nous opposerons le climat nouveau qui existe dans l'éducation à celui qui existe dans la coopération plus étroite entre les enseignants et les parents », a déclaré M. Antoine Lagarde, président de la Fédération des associations de parents d'élèves de l'enseignement public (F.A.P.E.P.), après un entretien avec M. Christian Beullac. M. Lagarde a renouvelé sa demande que les documents de toutes les associations de parents soient distribués en même temps, le jour de la rentrée. (Une circulaire parue en Bulletin officiel de l'éducation du 13 septembre rappelle aux directeurs d'école et aux chefs d'établissement que les associations doivent être placées « sur un plan de stricte égalité »).

SGEN-C.F.D.T. : plus de six mille auxiliaires menacés.

Le calme apparent de cette rentrée et la satisfaction affichée par les enseignants, ne doivent pas nous faire oublier, les graves problèmes qui se posent aux jeunes et aux personnels de l'éducation, estiment les dirigeants du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.). « Les jeunes, en effet, s'interrogent plus que jamais sur l'utilité de leur travail scolaire. Ils savent que, dès juillet, cent cinq mille de leurs camarades, sortis de l'école en juin, diplômés ou non, se sont inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi. Quant aux personnels de l'éducation, ils constatent la dégradation continue de leurs conditions d'emploi et de travail », confirme, selon le SGEN, par le projet de budget de l'éducation pour 1979.

Les risques que présente leur mise en vente à bas prix : chômage, isolement, etc., paraissent, eux, évidents. Il s'agit là d'un formidable choix de société, un de plus. Sur le papier. En réalité, la question ne se pose déjà plus. On ne va pas contre le progrès, on n'évance pas à reculons. L'ordinateur est là, il n'en restera pas là. Mieux vaut l'accepter et s'y préparer sans tarder.

L'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris VI) demande aux étudiants candidats aux examens de génétique, écologie et des fluides, C 1 et C 2 chimie, chimie systématique, chimie physique générale, sciences naturelles deuxième année, option vie qui n'auraient pas reçu leurs convocations de téléphoner d'urgence au 326-07-63.

UN NOUVEAU MARCHÉ DE L'INFORMATIQUE EN FRANCE

L'ordinateur domestique ou la machine au service de l'homme

Il y a eu les radio-amateurs, puis les amateurs de la hi-fi. Il y a eu les amateurs de la télévision, les amateurs de l'ordinateur, qu'on peut en gros diviser en deux classes : ceux qui, fer à souder en main, bricolent à partir d'éléments divers une machine à leur convenance et lui feront commander des mécanismes ingénieux pour que leur café matinal se prépare tout seul à l'heure même où ils ouvrent l'œil ; et ceux qui achèteront un ordinateur tout monté, et souvent des programmes écrits par d'autres, pour tenir leur comptabilité domestique et pour jouer sur l'écran de leur téléviseur à des jeux d'adresse ou de stratégie. Dans l'émission « Questions de temps » d'Antenne-2, mercredi 13 septembre, un reportage aux États-Unis a permis de quelques exemples de ce « hobby » informatique qui s'y répand comme une trainée de poudre. Dieu lave du foyer, l'ordinateur rappelle vos rendez-vous, propose un menu pour le dîner, « joue » une valse de Chopin...

Il y a quelques mois, le titre de l'émission « L'ordinateur et votre avenir » fut renvoyé à des pages de ficelles, de libertés individuelles, aux craintes d'une emprise sur l'homme de machines tentaculaires et glacées. Or, nous a montré des ordinateurs jouets — c'est bien ainsi que les voyaient les enfants d'une école, — de petites machines bien gentilles, docilement prêtes à vous distraire ou à vous seconder. L'éclatement de cette informatique domestique, ne serait-ce qu'en renversant la relation homme-ordinateur et en remettant ce dernier à sa vraie place, serait un phénomène sociologique d'importance, même si elle restait « plus futile qu'utilité », pour reprendre le mot d'un animateur de l'émission. Mais il serait par trop sommaire de ne voir dans le « home-computer » que le dernier avatar du train électrique. L'ordinateur personnel peut être un jeu ; il peut aussi être un puissant outil d'enseignement ; il peut devenir l'auxiliaire indispensable d'un pharmacien ou d'un notaire.

Aux États-Unis, le phénomène est bien lancé : en France il n'est apparu que l'an passé et quelques boutiques spécialisées se sont ouvertes pour vendre le Pet, l'Apple, et d'autres modèles à moins de 10 000 francs dont les périphériques « sont un petit magnétophone à cassettes et le téléviseur familial. Sans être foudroyant, le démar-

rage fut assez prometteur pour que les vrais constructeurs de matériel informatique s'engagent sur ce marché qu'évaluent explorer quelques francs-tireurs. Géant du téléphone, L'Invent, d'acheter la licence d'Apple, bricole par deux étudiants américains dans un garage. On des leaders français de la mini-informatique, Logabax, vient d'annoncer le lan-

gement du LX2500, ordinateur personnel de haut de gamme, plus orienté vers l'emploi professionnel que vers le jeu ; le disque souple remplace la cassette, l'unité de lecture est capable de lire le mémoire — 16 kilo-octets au minimum — offre des possibilités étendues de programmation.

« Computer dit no », le jeu était sans réplique. Consulté, à Tokyo, par les jeunes employés de l'une des six grandes sociétés de télévision, sans compter les quatre-vingt-dix chaînes régionales, à qui nous avions demandé la projection de quelques émissions japonaises. L'ordinateur oracle avait parié. Inutile de discuter. Ce dont on discute, en revanche, au Japon où l'information de la société s'avance à pas de géant, c'est s'il convient de pousser plus loin, de modéliser encore, un mode de vie déjà en partie soumis à l'utilisation de cassettes, de magnétophones, de micros et de boutons.

Le Monde DES LIVRES

Deux « meilleurs ennemis » sur un cheval pâle

● Une somptueuse fresque lyrique sur la guerre d'Algérie.

UTIS viennent donc y voir les blessés qui précèdent que notre fin de siècle est juste bonne à réduire les romans aux états d'âme, à jeter sur l'agora nos misérables petits tas de secrets, à confectionner du best-seller pour l'extase des marchands, à florer des textes circonstanciés au profit des princes du moment : voilà un grand livre. Chapeau bas devant l'artiste ! Malins et narçasses : notre dernière tragédie collective arrache la porte, pénètre telle une bourrasque, les fibres évanouies et amnésiques s'évanouissent quand surgit l'histoire.

Car l'histoire donne sa matière première au roman de Millicam (1), matière première tirée de la terre algérienne en proie à l'arrachement, cet avatar ultime de notre aventure coloniale. Le dénoûment à bande, le logique aboutissement d'une noria de combats, de meurtres et de souffrances, où s'affrontent deux peuples oscillant entre l'indiffé-

rence ténueuse et la douleur incompressible, a masqué le jeu des plus cruels et des plus pervers dieux de l'Olympe — sinon comment comprendre ? Il exigeait en tout cas, pour sa reconstitution, chœur antique et discours incantatoire. Et les chœurs, les choristes ! Pendant près de quatre cents pages, denses, lyriques, le verbe coule les événements, les entrecroise, les éclaire au flambeau de chaque bouche et affirme la précarité du passé filtré par le présent, dans un mélange d'images et un flot d'images.

Le présent, c'est Germaine Maynardier qui débarque ruisselante dans l'appartement de son collègue enseignant, Lancelot, un peu ivre et encore vacillante du lent balancement de l'immeuble antisismique heurté par la tempête qu'elle vient de fuir, enserrée de solitude et débordante de confidences. Elle, fille de général colonisateur, mal-treuve d'un ancien colonisé dans cet Oran de l'après-guerre, elle, « *Hermione de fait divers* » qui parle avec une fureur volontaire la faute ancestrale et qui se retrouve « *exploitée, colonisée* », dit-elle, par son amant, Salah Eddine Lansari, dont l'ombre géante s'avait peu à peu l'appartenance de Lancelot tandis que remonte le temps et déferle le discours.



★ Dessin de Stéphane GLEAVE.

Cet écheveau de mots, Salah Eddine Lansari le dévide ensuite devant Lancelot, auditeur passif, qu'il a choisi comme « meilleur ennemi » et qu'il convainc d'aménager la terrasse du vingt et unième étage en terrain somptueux d'où lui, Salah, règnera symboliquement sur la ville comme il avait voulu autrefois « *régnier au-dessus de l'histoire* » ; Salah Eddine, dont la

guerre avait commencé après le débarquement des troupes coloniales à Sidi-Ferruch, quand son ancêtre du même nom fut déposé, et qui porte « son lourd regard de jeune tressé par une échelle » sur les lumières de la cité tandis qu'il évoque l'autre face de lui-même, Geoffroy Ferrer, le fils du colon de Belle-Rive, autre « *meilleur ennemi* », autre « *mangeur d'hommes* ».

A mesure que se déroule l'incantation, reprise par Germaine, par Salah ou par d'autres, émergent les silhouettes de deux adolescents, figures d'une « *chevalerie périmée* », dont l'un voulait recroiser aux fellas, au nom de Jésus, le domaine de Belle-Rive conquis par le vieux Ferrer à coups de ruse, et l'autre, l'Arabe, aux noms de Marx, de Lénine et de Mao, le redonner au peuple, ainsi que la forêt extorquée à son père contre une calèche. Deux jeunes gens, rivaux et liés pourtant par une amitié de fer, et qui plongent dans le conflit, chacun dans son camp, en « *échanges de la guerre sainte* ».

BERNARD ALLIOT.
★ ET JE VIS UN CHEVAL PÂLE, de Jean-Pierre Millicam, Gallimard, 397 pages, 79 F.
(Lire la suite page 18.)

● Sous des allures policières, un poétique récit de Claude Delmas.

JUSQU'A ce septième roman, au titre de ballade étiabé-taine, on n'avait jamais vu Claude Delmas aux prises avec une action réelle, un meurtre, une intrigue quasi policière. « *Moi qui ai si longtemps fréquenté les romans et les films au point de m'y paralyser et d'oublier de vivre*... » Dans le monde de rêves et d'aventures imaginaires qui était le sien, Des relines sont mortes jeunes et belles représentée comme un « *passage à l'acte* ». Ce recours au fait divers réussit au romancier, qui nous procure en cent cinquante petites pages un divertissement insolite et raffiné dont l'art est commandé, comme ce musique moderne, par la rupture et par la dissonance.

Un centre de la scène, bon terrain pour l'obsession, un grand immeuble résidentiel — celui que Claude Delmas a déjà peint dans le *Jeune Homme immobile* — où se côtoie sans se mêler une « *fole solitaire* », silencieuse et bourgeoise ; des automatismes bien huilés, réduits à leurs gestes érotiques ou autres qui s'encadrent dans les haies vibrées ; le décor de *Fenêtre sur cour*, d'Alfred Hitchcock. Et soudain le scandale fait irruption dans ce monde poli et glacé. Trois jeunes postières qui avaient joué ensemble un studio,

et dont la vivante présence choquait dans un tel environnement, sont évanouies. Une seule, Anna, survit à ses blessures. Le narrateur en est tombé amoureux.

Car cette étrange histoire d'amour et de mort nous est contée, une fois encore, à la première personne, dans une sorte de journal intime, par un locataire de l'immeuble. C'est la manière habituelle de Claude Delmas. Elle lui permet, tel, de rompre librement le fil du récit, d'errer dans un trouble univers intérieur, de prendre ses distances avec des faits, réfractés par un regard, une conscience qui ne sont pas neutres.

Ce célibataire d'allure tranquille qui fait pousser des plantes sur son balcon, qui se gave de cinéma et de bonnes lectures, qui vit avec un médecin de la résidence pour d'innanilles plaisirs de voyeur, qui voisine aussi avec les trois jeunes filles, c'est lui le meurtrier. Quand son monologue commence, nous nous en doutons à peine, puisqu'il ne nous dit que son amour pour la survivante, un amour violent, absolu, né après le crime et de lui, de l'image fascinante du ventre blessé. Comme si dans la vie trop réglée, trop tranquille de ces « *taupes humaines* », seuls le sang, le meurtre, pouvaient provoquer le désir.

Autour de « *l'affaire* », figurants importants, sont peints ironiquement, les policiers s'agitent, enquêtent, ébauchent la théorie du crime : l'assassin aurait

voulu supprimer une anomalie, l'incrustation insupportable d'une classe sociale dans l'autre... Cependant, à travers son propre récit le dévoilement du coupable se poursuit. L'aveu est presque fait quand, évoquant la reconstitution du meurtre, le narrateur imagine le film qu'on pourrait en tirer et qui ressemblerait fort à un livre. « *Ce serait un film paisible, lent, contemplatif. Le contraire d'un film d'action. Car il y a de la religiosité dans ce crime, de la fermeté, mais refroidies, refroidies par le caractère hautement fonctionnel de cette architecture impossible, insensible à l'identité de ceux auxquels elle est destinée* ». La certitude n'est toutefois acquise qu'à la scène finale, saisissante, où la victime, Anna, reconnaît dans celui qui l'aime et qui va l'épouser l'éventreur d'elle-même et de ses compagnes.

Le roman s'arrête là, comme en suspens. Au lecteur de poursuivre. Il peut imaginer une seconde mise à mort d'Anna tant les circonstances du premier drame se reproduisent. Il peut conclure à la dénonciation, puis à l'arrestation de l'assassin... Ou encore interpréter le roman tout entier comme une mise en scène symbolique de la déflation.

De toute façon, nous sommes aux antipodes du réalisme, que le thème choisi aurait pu réclamer. Nous sommes dans une composition esthétique où l'auteur travaille soigneusement ses

effets de contraste : l'horreur fratricide du sujet, le luxe froid du décor, la révérence placidité du récit. La cruauté du geste accompli par le personnage s'oppose à sa tendresse de pépiniériste pour les plantes ; ces jardins suspendus dans cet immeuble de béton et de verre installent les mirages de la campagne ; les jeunes postières déracinées deviennent des reines de tragédie. Et pour que le drame discordant ne manque pas d'accompagnement musical, dans la chambre voisine du narrateur un autre célibataire passe ses nuits au clavecin.

Artifice ? Il y en a dans ce roman qui se veut œuvre d'art et qui l'est, par son écriture belle et lisse, sa touche délicate, son pouvoir de créer des atmosphères. Claude Delmas prétend-il nous initier à travers lui aux tensions du monde contemporain, aux ambiguïtés forcées du désir que chacun porte en soi ? Ne seront sensibles à cette révélation que ceux qui accorderont à l'art la grâce de percer l'opacité extérieure et intérieure où nous nous débattons. Les autres, plus naïvement, s'abandonneront au charme de cette romantique histoire qui, étrangement contée, déploie sans hermétisme, mais sans vraisemblance, sa poétique séduction.

JACQUELINE PIATIER.
★ DES REINES SONT MORTES JEUNES ET BELLES, de Claude Delmas, Flammarion, 154 pages, 35 F.

Advertisement for the book 'L'orelei' by Maurice Genevoix, published by SEUIL. The ad features a stylized image of the book cover and text describing it as a masterpiece of writing.

Un inconnu nommé Adolf Hitler

● Riche de témoignages et de documentation, la biographie de John Toland ne résout pas le mystère de l'homme.

« *P*OUR moi, tout est fini. Je sais que, demain, des millions de gens me maudront » prophétisait Adolphe Hitler quelques heures avant de se suicider dans le bunker de la Chancellerie, en avril 1945. L'histoire impartiale ratifie toujours ce singulier jugement d'un homme sur lui-même. Depuis trente-trois ans, elle recueille comme d'habitude, en bien ou en mal, tous les verdicts rendus sur

les autres principaux protagonistes de la seconde guerre mondiale. Ni Churchill, ni Roosevelt, ni Staline évidemment, ne se dressent plus dans la gloire sans reproche du radieux printemps de la victoire. Leur adversaire, seul, échappe encore à tous les reclassements. Bombe, sinistre, il traine sans fin sa silhouette infernale, dans l'inséparable des bombardements ou sous une lueur de four crématoire.

Américain, lauréat du prix Pulitzer pour un autre ouvrage, John Toland, dont le livre connaît un vif succès aux Etats-Unis, ne prétend pas réaliser une impossible et paradoxale réhabilitation, avec les deux gros volumes qu'il consacre à son personnage.

GILBERT COMTE.
(Lire la suite page 20.)

« L'Écrivain fantôme » de Jean-Luc Benoziglio

« Le Jugement de Poitiers » de Jean Demélier

JOUER AVEC RIEN

C'EST du dandyisme, du masochisme, ou quoi ? On dirait que les vrais écrivains s'ingénient à faire la fortune des faux, en décourageant le grand public avec des jeux pour initiés. En voici deux, typiques. Leur talent indéfinissable, et qu'ils pourraient rendre accessible sans déchoir, rien à faire, il faut qu'ils en usent à l'écart, en loustics opaques, en jojos criapants.

Prenez Benoziglio. On est quelques-uns, du métier, à le placer très haut. Pour la raison simple et rare qu'il laisse une trace. Longtemps après avoir fermé *Quelqu'un est mort*, *le Midship*, *la Boîte noire* ou *Béno a'en va-t-en guerre*, on se souvient d'un mur d'asile, d'un homme violent, d'une horloge de gare, bref, de perceptions, d'instants anguleux, que l'écriture « *se transmette mystérieusement intacte* » de l'auteur au lecteur. Après chaque livre, on a rêvé que le suivant élève la proportion de telles réussites au profit d'une entreprise même baguenaudante. Mais c'est à croire que les pépites, dans cet art de digressions, ont besoin, pour briller, d'une gangue de temps morts, de facéties, de facilités, d'enlancements...

L'ÉCRIVAIN FANTÔME part d'une idée polémique bougrement actuelle. Le narrateur se présente comme un « *noir* » en train de confesser au magnétophone une romancière à succès. Occasion juteuse d'ironiser sur la façon dont les éditeurs, au lieu de publier de la littérature, usent à la corde le capital de notoriété des vedettes d'un jour, avec l'aide forcée et souvent clandestine des écrivains professionnels. Il est montré que cette relation de maître poétique à esclave talentueux se retrouve dans nombre d'activités. Qu'est-ce qu'une licenciée de philo réduite à faire vendeuse dans les supermarchés sinon, elle aussi, un « *noir* » du mercantilisme ambiant ?

La romancière célèbre n'ayant rien à raconter, comme la plupart des notables en mal de « *mémoires* », le *rewriter* lui invente des souvenirs, et ne tarde pas à lui prêter ses

par Bertrand Poirot-Delpech

propres élucubrations. La situation n'est plus qu'un prétexte pour l'as de la parenthèse qu'est Benoziglio. Le volait lui-même, qui caracole et jaspine à tout va : des cartes de visite, du doublage au cinéma, des taxiphones qui vous bouillotent votre monnaie sans vergogne, d'un dentier paternel surpris dans son écran, ou d'une dent perdue sur une piéce grecque...

CERTAINES de ces scènes ou réflexions forment des petits morceaux de prose délicatissimes, et dignes d'être regroupés en anthologie avec ceux des précédents livres. J'ai noté, dans le cocasse, le tirade de l'enfant qui n'aime pas le chou, et dans l'intense en douce, la vision d'hommes tournant sur eux-mêmes comme une norie, en signe du temps qui use. Ou encore, l'évocation du speaker solennel qui devient familier hors antenne ; façon de plaider pour le naturel de l'écrivain digressif, comparé à l'auteur guidé.

Bien sûr, les connaisseurs préfèrent l'aveuglément de la plume, qui risque quelque chose en ne se refusant rien, au fabricant qui joue gagnant en se refusant beaucoup. Ce sera l'avis des « *contîtres* », payés pour essayer les plâtres et rompus à dénicher les trouvailles sans le soutien d'une intrigue intrigante. Mais ceux-là mêmes risquant de sa lasser du brouillon débrouillé comme de l'excès de la pose ; au métier d'écrivain commande de chercher à communiquer au-delà de la petite famille.

La lecture d'occasion, sans qu'il n'y ait plus de rentabilité, donc de droit à l'expression, baigne dans un flot de feuilletons à rebondissement et à personnages. Négliger cet environnement et l'appât de fictions « *réalistes* » qu'il entoure, c'est se condamner à ne plus éblouir que le sixième arrondissement, et, bientôt, soi seul !

JEAN DEMÉLIER dédaigne ces contingences encore plus gaillardement que Benoziglio. *Le Réve de Job*, *le Sourire de Jonas*, *la Constellation des chiens* et *le-Miroir de Janus* sont moins des romans que des dérivés de poésie peu soucieux de suspense et de logique. Dans une prose bizarre où se rencontrent le désolation de Beckett, la fascination de Flaubert pour le bêtise et la truculence de Rabelais, cet enfant du Poitou n'a de cesse de décrire en détail le « *néant pictava* », et l'illusion enivrante d'y échapper par la parole.

Le *Jugement de Poitiers* développe encore cette obsession, en défilant sur les riens de la vie de province telle que la rapportent les feuilles locales : exercices de pompiers, départs à la retraite, réunions d'amicales boulistes, pharmacies de garde...

Les moines de Ligugé peuvent dormir en paix, à l'imprimeur Aubin tirer la livra sans esprit de suicide. Poitiers n'est vitupéré qu'à titre d'exemple de la putréfaction où route une France rongée par le cancer de l'administration et de la culture. Sont maudits pâle-méta les agents de l'Etat, les « *pal* » de tous poils, les profs, les moindres préposés du pouvoir et du savoir, ces gelés-jades.

LES mots eux-mêmes, sa seule foi, l'auteur n'est pas certain d'y croire vraiment. Il voudrait penser sans eux. Mala, enfin il n'a pas trouvé jusqu'ici plus suave ni plus suave. Il y voit « *la viande pantelante de l'éternité* », l'espoir de « *nier le néant qui court* », de rendre les autres « *visibles à eux-mêmes* », le seul moyen de « *secourir les nauages orphelins avec des postillons de sens* », de faire pièce au hasard des étoiles, et écho au « *pet cosmique* »...

« *Au bout de la divagation attend la lumière* », dit-il. A force de digressions encore plus hirsutes que celles de Benoziglio, Demélier apporte sa contribution seugrenue et tressaillante à la méditation de toutes les event-gardes présentes sur le salut par l'art d'écrire. Au pire, il aura « *joué avec rien* » !

Pourquoi pas ? Mais combien de temps encore l'édition la plus exigeante pourra-t-elle soutenir de telles aventures aussi sauvagement indifférentes à la demande du public ?

Allons, gans da talent, ne jetez pas l'enfant avec l'eau du bain, ne sacrifiez pas à vos coquetteries d'élite l'attente de lecteurs qui n'ont pas démerité. Ou bien alors, achetez un 6,35 en place de stylo, vissez votre face da pur génie marloia, et avant même que les lots du marché vous obligent au silence, tirez une bonne fois, qu'on n'en parla plus !

★ L'ÉCRIVAIN FANTÔME, de Jean-Luc Benoziglio, Le Seuil, 252 pages, 95 F.
★ LE JUGEMENT DE POITIERS, de Jean Demélier, Ramsay, 252 pages, 55 F.

Des nouvelles d'un poète: Andrée Chedid.



Photo Cosmopolitan - Rochard.

« De bien curieuses nouvelles, simples, concrètes, visuelles... Andrée Chedid brode ses motifs colorés... Quoique tentée de plus en plus par la prose, elle reste avant tout poète. »

Jacqueline Piatier - Le Monde.

« Son art est fait d'épures, jamais elle ne se permettrait une fioriture qui alourdirait l'entaille du mot choisi. »

Françoise Xenakis - Le Motif de Paris.

Andrée Chedid. Les corps et le temps. 272 pages, 40 F.

FLAMMARION

Le Monde DE L'EDUCATION

Le Monde de l'éducation, chaque mois :

- analyse un problème important de l'éducation, scolaire et universitaire.
- présente un ensemble indispensable de conseils pratiques et de réponses aux questions que vous vous posez;

BULLETIN D'ABONNEMENT

Pour ceux d'entre vous qui souhaitent recevoir régulièrement le Monde de l'éducation, il suffit de nous renvoyer le bulletin ci-dessous. Vous ne paierez que 60 F pour onze numéros ou lieu de 66 F, et vous recevrez, EN CADEAU, l'un des numéros déjà publiés.

RECEVEZ EN CADEAU l'un des numéros suivants :

- « Le palmarès des universités », n° 41, juillet-août 1978.
- « Les débouchés du bac », n° 40, juin 1978.
- « Mai 1968-Mai 1978 », n° 38, mai 1978.
- « Les lettres paraguayaises », n° 36, avril 1978.
- « Les livres d'enfants », n° 37, mars 1978.
- « Le vote des enseignants », n° 38, février 1978.
- « La politique au lycée », n° 35, janvier 1978.
- « Les lycées », n° 34, décembre 1977.
- « L'enfant et la ville », n° 33, novembre 1977.
- « Qui sont les étudiants ? », n° 32, octobre 1977.
- « La mise en place de la réforme Haby », n° 31, sept. 1977.
- « Vous pouvez, et vous le souhaitez, commander, en plus de votre numéro cadeau, d'autres numéros. Il suffit que vous rajoutiez à votre règlement la somme de 6 F par exemplaire demandé. »

NOM Prénom Adresse

Je vous règle la somme de 60 F pour mon abonnement de un an (onze numéros) au Monde de l'éducation, et je reçois en cadeau l'un des numéros cochés ci-dessus.

Envoyez votre bulletin et votre règlement (chèque bancaire ou postal à l'ordre du « Monde »), au « Monde de l'éducation », serv. abonnements, 5, rue des Italiens, 75247 PARIS - Cedex 09 - Téléphone : 246-72-23.

LE Train Bleu

Laurence Clark Powell
Préface de Henry Miller
« Ah! quel livre séduisant!... Ces cinq portraits de femmes, ces cinq souvenirs d'amour ont tout pour nous plaire... Un cocktail parfaitement dosé de pudeur et de sensualité... Un chef-d'œuvre énigmatique et narquois du style rétro »

FRANÇOIS NOURISSIER de l'Académie Goncourt
LE POINT

Buchet/Chastel
18 rue de Coméd - 75006 Paris

Jean-Jacques fraternel

Pour l'anné du bicentenaire, le centre culturel des Fontaines, en collaboration avec l'université de Picardie, a pris Rousseau pour sujet d'un colloque (5-8 septembre). Les nouvelles langues diront que cette préférence va de soi dans une maison où les jésuites sont chez eux. Mais Chantilly est proche des lieux marqués par le souvenir de Jean-Jacques : Montmorency et Ermenanville. En réalité, le thème proposé, « J.-J. Rousseau et la crise contemporaine de la conscience », invitait à discuter de problèmes, nos problèmes, sur lesquels Rousseau a beaucoup plus à nous apprendre que Voltaire. Les participants, fontaines, n'ont pas posé d'abord ces problèmes actuels pour chercher ensuite chez Rousseau des éléments de solution. Redoutant les pièges de l'anachronisme et se refusant à faire dire à Rousseau ce qu'il n'a jamais voulu dire, ils se sont attachés, en débattant de douze communications, à élucider des questions qui surgissent de la lecture même de Rousseau et qui, à Chantilly, portent sur le religion, le morale, la pédagogie et la politique. C'est dans le meurtre où ces questions nous touchent directement qu'une recherche de la vérité de Rousseau débouche sur le « recherche de notre propre vérité. Aux fontaines, catholiques et protestants, chrétiens et marxistes, théologiens et universitaires, dans la diversité de leurs approches, se sont accordés à reconnaître qu'on ne trouve pas chez Rousseau un recueil de préceptes à observer : il n'y a pas de décalogue rousseauiste. Mais on trouve dans son œuvre, non sans contradictions, incertitudes ou ambiguïtés (malgré elles ou à cause d'elles ?), une interrogation sur les valeurs et les finalités de notre civilisation. Cette interrogation peut se retourner contre Rousseau lui-même. Comme l'a dit un participant à propos de la sexualité, de l'homme et de la femme : « Ayons le courage de mettre en cause Rousseau puisqu'il nous a donné des instruments formés pour mettre en cause ce qui existe. » — R. D.

La mort de Mimi Vassilikos

Nous apprenons la mort subite de Mimi Vassilikos, la femme de l'écrivain grec, survenue le 3 août dernier à Rome. Agée de quarante-quinze ans, Mimi était depuis vingt ans l'inspiratrice et la dédicataire des quarante-deux livres constituant à ce jour l'œuvre

la vie littéraire

de Vassilis Vassilikos. Dans sa discrétion, elle avait prêté cette place à la diffusion de sa propre œuvre créatrice : elle était peintre. — F. W.

Réhabiliter l'odorat

Avec le Livre des odeurs (Ed. du Seuil, 167 p., 37 F), Ruth Winter, journaliste au Los Angeles Times, entend réhabiliter l'odorat. Elle observe justement que si nous nous vantons volontiers de notre ouïe, au contraire nous n'éprouvons aucune fierté de notre odorat, comme si ce sens nous rappelait désagréablement notre condition animale. A ce propos, elle cite également Freud qui, dans *Malaise dans le civilisation*, écrit : « Lorsque l'homme adopte la position verticale et que se réduit son odorat, ce ne peut pas seulement son brotisme animal qui fait être victime d'une répression organique, mais toute sa sexualité. »

Il est d'ailleurs établi aujourd'hui que l'odorat joue un rôle essentiel dans les rapports sexuels. Sur ce point, Ruth Winter est parfaitement raisonnable de s'élever contre l'aspiration et le déodorisation obsessionnelles qui tendent à se dégager de nos odeurs naturelles pour leur en substituer des artificielles : « La crainte que l'on s'inculque aux humains à l'égard de leur propre odeur, et en particulier de leur odeur génitale, est peut-être parfaitement incongrue et, sur le plan sexuel, destructrice », écrit-elle.

Concernant l'histoire des parfums aussi bien que l'utilisation des odeurs dans la publicité ou dans la médecine, l'essai de Ruth Winter abonde en informations sur ce sens injustement méprisé : l'odorat. — R. J.

Berlioz épistolaire

Que Berlioz soit eussé un de nos grands écrivains romantiques, nul ne devrait plus en douter : il suffit de lire ses *Mémoires*, ses nouvelles, ses feuilletons. C'était aussi un épistolaire étonnant, comme en témoignent ses correspondances, éditées par Pierre Citron.

Le volume, récemment paru de la Correspondance générale (1), mérite particulièrement l'attention, par sa richesse et par son caractère central. 1842-1850 : c'est l'époque de la Damnation de Faust et du Te Deum, des grandes tournées en Europe et jusqu'à Saint-Petersbourg, A Prague, à Vienne, partout des triomphes (tandis qu'il lui sont chichement complétés en France). A Budapest, l'exécution

de la fameuse Marche hongroise tourne à l'émeute. Partout sa musique « fait fureur ». On trouvera aussi dans les lettres, des notations sur les rapports de Berlioz avec les écrivains romantiques : Hugo, dont le salon lui paraît ennuyeux ; Vigny, dont le recommandation peut lui être utile en Angleterre. Mais surtout des témoignages très directs, très bouillonnants, sur le façon dont fonctionnent chez le musicien une inspiration volcanique.

Il y a beaucoup d'hérités : on découvre, en particulier, quantité de lettres passionnantes adressées par Berlioz à sa sœur Nanci Pal, et que Pierre Citron a patiemment réunies, éparpillées qu'elles étaient dans des collections privées ou dans des bibliothèques étrangères. Outre les lettres qu'elles laissent sur les rapports fils-père, elles permettent de suivre au jour le jour cette prodigieuse « recrudescence de fureur musicale » qui caractérise ces années de la vie de Berlioz. — B. D.

(1) Correspondance générale, III, Flammarion.

En passant

par l'Atelier du Gué

Hors de la production de messe et des pièges du compte d'auteur, l'Atelier du Gué a créé sa maison d'édition à Villalongue-d'Aude. Il propose, au rythme d'une douzaine de numéros par an, des revues, des recueils et des nouvelles qui n'encombrant pas le circuit habituel des librairies, pour offrir plutôt quelques lecteurs attentifs, amoureux de beaux livres.

Ainsi, d'Une autre rive, qui groupe quatre nouvelles où le fantastique se mêle à un quotidien disséqué par une fine psychologie, André Agan ; ainsi, Gueux froide, de Jacques Froide, de Jacques Jouet, régime de compte en forme d'oraison funèbres d'un enfant matricide qui a fait per les images l'apprentissage de la barbarie du vingtième siècle ; ou, encore, ce *Nul conquérant* d'arrive à temps, de Vera Feyder, auteur de la *Derivata*, à laquelle quarante pages suffisent pour entrecroquer quatre destinées d'un tragique irréversible.

L'Atelier du Gué démontre en quelques livraisons que la brièveté n'exclut ni l'efficacité ni la densité des textes. — L. T.

(Abonnements de 20 F pour deux livraisons. Catalogue sur demande à l'Atelier du Gué, 11300 - Villalongue-d'Aude - Télég. : (07) 80-50-30.

vient de paraître

Romans

DOMINIQUE BROMBERGER. — *L'Université de Paris en robes d'Almanach et en robes d'Un voyageur*, roman d'obscure, dans une Asie imaginaire, par le collaboration de T. P. I. (Fayard, 215 p., 45 F).

HENRI DE GRANDMAISON. — *Le Dernier Châssis* : l'auteur du *Expédition* revient son amour pour la forêt agreste de son pays. (J.-C. Laffont, 231 p., 40 F).

MICHEL BERNARD. — *La Cour des sorcières* : A travers un complot au grand jour, une quête de l'identité par l'auteur des *Courtoisines*. (Denoël, 214 p., 42 F).

MICHEL CRESSPY. — *Les Voyages de Pépirot* : Dans ce troisième roman, M. Cresspy s'est penché, avec ironie et cruauté, sur les techniques des sondages et de la publicité. (Fayard, 238 p., 45 F).

MICHEL DANSEL. — *Carnet de bord d'un espion* : L'histoire au médium d'agent secret d'un jeune provincial cadide et étonné. (Fayard, 234 p., 45 F).

G.-O. CHATEAUBRYAUD. — *Le Vexier* : Intimité merveilleuse dans la vie d'un enfant échappé un instant d'un camp de concentration. (Balland, coll. « L'instant romanesque », 78 p., 18 F).

BERNARD GALAND. — *Mélieux* : Une tragique histoire d'amour entre un professeur coopérant et une jeune médecin marseillaise. (Les Lettres nouvelles, 290 p., 39 F).

GENEVIÈVE MOUILLAUD, ANNE ROCHE. — *Le Cœur des oiseaux* : Mémoires et récits croisés de deux millénaires. (Les Lettres nouvelles, 350 p., 49 F).

Récit
OLIVIER RENAUDIN. — *Un cadre à la mer* : Le journal-méditation ou le bilan d'une vie d'un cadre supérieur et seul de la Ciguannaise. (Fayard, 185 p., 33 F).

Science-fiction
STANISLAS LEM. — *La Révolte* : Un ex-aviateur américain enquête sur une doctrine de cinquante-cinq milliards, chèvres et rhumatisants amateurs de bains de soufre. Trad. du polonais par Dominique Sila (Calmann-Lévy, 203 p., 42 F).

Littérature
JEAN-JACQUES GAUTIER. — *Assé qui vive* : Par la bouche d'un curé de campagne, l'académicien livre ses réflexions sur la religion et l'art. (Flon, 124 p., 35 F).

Lettres étrangères

ISMAIL KADARE. — *Le Grand Hiver* : Par l'écrivain albanais né en 1936, auteur occasionnel du *Général de l'Armée soviétique*. (Fayard, 515 p., 69 F).

Théâtre

PIERRE BOUDOT. — *Le Jardin d'Horace* : Ioucou « précède cette pièce en un acte, « entre nous » de la poésie de la dramaturge, inspirée par Horace (chez l'auteur, 23, rue de Leningrad, 75008 Paris).

Sociétés

LOUIS-JEAN CALVET. — *Les Jeux de la société* : Le rôle de l'activité ludique dans le processus de reproduction idéologique de la société. (Fayard, 226 p., 35 F).

PIERRE BELLEMARE ET JACQUES FLOREN. — *Histoire d'une petite vallée qui, peut-être, n'existe plus* : Une suite de récits raconte la petite vallée normande où P. Bellemare passa son enfance. (Stock, 288 p., 39 F).

Histoire

ABRAHAM DE WICQUEFORT. — *Chronique descombats de la Fronde* : Présentée par Robert

Mandrou, le récit de la rébellion, par un Hollandais du dix-septième siècle. (Fayard, 222 p., 49 F).

JEAN FAYARD. — *Philippe le Bel* : La fin de la Belle Epoque du Moyen Age. (Fayard, 584 p., 65 F).

Sciences

JEAN-JACQUES BARLOY. — *Les sciences de la préhistoire* : Le chroniqueur animalier du Monde fait le point sur ses connaissances paléontologiques. (Erance-Empire, 230 p., 38 F).

Religion

MERCELA ELIADE. — *Histoire des croyances et des idées religieuses* : Des religions antiques au triomphe du christianisme, le second tome d'une œuvre monumentale. (Ed. Fayard, 516 p., 96,50 F).

Philosophie

BRONISLAW BACZKO. — *L'avenir des sociétés* : A partir de l'imaginaire social du dix-huitième siècle, les rapports entre l'empire et l'histoire. (Ed. Fayard, 416 p., 99 F).

en poche

Mort et pouvoir

On se souvient peut-être que, à la fin de l'année 1944, félicitant de Gaulle qui lui rendait visite, Staline lui confia : « En réalité, il n'y a que la mort qui gagne. » Mot illustre que complète, sur un mode plus triviale, celui de ces humoristes anglais exhortant ses lecteurs à « ne pas prendre la vie trop au sérieux, car vous n'en sortirez pas vivants ».

Que l'homme soit un être pour la mort, selon la pesante formule heideggerienne, vailé qui ne cesse d'être ressassé. Encors feint-on le plus souvent d'ignorer que le mot « mort » n'est pas prononcé de la même façon suivant les âges, les conditions et l'époque ; il faut le traduire. C'est à ce travail de traduction, d'explication, que s'est attelé l'anthropologue Louis-Vincent Thomas dans un petit livre accessible, nuancé et généreux, s'articulant autour de deux concepts-fétiches : la mort et le pouvoir.

Reprenant à son compte la phrase célèbre de Gladstone : « Montrez-moi la façon dont une nation ou une société s'occupe de ses morts, et je vous dirai avec une remarquable certitude les sentiments profonds de son peuple et sa fidélité envers un idéal élevé », Louis-Vincent Thomas s'est appliqué à décrire la gestion du mourir, particulièrement les artifices de la thalassothérapie, et les rites funéraires de nos sociétés dominées autant par le cannibalisme marchand que par des impératifs technobureaucratiques. La mort — même assoupée — n'y apparaît guère plus reconfortante que la vie, l'une et l'autre se confondent d'ailleurs dans cette médiocrité climatée, incolore, incolore et interchangeable, où s'éprouve notre économie libidinale.

ROLAND JACCARD.

* MORT ET POUVOIR, de Louis-Vincent Thomas, Petite Bibliothèque Payot, 212 pages, 15 F.

en bref

« L'ESPRIT DU MONDE », tel est le titre du Journal illustré dont le premier numéro paraîtra prochainement, et qui sera publié sous la direction de Denis Clair et Jean-Marie Buzat. Cette revue, qui veut se situer à un carrefour de la vie culturelle sans exclure de genres, de modes, de disciplines, loin des ghettos et des élites de chapelle, annonce parmi ses collaborateurs : François Girard, Michel Jobert, André Assolant, François Chérel, Pierre-Jean Rémy, Marc Blancpain, Jean Ricardou, Jacques Lacarrière, Vercoq, Jean-Pierre Le Dantec, etc.

« NUL NE S'ÉTONNERA QUE LA « GRANDEUR A HENVOIS AUX MOTS FRANCE ET UNITE ou bien que la « souveraineté » s'écrit avec indépendance et peuple dans cet « Index des thèmes de l'œuvre du général de Gaulle » (Flon, 190 p., 60 F). Ce document, édité par l'Institut Charles-de-Gaulle par un groupe de travail présidé par François Goguel, aborde tous les sujets chers au fondateur de la V^e République à l'attention des dirigeants, des penseurs, des maîtres de notre temps et aussi des étudiants. En annexe, figure la liste des collaborateurs personnels du général de Gaulle de 1946 à 1969.

« UN « DOSSIER NOIR DU COMPTE D'AUTEUR », d'une cinquantaine de pages, sera présenté au cours de la prochaine réunion de Comité des auteurs contre le racket de l'édition, à 20 heures, au café le Tambour, place de la Bastille, à Paris.

« L'ESPRIT ET LES FORMES », une nouvelle collection d'esthétique publiée par les éditions Klincksieck. Dirigée par Hélène Béron-Guerry, elle a pour objectif de rendre accessibles au lecteur français les « textes-phases », particulièrement étrangers, qui ont renouvelé la réflexion esthétique. Deux volumes sont déjà parus : « Abstraction et Ethnologie », de Wilhelm Worringer, avec une présentation de Denis Vaillet (171 p., 40 F), et « Textes esthétiques », de Schelling avec une présentation de Xavier Tilliette (255 p., 74 F).

« UNE NOUVELLE COLLECTION », DES « DESINIS », est annoncée aux Editions Librairie. Celle-ci voudrait être à l'origine d'une œuvre complète entre un écrivain d'aujourd'hui et un personnage illustre (Flon, Aimé, Xavier Grail dressent une « série pour Lemaître », entre Ernest Fenollosa et Jean-Luc Maxence fera resurgir, avec « l'ombre d'un poète », la silhouette de Jean-Pierre Ricœur, fondateur de Cahiers et critique acerbe de « Göttingen ».

« LA VILLE ET LE SYNDICAT D'INITIATIVE DE BOURGES ATTIREBENT UN FIBRE DE 200 pages tous les deux ans à l'auteur d'une œuvre en prose ou en vers qui pourrait contribuer au rayonnement de la ville et de sa province. (Rem. et dépôt des manuscrits à l'Atelier de ville de Bourges avant le 31 décembre 1978).

صكنا من الامل

romans

L'étrange entreprise de Viviane Forrester

Un discours et une histoire en lambeaux où les roses deviennent des charniers.

LES lecteurs connaissent l'interrogation que Viviane Forrester développe dans ses livres sur les rapports qui se nouent et se dénouent entre le corps et le récit, entre l'écriture, l'histoire et les histoires. Il suffit de se remémorer le Corps entier de Marjón, paru en 1976, ou la préface à Trois Guinées, de Virginia Woolf, intitulée l'Autre Corps, pour en saisir l'urgence et la permanence. Aussi surprenant que soit le nouveau roman de Viviane Forrester, Vestiges, il s'inscrit dans le droit fil de cette recherche.

(la campagne anglaise) permet enfin à la « situation » de s'inscrire. Non pas la situation romanesque, mais celle qui tente de se dire par le biais du discours romanesque : « La situation ? Quelle ? Naître ? Être quoi ? Né (e) ? » Ces vestiges de vie dessinent le panorama de la mort. Ce qui ne voulait pas être dit, soudain, interrompé le texte, surgit :

Et je n'en peux plus d'être là avec ces corps qui tombent. Les pères. Et cette chose qui tue. Et dont je suis coupable. [La vie]

Il y a du pathétique dans l'ouvrage de Viviane Forrester. On aurait tort de vouloir trouver qu'un exercice de style, ou de saisir quelle variation sur la modernité. C'est plus grave que cela. Il y a, ici, des aveux qui engagent l'auteur — et concernent (par la fatalité du glissement) le lecteur. HUBERT JUIN.

* VESTIGES, de Viviane Forrester. Coll. « Tel Quel », Éditions du Seuil, 125 pages, 35 F.

Intermittences du cœur et lumières de la ville

Jacques - Pierre Amette bat les cartes du temps.

Le style des écrivains, c'est une question de peau. On est attiré ou non. Jacques-Pierre Amette réussit à nous séduire par sa manière de percevoir et de dire les lumières d'une ville sous la pluie, le mystère d'une campagne friennaise ou la fuite d'une route nocturne d'avances. Il y met une extrême vivacité.

Dans son dernier roman, La Nuit tombante, il sait aussi nous donner le sentiment du temps qui passe à travers la description du temps qu'il fait. Il suggère à tout moment, de cette façon, la vulnérabilité des gens et des jours.

Jacques-Pierre Amette a écrit l'histoire d'un couple : Anna et Laurent. Mais il s'agit moins d'une histoire que d'une suite de moments discontinus. La vie conteste la cohérence et la tranquillité de la fiction. Des visages se dessinent fugitivement dans cette Nuit tombante. Anna

et Laurent apparaissent alternativement. Anna, dans les rues de Paris, et Laurent, dans une maison de la Beauce. Parfois, on les voit ensemble. Mais réunis ou séparés, ils continuent de se chercher l'un l'autre et de se tourmenter. Les mots sont plus déchirants que les silences et plus douloureux que les moires. L'éloignement blesse autant que les retrouvailles. Anna et Laurent se promènent, incertains et incertains, dans le siècle. Leurs émotions, leurs sentiments clignotent parmi les « halos pluvieux ». Les intermittences du cœur se confondent avec les ombelles et les chagrins de la saison. Le passé, le présent se mélangent : l'auteur bat les cartes du temps. On ne sait qui sortira vainqueur, vaincu de ce jeu. Jacques-Pierre Amette ne termine pas l'histoire de ce couple. De sa manière légèrement narquoise, il se contente de dire que l'existence, quand on la considère, est assez pathétique.

FRANÇOIS BOTT. * LA NUIT TOMBANTE, de Jacques-Pierre Amette, Le Seuil, 125 p., 35 F.

Tarots, sectes et révolutions

Serge Brambey, dans son premier roman, essaie de reconstituer le puzzle d'une vie.

QUI est le fou de l'itinéraire du fou, premier roman d'un jeune homme de moins de trente ans ? Un vrai roman qu'on lit d'une traite, tout au bonheur de trouver un romancier qui raconte une histoire, qui sait raconter, qui trame une intrigue avec des matériaux tirés de sa vie à lui, de ses voyages, de ses lectures, de ses obsessions, mais qui, délibérément, refuse le psychologisme, le rombrilisme, les bons sentiments (et les autres), sans nous faire la leçon, sans autre provocation, finalement, que celle de nous lancer dans une romanesque aventure... Qualités et forces dans le roman d'aujourd'hui que ce livre, paru inconnu il y a plus de six mois, mériterait bien d'avoir sa place dans la course aux prix — ce qui n'apparaîtrait peut-être à l'auteur que comme un avatar supplémentaire dans l'itinéraire de son fou !

Serge Brambey est né en Tunisie en 1949 : il a beaucoup boursiné ; au Pakistan, où il a pendant deux ans enseigné le français — comme son person-

nage, — en Amérique latine et aux États-Unis — qui servent de cadre à son livre. Après avoir touché à tout, la photographie, le graphisme, l'illustration, le journalisme, l'éthnologie, il s'est essayé au roman. Le « fou » de son livre est un pion dans un jeu : pas celui des échecs, qui avance en diagonale, toujours sur la même couleur, mais celui des tarots, un homme qui marche les yeux levés vers le ciel, un aveugle, dirait-on, tenant un bâton d'une main, son maigre baluchon sur l'épaule, ses chaussures trempées sur les jambes laissant voir ce qu'elles devraient cacher ; un chien mord son mollet gauche, mais, loin d'arrêter le fou, la morsure semble hâter son achèvement vers son inéluctable destinée.

Des impulsions irraisonnées

Francis Hélias, le « fou » du livre de Serge Brambey, est un vagabond qu'on a souvent rapproché de l'Évangéliste prodigieux de Jérôme Bosch. Inconscient, irresponsable, désoccupé, il se traîne à travers la vie en être passif qui ne sait où il va et se

laisse mener par des impulsions irraisonnées ; possédé, attiré et sachant peut-être que nul n'est maître de son destin, cet immense poursuit sa route au gré d'impulsions multiples et incohérentes, sans se demander où il va. Nous suivons Francis dans ses pérégrinations pendant quatre années (1973-1977) : envoyé par la « coopération culturelle » au Pérou, dans une ville moite de la jungle amazonienne, il s'initie par ennui, par désœuvrement, par solitude, à ce langage hiéroglyphique des tarots parce qu'il a épuisé les ressources de la bibliothèque locale ; apprécié comme devin de la colonie diplomatique — sans trop croire lui-même à ses dons, mais sans volonté de mystification — amant de l'ambassadrice par passivité, instrument irresponsable d'une révolution et d'une répression qui ne le concernent pas, mêlé à un trafic d'armes contre quelques milliers de dollars glissés entre les pages des œuvres de Léon Bloy, Francis devient France, émissaire grisé d'un « gourou » à sa suite, le Maître de la secte « Fraternité et Lumière » (un million et demi d'adhérents), Amaru, grand sorcier du marché de Lima, condamné de droit commun. Il n'y a pas, on le voit, de « héros positif » dans cet itinéraire.

L'aisance et la souplesse du phrasé

Le style colle si parfaitement au sujet qu'on ne remarque pas tout de suite l'aisance et la souplesse d'un phrasé qui suit tout à fait la fragmentation du récit, où toutes les pièces s'imbriquent parfaitement comme dans un puzzle, le puzzle d'une vie, dont Francis le Fou (comme le Pierrot de Jean-Luc Godard) n'arrive pas à reconstituer l'image. Mais quand le sujet semble sur le point de se révéler, « les morceaux s'emboîtent, se déjoignent, gonflent, rétrécissent, une nouvelle lacune se creuse, le puzzle se désintègre... ». La sonnerie du téléphone le réveille : son interlocuteur raccroche sans prononcer un mot.

La folie tout comme l'irresponsabilité ne sont certes pas des excuses. Serge Brambey ne dit pas le contraire. Mais il a le mérite de ne nous faire la morale.

NICOLE ZAND.

* L'ITINÉRAIRE DU FOU, de Serge Brambey, Flammarion, 270 p., 48 F.

LIVRES ANCIENS ET MODERNES. Catal. n° 1 « Érudition, XVI^e s. » disponible à la LIBRAIRIE L'AMATEUR 3, P. 105 59115 GENÈVE T.M. (20) 90-02-23

QUELQUES PAS DANS LA FOLIE

BOB rejoint l'asile, où il entre en placement volontaire. Il n'en est plus qu'à quelques pas et il lui reste deux heures à attendre. Que faire, sinon penser à Elvira, aux onze semaines passées avec elle ? Sans compter les nuits de mitraillesuses. Fou, Bob ? — pas entièrement : il n'avait pas encore été interné. Mais tout en attendant, ce oui, il s'agit de quelqu'un qui ne se trompe pas et lorsqu'il planait un peu moins lourd, il s'en rendait compte aussi bien que n'importe qui. Mais comme, de toute façon, c'était justement là, à la maison des fous, que présentement il se rendait (il y serait après avoir franchi un rideau d'arbres où il y avait peut-être, ou peut-être pas, des nids de mitraillesuses), la différence entre fou et fou au puissance tendait à diminuer : régulièrement. Et ça, il n'était pas assez givré pour ne pas le redécouvrir chaque fois qu'il mettait un pied devant l'autre.

Vous savez, le folie, on peut en discuter. Mais une bonne fois, c'est sérieux. Il faut suivre la filière. Bob est là pour ça. « Pour lui, le début de l'asile — on disait de plus en plus hôpital psy ou H. P. — c'était toujours la prise en charge. Et ça, il ne savait pas très bien quoi en penser. Que eux, les psy, le sachant, ne changeait rien au fait que lui, Bob, il aurait bien aimé que ce soit lui, Bob, qui la sache. »

En attendant, il revoyait sa vie, Man Oulsette, qui « savait pas, elle non plus, très bien aimer ». Et Elvira... « Il n'avait pu fournir à la demande qu'invariablement il lui semblait entendre lorsqu'elle se mettait toute nue... »

Et il pense à Pé Anthrax, qui n'a échappé aux Shikas que pour mieux traverser sa locomotive Pacific contre les murs du dépôt.

Bob joue à la marelle avec sa folie, avec cette logique décalée, décalée par rapport à l'officielle.

Et puis, les deux heures écoulées, il décide de ne pas entrer à l'asile. Il dit : « Je n'ai pas ». « SAUF QUE LES INFIRMIERS NE LUI EN AVAIENT PAS LAISSE LE CHOIX. » Ils n'ont sans doute pas la même logique. Pourtant, eux aussi sont en placement volontaire...

Robert Pégibon, pour son premier livre, sait lire, le meilleur de ce sujet grinçant. Il nous offre une histoire de fou vécu avec humour. Ce qui n'empêche que Bob ne s'ait pas trop quoi en penser. CLAUDE COURCHAY.

* ELVIRA OU LES LUNETTES À OXYGÈNE DE LOUIS XIV, de Robert Pégibon, Flammarion, 210 pages, 35 F.

L'enfer

Cette image de la mère s'inscrit au centre de Vestiges, c'est elle que le glissement des phrases françaises ou anglaises les unes dans les autres, que le jeu des mémoires en continue mouvançe, désignent comme objet principal du récit raconté : « Il n'y a que des mères et des mères. » Et que dire ? Pourquoi ? Écrire quoi ? Comment finir, en finir, abattre la tour, parvenir au bout ? Au centre géographique du livre, l'un des « Je », qui sont ici en jeu, constate : « Qu'ai-je écrit ? Peu de chose. La tristesse évanouie d'une femme depuis morte. Corps (crépuleux) de la mère. Les pères, toujours ailleurs, indifférent et qui soignent ses roses. L'étrang, la tour. » Puis un héros disparaît sans se réveiller : Eric. La campagne anglaise conçue comme paradis perdu, c'est-à-dire : enfer intime. Et c'est vers la campagne anglaise désormais interdite que s'étend le récit : « My very own inferno... »

Les glissements incessants du récit font basculer les perspectives : le territoire de Vestiges est celui de la vie, dans de la mort. Les roses du jardin deviennent charnières : « Châteaux d'Auschwitz, d'enfance, Arbeit, châteaux châtien, étrange, à 5 kilomètres, grillade au feu de bois. Sibérie à tant de kilomètres, camps. L'étrang rouge de sang, menstrues de ma mère, odeurs de volcans, de romi, glaires mûres, et l'espace sainte. » Le corps de la mère devient, lui aussi, charnier, mais d'humours, de mollesse. La masturbation qui est son vice (du moins, dans la mémoire du fils par laquelle seulement nous la percevons), ses amants, cet abandon, ce mouille, tout cela dit l'horreur. On lit : « Ce qui me folioque, c'est la tristesse. » Et surtout : « No more bodies, no more... »

Le texte, à ce moment, devient un enlacement de cris : d'un homme vers un jeune garçon, d'un fils vers la mère, de la mère vers ses amants. La scène

Relation de voyage du Lord Macartney à la Chine

dans les années 1792, 1793, 1794. UNE « LONGUE MARCHÉ » AU XVIII^e SIÈCLE. Enfin un livre différent. « Pour tous ceux qui, depuis dix ou quinze ans, réfléchissent sur la Chine communiste en lisant les récits éternellement partiels des voyageurs occidentaux. » EMMANUEL TODD | LE MONDE 45 F. AUBIER

CHAIM POTOK LA PROMESSE ROMAN

par l'auteur de « Je m'appelle Asher Lev ». Un récit émouvant qui reflète les grands courants religieux et psychologiques de notre temps. BUCHET/CHASTEL

Frédéric II de Hohenstaufen par MARCEL BRION de l'Académie française. Marcel Brion consacre un livre flamboyant à l'un des plus étonnants souverains de l'histoire : Frédéric II, l'académicien et le roi aussi bien le caractère de cet étrange monarque que son action administrative et politique. Il réussit à approcher dans le même mouvement l'homme d'État le philosophe, le savant, le lettré, le constructeur. Frédéric VALLOIRE Valours Actuelles 280 pages, 44 F. TALLANDIER

Vous revenez de Grèce ? Vous partez en Grèce ? Revivez vos vacances, rêvez-les... JACQUES LACARRIÈRE Promenades dans la Grèce antique.

JACQUES LACARRIÈRE PROMENADES DANS LA GRÈCE ANTIQUE. « On s'embarque pour un voyage qu'on qualifierait d'imaginaire si, justement, il n'était si réel. On peut le faire à Paris, au mois d'août, et l'on se réconcilie avec soi-même, avec le voyage, avec la Grèce de toujours. Mais, naturellement, si vous partez en septembre, n'oubliez pas d'emporter Lacarrière. Et relisez-le au retour. » ROSA LAISNÉ (L'Express). « Connaisseur des grandes routes de l'Érudition, expert des chemins de la découverte, Lacarrière est aussi familier des sentiers buissonniers de la littérature. » CLAUDE ROY (Le Nouvel Observateur). « Un trésor pour ceux qui l'ouvriront... quel beau quatre mains ! » FRANÇOISE XÉNAKIS (Le Matin de Paris) 44 F. HACHETTE

romans

Deux «meilleurs ennemis» sur un cheval pâle

(Suite de la page 15.)

Se dissipent les brumes du passé et avancent sur le devant de la scène, Renaud Ferrier, qui bâillonne Belle-Rive pour compenser une noble lâcheté et qui vit en patriarcat dans sa demeure cernée d'aracarias et de bougainvillées; la mère de Geoffroy, qui recourt à la bouteille de cognac cachée dans la niche de son pékin...

plates, avec le sexe tranché qu'on avait cousu au fil de fer entre les lèvres; et encore: Geoffroy se projetant dans le bureau d'un officier à travers les débris de bois et les éclats de vitres...

« L'orgie coloniale »

D'autres scènes surgissent, inhumaines: Si Saïd organisant un manuscrit spectaculaire pour affaiblir l'ennemi (« corps démantibulés, nus, devant les ventres ouverts, bourrés de cailloux, les entrailles répandues tout autour, les pieds et les mains calcinés, les têtes détachées du tronc posées sur un socle de pierres

Et que pouvaient faire Marx et Jésus dans ces « dernières flammes de l'orgie coloniale » où se consume la folie aventure de généraux à qui le désespoir tenait lieu de politique, juste avant la mise à sac du pays par ceux dont la révolution « était une manière de s'adonner le gâteau laissé par les colons »?

Dans cet état fantôme où Ferhat Abbas, Ben Khedda « incarnent des morales périmées, incapables de résister aux dents et aux griffes des loups », où Ben Bella « ouvrirait bien nationaux les bords de l'espérance assés qu'assortit son prestige et consensuel son faucon présidentiel en train de basculer »...

Et enfin, comme si le ciel se déchirait, comme si les nubes de l'apocalypse se dispersaient et libéraient une terre dépeçée et pantelante, la dernière vision de Geoffroy ensanglanté et de Salah disparaissant dans l'éclat de la foudre, emportés au galop d'un cheval pâle, au-delà des nus et des morts.

BERNARD ALLIOT.

poésie

Yves Martin, piéton de Paris

• Une manière de journal intime.

YVES MARTIN, admiré d'une poignée de poètes et de spécialistes, est aux la places de Paris une sorte d'œuvre nocturne, qui fait trois petits tours, s'en va, revient pour disparaître encore, après avoir jeté quelques manuscrits dans les poubelles...

Il se réveille brusquement: un jour vite. Un jour connu, un semblable à la lecture. D'une page de « L'assassinat considéré comme l'un des Beaux-Arts »...

pas s'identifier à elle: la symphonie ne doit pas s'émouvoir et il y a lieu, aussitôt l'échange accompli, de fuir. Entre-temps, on rêve, on s'extrapole, on lit en soi comme en un poète maudit. On se console de son errance par la beauté d'un sémaphore, du côté de la place de l'Europe, au des yeux sournois d'un chat de gouttière, porte des lits.

heures aux autres, ce qui est moins douloureux que de s'apartenir. L'errance reprendra, dans le quotidien fabuleux des dimanches qui se vomissent, et des livres qu'on ne relit que noyés d'alcool.

ALAIN BOSQUET.

• JE FAIS BOULLE MON VIE. Yves Martin. Le Poète de l'Épée, Guy Chazotte, 60, boulevard Richard-Lenoir, Paris, 186 pages.

essais

LES ÉCRIVAINS DE L'ESPERANCE

• La littérature d'inspiration chrétienne et sa modernité.

AVEC l'Évidence et le Mystère, Joseph Majault s'interroge sur la littérature d'inspiration chrétienne, aujourd'hui, et tente de reconnaître en elle les traits de la modernité. François Mauriac a été, pense-t-il, le dernier grand écrivain catholique d'une certaine tradition.

L'amour humain et l'amour de Dieu

André Frossard, Maurice Clavel, Gilbert Cesbron, Jacques de Bourbon-Busset, Jean Sullivan, Jean-Claude Renaud sont ici évoqués, mais les trois derniers paraissent à Joseph Majault les plus représentatifs de la sensibilité d'aujourd'hui. Ce choix est déjà une prise de parti, et le lecteur pourra regretter de grandes absences.

apparaissant comme le langage que Dieu parle aux hommes. Cette idée n'est ni nouvelle ni spécifiquement chrétienne, car elle est présente dans d'autres religions; ce qui est nouveau, c'est qu'elle soit répandue dans le public avec un caractère d'évidence et qu'elle colore aujourd'hui la vie spirituelle des chrétiens.

Une aventure personnelle

Comme le souligne Joseph Majault, la foi apparaît comme une aventure personnelle et la plus personnelle des aventures. Frossard, Clavel, ont raconté leur « rencontre » avec Dieu; illumination inattendue, inespérée, certitude de la Présence qui se donne avec la violence bouleversante du coup de foudre.

JOSANE DURANTEAU. L'EVIDENCE ET LE MYSTÈRE, de Joseph Majault. Le Centaure, 186 pages, 34 F.

Le nouveau Gomez-Arcos. Scène de chasse (furtive). son roman le plus violent, le plus fascinant. « Un livre implacable et merveilleux ». Françoise Xénakis - Le Matin. Stock

Document « UN JOUR... IRÈNE VIVRA » par Alain LAVILLE. Elle avait dix-sept ans. Une erreur médicale après une banale opération de l'appendicite. Un trop long arrêt cardiaque. Irène Palumbo est partie pour l'infiniment lointain voyage du coma.

Air Canada. Chaque jour de la semaine, un vol Paris-Montréal-Toronto*.



Chaque jour, à 11 h 25, vous pouvez prendre le vol 871. Il vous amène directement à Montréal, puis continue jusqu'à Toronto où vous trouvez des correspondances pour la Côte Ouest. Avec Air Canada, vous voyagez dans des 747 ou des L 1011 Tristars spacieux et confortables.

* A partir du 18 septembre 6 vols par semaine. Une compagnie de bonne compagnie.

AIR CANADA

صوتك في العالم

Vertical advertisement on the right side of the page, containing various notices and text fragments, including 'Le Monde' and 'premier... d'œuvre'.

RÉÉDITÉ PAR LE ROBERT. LE DICTIONNAIRE UNIVERSEL DE FURETIÈRE: LES MOTS, LES ARTS, LES TECHNIQUES, LES GRAVURES DU XVII^e SIÈCLE.



C'est le "Furet", le curieux de tout.
Mais c'est surtout l'homme
du Dictionnaire Universel.

Septembre 1978 : Le Robert
décide de rééditer un dictionnaire
de 1690. La preuve est faite : nous

MOT. subst. fem. Parole d'une ou de plusieurs syllabes. Les Dictionnaires doivent contenir & expliquer tous les mots d'une langue dans un certain ordre. Les Grammaticiens divisent les mots en huit parties d'oraison. En mots primitifs, dérivés, composés, synonymes, équivoques, &c. les figures grammaticales, des mots qui y apportent quelque changement, sont *syncope*, *apocope*, *apoptrophe*, *diérèse*, *aphérèse*, *prothèse*, *épenthèse*, *paragoge*, *transmutation* ou *metathèse*, &c. qui sont expliqués à leur ordre.

n'oublions pas nos ancêtres. La langue française est toujours vivante. Voici donc en trois volumes magnifiquement reliés le chef-d'œuvre d'Antoine Furetière, le

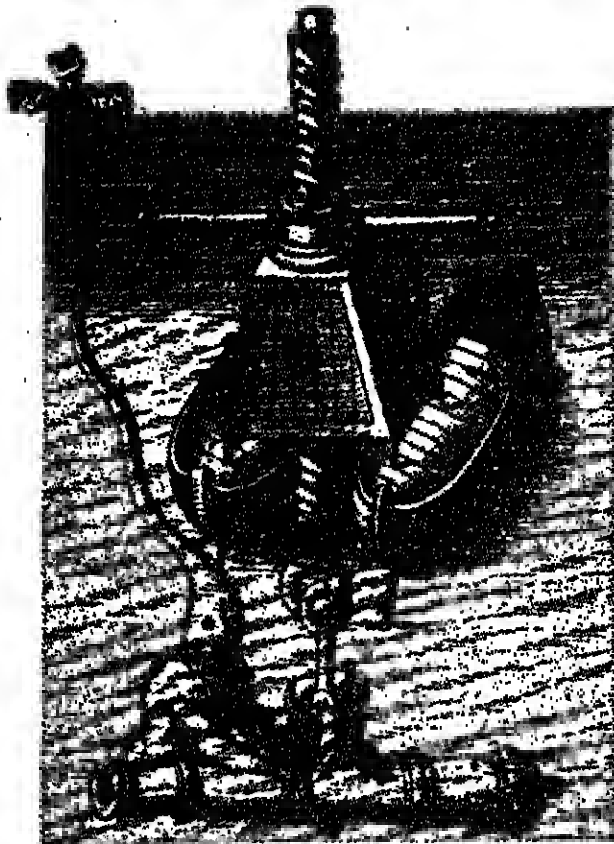


"Lire dans le texte le Loup et l'Agneau".
Dans le Furetière vous retrouverez la langue de La Fontaine,
de Corneille, de Molière, de Voltaire et de Rousseau.

premier dictionnaire encyclopédique de la langue et de la culture classiques.

Au texte original de 1690, ont été ajoutés :

- une biographie de Furetière et une étude sur le Dictionnaire par Alain Rey,



Les scaphandriers du XVII^e siècle : savez-vous que les hommes-grenouilles du grand siècle s'appellent les plongeurs ?

XVII^e siècle, une évocation souvent surprenante de la vie quotidienne sous Louis XIV.

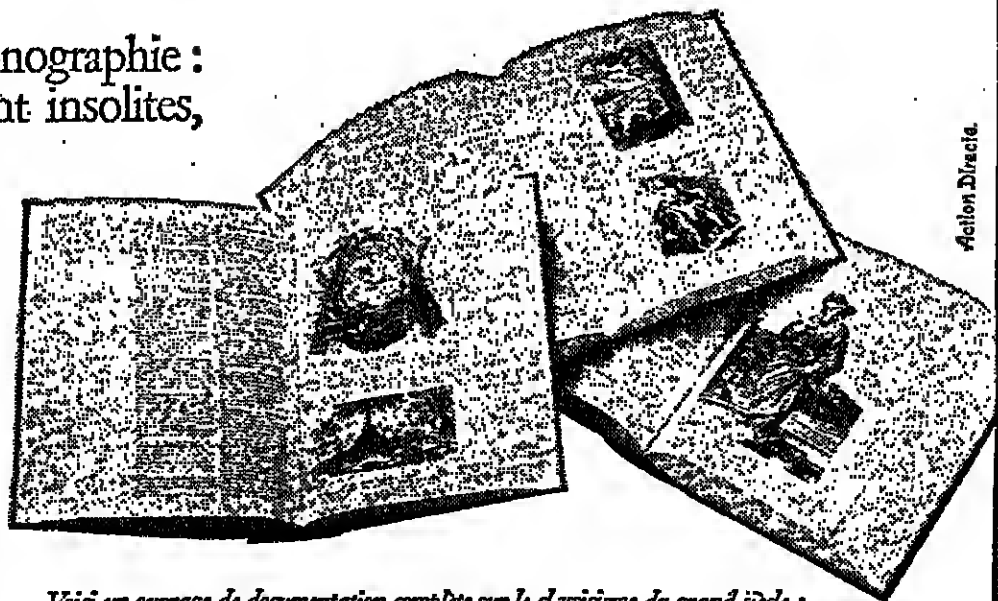
Vous retrouverez les racines d'une langue que vous aimez, le sens perdu d'une époque, le poids des mots et, par ce voyage dans le temps en 3 volumes, vous élargirez votre vision du XX^e siècle et approfondirez votre culture.

Pour découvrir tous les services que vous rendra le Dictionnaire Universel de Furetière, recevez chez vous, sans aucun engagement de votre part, notre documentation complète.

- une importante iconographie : 165 gravures, souvent insolites, des plus grands artistes du XVII^e siècle,
- un répertoire des principales références employées dans le Dictionnaire,
- une bibliographie très complète,
- un vaste index thématique mettant en œuvre la méthode analogique des dictionnaires Robert (pour le seul mot "blason", l'index renvoie à près de 500 termes!).

Grâce au Furetière, vous connaîtrez tout de la langue classique, celle des courtisans comme celle des artisans.

Vous découvrirez une étonnante description des arts, des techniques et des artisanats du



Voici un ouvrage de documentation complète sur le classicisme du grand siècle : 3 volumes, 2504 pages, format 22 x 30 cm, 165 gravures d'époque, reliure skiverex havane dorée pleine face et dos, papier bouffant teinté 90 grammes.

LE DICTIONNAIRE DE FURETIÈRE: POUR MIEUX COMPRENDRE LA CULTURE DU XVII^e SIÈCLE, POUR MIEUX APPRECIER LES MOTS DU XX^e SIÈCLE.

GRATUIT **BON DE DOCUMENTATION**

Envoyez-moi gratuitement et sans aucun engagement de ma part une documentation complète sur le Dictionnaire Universel d'Antoine Furetière en 3 volumes.

M., Mme, Mlle _____
Adresse _____

A retourner sans affranchir à S.N.L. Le Robert
107, avenue Parmentier - 75011 Paris.

Adrien Drocq

FUR-M-A

lettres étrangères

Les jardins défigurés de José Donoso

Ce que Claude Fell avait noté lorsqu'il présenta Donoso dans ces pages, il y a plus de neuf ans, c'est la force du désespoir qui imprègne cette œuvre, inhabituelle dans les lettres sud-américaines contemporaines (1). C'était vrai pour l'Obscène Oiseau de la nuit (La Saul, 1972), un carnaval grotesque et goguesque qui força l'admiration de Buisson et que d'aucuns ont considéré comme la réplique chilienne de *Gent ans de solitude*. C'était vrai aussi pour *Ce lieu sans limites* (Calmann-Lévy, 1974), une préfiguration de l'enfer où l'être humain erre sans fin, condamné à l'andamanisme de soi, ou, dans le meilleur des cas, à la solitude éboulée.

C'est vrai encore avec *Ce dimanche-là*. La récit prend la forme d'une introspection. L'écrivain nous propose l'analyse dédoublée d'un couple, un couple vieillissant de grands bourgeois chiliens : la leçon n'est pas très gaie. L'homme, un notable desséché, enregistre avec une attention maniaque les progrès du mal incurable qui va l'emporter. Il fait le bilan de ses chagrins et de ses échecs. Le vieux déclinement letin qui oppose accomplissement charnel et conjugalité sans en raison de lui, le narcissisme et l'absence de sincérité aussi.

Le femme, elle, ne s'est épanouie que dans l'amour grand-maternel, dans l'exacte complicité qu'elle cultive avec la magie de l'enfance. Elle a ses bonnes œuvres qui plus est, car elle éprouve une inconsciente fascination pour les bas-fonds, qu'elle masque sous la volonté de soulager la misère d'autrui. A fréquenter les bidonvilles et les pénitenciers, elle se perdra. Un personnage mélancolique, sorte d'incarnation des forces sauvages qui doivent un jour ravager l'insolente tranquillité de ces beaux quartiers, et dont elle s'éprend — pieusement — l'entraîne vers la catastrophe. La sublimation, non plus, ne paie pas.

Cette relation intense, trouble, chargée de rancœurs, de frustrations sociales et sexuelles, est admirablement saisie par Donoso. Elle a un cachet jamaïcain. C'est le charme essentiel du livre. A quoi s'ajoute celui d'une poésie vénéneuse — si bien rendue dans la traduction par Mathilde et Albert Bensoussan — cet art que Donoso partage avec Bassani d'évoquer les mondes qui chaviront, les maisons qui s'écroulent, les êtres qui se dissolvent et les grands jardins défigurés d'après la tourmente.

FRANÇOISE WAGENER.

(1) 17 mai 1969.

* CE DIMANCHE-LÀ de José Donoso, traduit de l'espagnol par Mathilde et Albert Bensoussan, Calmann-Lévy, 256 pages, 46 F.

Un Narcisse des temps modernes

Dans une prison imaginée par John Cheever.

FZECHIEL FARRAGUT, Fratricide, condamné à l'âge de dix ans, matricule 734-50-32. Régime de Charles à l'âge de six mois, confirmé à onze ans, croyant Ancien professeur d'université, drogué chronique, ne se sépare jamais de son *Desertes*. Considère que prétendre à des extases en dehors des paradis de l'Église, c'est s'exclure soi-même de la communauté. Que l'image la plus universelle de l'humanité n'est pas l'amour ou la mort, mais le jugement dernier.

Falconer, c'est la prison — maintes fois dénommée et renommée : Maison de redressement, Pénitencier fédéral, Centre de rééducation, et aujourd'hui Maison d'Europe. Les gardiens sont devenus des « officiers » et les bagnards des « pensionnaires ». Mais le questionnaire inquisiteur en cinq cents points n'a pas changé : « Craignez-vous les microbes sur les poignées de porte ? » Ni l'accueil du chef : « Nous sommes ici pour vous aider. Jusqu'à ce que vous éprouviez la honte de votre acte, il n'y aura pas de place pour vous dans la société ».

La visite de Marcia, l'épouse de Farragut. La quarantaine, il se souvient. Des journées devant le miroir : « Y a-t-il dans ce pays une seule femme de mon âge aussi belle que moi ? »

L'histoire d'un collègue de prison. Si vous écoutez jusqu'au bout, si vous donne une tranche de jambon cru. Un jour, un jeune homme l'aborde dans un restaurant chinois. Il se retrouve dans un motel. L'adolescent passe des heures devant la glace de la salle de bains avant de le rejoindre. Le lendemain, on le retrouve à la morgue.

L'aventure de Farragut, lui-même. Le sage lecteur du *Discours de la méthode* tombe amoureux de sa propre jeunesse à travers la personne de Jody, son benjamin de vingt ans, le séducteur professionnel de la prison. Le narcissisme pourquoi pas ? Narcisse ne se mirait-il pas dans

la rivière ? Mais alors, l'eau reflétait des saules, des nénuphars, le soleil ; — et un Narcisse en harmonie avec une nature en paix. Aujourd'hui le Narcisse de Cheever ne perçoit de lui-même qu'une image réduite, cassée, menaçante. Comme il l'eau était bombardée de pierres. Il déchire et se sentredéchirer. Comme il se sent, comportement privé reflétant l'état de guerre de la société civile tout entière. Il est condamné à la solitude. Comme s'il était ainsi plus facile de le maintenir sous contrôle.

Le Narcisse des temps modernes doit être « docile » et « utile » dans les prisons comme dans le monde libre. Aussi le soumet-on, ici comme ailleurs, à la livelle aléatoire de la récompense et du châtiment. Le grandiose spectacle d'un cardinal qui atterrit dans la cour de la prison, et la classique humiliation des corps que l'on inspecte dans leur intimité. L'imposition d'un vaccin expérimental, et l'encouragement d'une homosexualité qui réduit les risques de révolte. Le chat — parfait exemple du système ! On l'autorise dans les cellules, mais, à la première désobéissance, on le massacre en grande pompe.

Des situations explosives, des personnages denses et pourtant rien d'excessif. Une esthétique de la discrétion qui rappelle le style efficace et raffiné du *New Yorker* des années 60, où parurent les premiers textes de Cheever à côté de ceux de Salinger et de Updike. Un beau livre, riche et calme, où l'ironie ne perd jamais ses droits : pour être vu et entendu de sa femme, qui ne dialogue guère qu'avec sa télévision, un personnage du roman décide de passer en direct dans une émission de quinze ou vingt minutes. De retour à la maison il trouve sa femme bouleversée. « Qu'y a-t-il, chérie, s'informe-t-il ? Ils ont tué la maman course, sanglote-t-elle. Et ont tué la maman course ». L'épouse avait regardé une autre chaîne.

PIERRE DOMMERMUES.

* FALCONER, de John Cheever, trad. de Fanchette par Michel Beatty, Seuil, 234 pages, 36 F.

ABONNEZ-VOUS A LA REVUE DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
ABONNEMENT 1978 4 NUMÉROS 50 F
Pour être informé sur : Expositions - Collections - Activités.
Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Mabonne à la revue de la BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
Règlement : chèque bancaire ou virement postal CCP Paris 0664-92 Y à l'ordre du Répertoire Ventes Catalogues de la BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
Adresse : 58, rue Richelieu, 75004 Paris Cedex 02. Abonnement de soutien : 30 F.

Michael McLure poète de l'animalité

Un Américain qui pratique une écriture des émotions.

MICHAEL MCCLURE, pour les Français, c'est d'abord et avant tout l'auteur de la pièce *The Beard* (Jean Harlow et Billy le Kid). En Amérique, elle avait fait quelque scandale. En effet, Jean et Billy s'y livraient à ce que Serge Fauchereau appelle assez joliment un « dédoublement », recourant à des mots que la censure réprime. L'Europe, elle, plus blasée, reçoit ces audaces sans tremblement. D'autres pièces de McLure attendent d'être montées ici : *The Feast* (Gor), dont le personnage central est un phallus ailé ; *General Gorysna*, super-héros en proie aux traumas managés et métaphysiques, avatar de la B.D. délirante ; *Gargoyles* (Carloons), pièces brèves à l'anmour robotrahit, etc.

Mais McLure est essentiellement un poète. Vivant en Californie à l'heure où Allen Ginsberg y possédait son *Furlement* (Howe), où Jack Kerouac et Neal Cassidy se désolaient à la marijuana ; où la *Beat Generation* rendait les multitudes électriques. Né en 1932 dans le Kansas, McLure a été abnégativement confondu avec celle-ci. Très profondément influencé par Robert Duncan (*Passages et Structures*, Bourgeois éditeur), poète qui, avec ceux du *Black Mountain College* et de la revue du même nom arracha la poésie américaine à un néo-classicisme étriqué, fade et triste, il ne pratique pas la *foi* de la vœufération, le *four-tout* qui ont été les marques de très nombreux beats.

Sa poésie beaucoup plus maîtrisée s'exerce dans une pensée nourrie d'Arthur, de Cummings, de Yeats, Blake et Milton, de Thoreau, mais aussi de Herbert Marcuse et Wilhelm Reich. Ce que McLure partage clairement avec les Beats, c'est sa revendication de « créature vivante ». On retrouve souvent dans ses poèmes — et *Clefs de Jaspur* est à cet égard remarquable — le mot « mammifère », qui a chez lui valeur symbolique. Initiatique. C'est un mot qui dit l'intérêt que McLure porte à la viande, à la biologie, à l'animalité foncière et nécessaire de l'homme. Pour lui la pensée est le fruit du corps entier : pieds, sexe, ventre, cerveau, bouche.

Parvenir à la « connaissance par les gouffres »

Serge Fauchereau, très justement, évoque dans sa trop brève préface une figure quelque peu oubliée : André Spire, qui assomait jadis le plaisir musculaire au plaisir poétique. De même, si McLure est « adonné à la drogue », c'est à la façon de Michaux, afin de parvenir à la « connaissance par les gouffres ». Il ne croit pas aux paradis artificiels et refuse la fuite. C'est pourquoi il a pu écrire des poèmes de circonstance (Vietnam sans renoncer à sa manière. « Je veux une écriture des émotions, de l'intellect et de la physiologie. » De cette fusion réussie, la plupart des poèmes du recueil admirablement traduit par G. Louisy et N. Follet, apportent le témoignage vivant.

McClure y déplore son génie d'inventeur de langage. « On ne connaît pas assez le bien qui peut émaner des mots. Il y a des langues sacrées et d'autres gardées secrètes. Tous les mots sont vrais quand on en use en toute liberté, bonne volonté et honnêteté. »

Cet usage de la parole, depuis *Byzans* de Saint-Geryon, *New book* de torture Star, *September blackberries*, Mc Clure n'a cessé de la pratiquer, ouvert et gal, attentif et réveur.

ANDRÉ LAUDE.

* CLEFS DE JASPUR, de Michael McLure. Édition bilingue, traduit par Georges Louisy et Nidra Potter. Préface de Serge Fauchereau. Christian Bourgeois éditeur, 176 pages, 45 F.

histoire

Adolf Hitler

(Suite de la page 15.)

Plus raisonnablement, il soulève en outre son portrait de détail peu connu, de contrastes négligés par de précédents biographes, qu'il a recueillis auprès d'acteurs ou de témoins importants de l'aventure nazie : Hélène et Ernst Hanfstaengl, Otto Skorzny, Erich Kempka, les généraux von Manstein et von Mantuffel, Ise Hess, la femme de Rodolph, Annelise von Ribbentrop, Elzmar Schacht, Albert Speer, et beaucoup d'autres.

Quelque cent soixante-huit personnages interrogés selon les méthodes pointilleuses de l'investigation yankee, des kilos de documents cités en référence, devraient enrichir substantiellement le sujet. Ils saisissent souvent la curiosité, mais ne dissimulent pas le mystère d'un des plus étranges tempéraments apparus parmi les hommes. Végétarien, amoureux des bêtes, doté d'une vaste culture politique, historique, musicale et architecturale, déboussaie et patient avec ses proches, affectueux avec ses compagnons, Eva Braun, qu'il appelait gentiment *Tenkappert* (Petite Chose, — le fondateur du III^e Reich n'en expédiait pas moins d'une âme égale les Juifs dans les camps d'extermination et ses propres compatriotes vers les grands abattoirs du front de l'Est.

Combattant héroïque de 1914 à 1918, prédateur de la mort et de la violence, insurpassable magnétiseur de foules, il ne supportait cependant plus la vue du sang ni d'un blessé en 1939, mais déclencha l'une des plus catastrophes de l'histoire, jeta des millions de cadavres derrière lui

et son pays sous les décombres sans le moindre regret. Quelle nature monstrueuse, bizarre, se dissimulait donc sous cette balourdante superposition de caractères antagonistes ? Ses intentions plus proches avouent qu'ils n'en surent jamais rien. « Toute réflexion sur sa personnalité augmente la difficulté de l'entreprise et rend le personnage encore plus insaisissable », constate Albert Speer dans son remarquable *Journal de Standa*. « Naturellement, il est assés de porter un jugement sur son rôle historique. Mais je ne saurais guère dépendre Hitler en tant qu'être humain. Sans doute, je pourrais dire qu'il était cruel, injuste, incessamment froissé, incapable de se dominer, orgueilleux et vulgaire, et affectivement tout cela est exact. Mais, en même temps, il était presque exactement le contraire... Je ne trouve que deux qualités qui lui soient inhérentes : une force de caractère et constituent le dénominateur commun de tous les contrastes réunis dans sa personne : il était impénétrable et fourbe. »

« Il y eut du carnassier dans cet oiseau-là »

Cité par John Toland, Peter Kleist confirme cette impression en quelques mots saisissants : « J'avais toujours été frappé de l'aspect de ses traits. Sa physionomie semblait composée d'éléments disparates, incapables de se joindre en un tout véritable. »

Au lieu d'entreprendre une

étude psychologique à partir de remarques aussi curieuses, John Toland présente un récit beaucoup plus conventionnel : c'est dans ces grandes biographies anglo-saxonnes, la loi du genre. Il retrace donc la vie de son héros d'après les événements, sans l'éclairer par sa nature complexe, et n'ajoute rien d'essentiel sur le fond, sinon sur les faits, aux travaux des précédents biographes, William Shirer et Joseph Fest. Sous sa plume Hitler apparaît sans doute meilleur fils, plus intelligent, plus cultivé qu'en beaucoup d'autres ouvrages. Le sien fournit des détails peu connus sur les années de misère à Vienne et à Munich, entre 1907 et 1913. Sauf en de rares endroits, le souffle manque presque tout au long du premier volume. Il vient par à-coups, dans le second, avec les chapitres consacrés à la déclaration de guerre en 1939, à l'époque de Rodolph Hess en Grande-Bretagne, deux ans plus tard, puis à l'affreux agone de 1945.

Au début de la campagne de France, en 1940, le quartier général du Führer s'appelait Jolment *Felsenstein*, le nid dans la montagne. En Russie, il baptisa plus rudement le poste *Wolfschanze*, l'autre du loup assaillant. Il y eut du carnassier dans cet oiseau-là. Malgré de louables efforts et une documentation colossale, John Toland saisi mal cet hybride — mais peut-on le peccer à jour ? Le nommé Adolf Hitler demeure bien un monstre, mais toujours un inconnu.

GILBERT COMTE.

* ADOLF HITLER, de John Toland. Ed. Pygmalion, deux vols, 505 et 402 p., 65 F. chaque tome.

L'errance des Grecs

D'Ulysse à Onassis.

LES Grecs ont très souvent immigré, d'Ulysse à Onassis. D'autres peuples l'ont fait mais aucun n'a eu le génie du colon, caractéristique nationale et atavique de ce peuple de marins et de rêveurs. Colon a, bien entendu, sonne mal. Cortez, au Mexique, le capitalisme triomphant de l'Europe de l'Ouest du dix-neuvième siècle — du Maroc à la Chine, — plus les canonniers, ont discrédité ce terme. Aussi faut-il distinguer ce qu'est, Grecs depuis la plus haute antiquité.

Dans la *Vie quotidienne des colons grecs de la mer Noire à l'Atlantique au siècle de Pythagore*, Paul Faure, qui a déjà donné deux vies quotidiennes (*En Crète au temps de Minois*, et *En Grèce au temps de Périclès*), a écrit, dans une approche de ce phénomène culturel et commercial qui se répand des Colonnes d'Hercule (Gibraltar) à Tanais, chez les Scythes (Russes) nomades.

Par colonie, ou néo-colonie, de nos jours, on entend la présence d'hommes, techniciens, a conseil-lers », bref de toute une infrastructure qu'un pays développé greffe sur le territoire d'un autre. Les quelques aspects bénéfiques de cette présence sont discrédités par le racisme, l'exploitation économique, la mise en coupe réglée de la rupture entre les deux peuples qui devient lutte armée pour la libération du second. Le grand capital et les groupes d'intérêts politico-financiers de la métropole disposent de l'« argument » de base : la force des armes.

Ni support militaire ni capital métropolitain

Les colonies des Grecs n'avaient ni support militaire ni capital métropolitain. Leur about maître était tout autre chose : la curiosité, l'avidité du regard, le commerce, l'échange plutôt ; le rêve aussi, avec l'incurable individualisme, fut un des moteurs de cette expansion.

Lorsqu'ils débarquaient sur les rivages qui s'appelleront plus tard la France, et que ce soit Agathé (Agde), Massalla (Marseille), Stojchades (Iles d'Égypte), Antipolis (Antibes), Nikala (Nice) et autres villes qu'ils fondèrent, les Grecs, en s'installant, ne sont pas soutenus par des armées. Ils ne le seront jamais d'ailleurs. Les cités qu'ils fondent ne dépendent pas de leurs métropoles respectives. Villages de troc et plus tard

villes de dialogue et d'échanges avec les tribus locales, refuges pour les exilés politiques, pour les génies et les artistes, elles persisteront à travers les siècles. La plus grande partie d'entre elles vont, petit à petit, se fondre dans la loi de la majorité. Mais certaines communautés, comme celle d'Alexandrie en Égypte, seront enrichies par les nationalismes naissants.

Sans passeports, cartes de travail, problèmes raciaux et terroristes, la « colonisation » méditerranéenne (plus celle de la mer Noire), de Cadix à Trifol, comme dit un de Gaulle grec, a posé les premiers jalons de la civilisation européenne, dont Rome, plus tard, organisera, avec la *lex romana* et ses légions, la première infrastructure vraiment impériale.

Paul Faure, qui est un des plus brillants hellénistes d'aujourd'hui, ne s'est pas limité à un savoir classique, voire académique, auquel son érudition

plus le sujet l'obligeaient. Profond connaisseur de la mentalité grecque, il a poussé l'investigation jusqu'aux temps modernes en interrogeant des immigrés grecs, dont les problèmes, bien entendu, sont différents de ceux de leurs ancêtres. Il recrée l'esprit d'arrance, le jeu, l'avidité d'apprendre, de connaître et de communiquer, sont des constantes qui relèvent Pythagore au travailleur immigré de 1978. Ce même Pythagore qui connaît l'exaltation du voyageur, la vie amère de l'exilé, le bonheur de la curiosité du colon, et qui écrit (au sixième siècle avant Jésus-Christ) : « En quittant son pays, détourne les yeux de la frontière. »

DIMITRI T. ANALIS.

* LA VIE QUOTIDIENNE DES COLONS GRECS DE LA MER NOIRE À L'ATLANTIQUE AU SIÈCLE DE PYTHAGORE (sixième siècle avant J.-C.), de Paul Faure, Bachelier, Coll. Littérature, 464 p., 45 F.

Le marquis était là !

De l'Ancien Régime à la Restauration.

CETTE vie, quel roman ! Ce vie, devait-on dire, et le prince de Ligne ne s'y trompait pas, qui écrivait à Marc de Bombelles : « Je crois avoir vécu deux cents ans en pensant à vous ! »

Ouvert pour la première fois, voici donc le *Journal du marquis de Bombelles*. Né en 1744, fils de d'Argenson, protégé par Breteuil, ami de Maurepas, l'auteur fut militaire, diplomate, père attentif de sept enfants (son troisième fils épousa Marie-Louise veuve de Napoléon) puis, ordonné prêtre, sa femme disparue, curé en Silésie (1806), amoncelé de la duchesse de Berry, évêque d'Amiens enfin, jusqu'à sa mort en 1823. Quarante-trois volumes écrits au jour le jour durant quarante et un ans ! Très précisément vingt-sept mille huit cent trente pages, dont couragement Jean Grassin, Françoise Durif et leur éditeur — aucun Français n'avait osé endosser cette charge — ont entrepris une publication annotée, soigneusement abrégée, mais d'un intérêt capital sur le plan historique et comme document humain.

Aux premières places du spectacle, le marquis de Bombelles raconte, avec vivacité, ce qu'il

fait, voit, entend, où qu'il se trouve : à la cour de Louis XVI, où sa femme est l'amie de madame Elisabeth, dans les ambassades où on l'envoie (à la Diète de Ratisbonne, à Lisbonne, à Venise), dans les pays qu'il visite par goût du voyage — à peu près toute l'Europe — comme dans ceux où l'émigration le fixe.

Homme de son siècle, il est furieusement par la culture et les curiosités en tous sens ; mais il le traverse, ce siècle agité, avec des qualités d'un autre âge : le sens de la famille et de l'amour conjugal, une foi forte qui donnera à son apostolat un caractère de fermeté rare à l'époque. Sous nos yeux, vont défiler la société de l'Ancien Régime, celles de la Révolution, du Consulat, de l'Empire et de la Restauration. Dès le premier volume (1780-1784), comparable par la qualité au *Journal de l'abbé Verri* dont la publication est restée malheureusement inachevée, c'est un régal pour les amateurs de Mémoires ; ceux-ci, enrichis d'anecdotes, brillent d'un si pittoresque éclat qu'on attend la suite, l'eau à la bouche.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

* JOURNAL : Marquis de Bombelles (Tome I, 1780-1784), texte établi, présenté et annoté par Jean Grassin et Françoise Durif, 464 pages in-8, relié, 160 F., Hachette, Bouc, Genève.

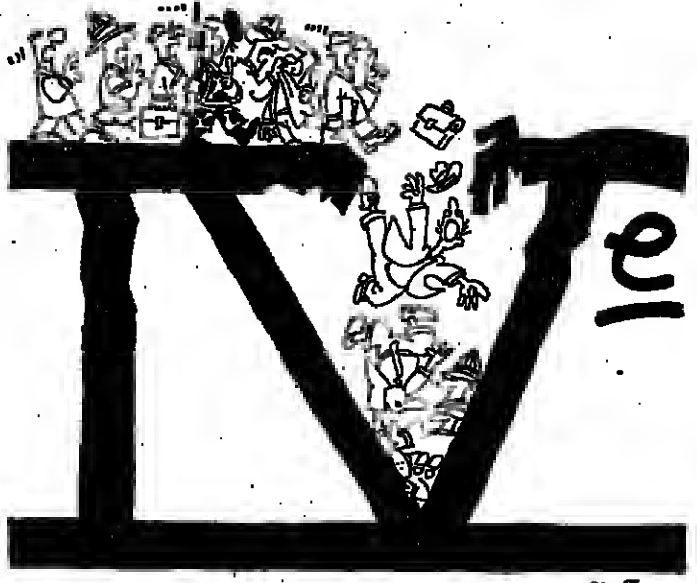
صلى الله عليه وسلم

histoire

L'agonie de la IV^e République

Les élans d'un jeune homme vécus par l'historien de la maturité.

À droite « la plus bête du monde » crispée sur un empire colonial en peau de chagrin et battue aux élections de janvier 1958; le socialiste Guy Mollet enfouissant le pays dans « la guerre imbécile et sans issue » qu'il dénonçait peu auparavant; Maurice Thorez, attiré dans le stalinisme, qui fait voter les pouvoirs spéciaux; les rappels et le contingent en Algérie, la grotesque équipée de Suez, le rapport Khrouchchev escamoté avant d'être gâché par l'entrée de chars russes dans Budapest, le sang versé, le racisme et le bourrage de crâne; une gauche « livide et ensanguinée », une droite rance et racornie qui impose sa politique, la colère et la révolte de la jeune gauche étudiante qui naît... c'est la résistible agonie de la Quatrième République...



Desin de PLANTU.

miés, le jeune militant et l'historien de la maturité. La « journée des tomates », la vague poujadiste et l'agitation d'extrême droite, l'enfermement du mendésisme par le national-moultisme, les derniers quarts d'heure de Lacoste, l'émergente soutenance de thèse de Maurice Audin, déjà mort sous la torture, mai 1968, l'effondrement de la Quatrième République et l'avènement du gaullisme, contés comme ils ont été vécus, au quartier Latin, à l'âge des fervents militants, puis revus et analysés par l'esprit critique. Un ton non dénué de chaleur, qui remet l'événement à sa vraie place.

soutenus par des centaines de supporters — dont de prudents docteurs en révolution — devant, des milliers de spectateurs, véritable microcosme (admirablement saisi par l'auteur) de la France profonde des années 50. Le militantisme de gauche est évoqué de l'intérieur, avec passion, mais sans complaisance, les étudiants communistes, eux, sont vus de l'extérieur, la critique n'excluant pas, loin s'en faut, la sympathie. Vision humaine aussi que celle de François, l'activiste d'extrême droite assoiffé d'aventures: un déraciné qui en annonce d'autres.

tiques et contour extraordinaire. Puis, au-delà du quartier Latin, une large fresque de la fin des années 50. C'est le temps où Fourastié multiplie les articles et brochures vantant avec fracas les délices de la civilisation de 1970, tandis que les étudiants se consolent en lisant Sartre, Mauriac et les « quatre grands de la contre-propagande française » (Le Monde, le Canard enchaîné, France-Observateur, l'Express) que dénonce Soustelle... et en écoutant les chansons de Brassens et de Ferré. Le temps aussi où, furtivement délicatement décrites, collées à la Brigitte Bardot, les étudiantes sont « sages » et pudiques.

L'UNEF et la guerre

Dans ce livre, on retrouve surtout, profondément ressentie, cette révolte morale qui a fait basculer un monde étudiant en plein essor; on se trouve peut-être là devant l'un des événements majeurs du dernier quart de siècle: une « nécessité intérieure qui enjoint de mettre en accord pensée et actes », l'émergence de ce militantisme juvénile de masse. Michel Winock est de rappeler — preuve de tact écrivain — qu'il fut aussi un militant important, un proche du bureau national qui engagea totalement l'UNEF dans la lutte contre la guerre d'Algérie, lui conférant ainsi lettres de noblesse et destin national. Un auteur moderne et, de nos jours, chose plus rare encore, un intellectuel qui prouve discrètement sa connaissance de la classe ouvrière, ne serait-ce qu'à travers le jugement humain, réaliste et manqué porté sur l'évolution du logement populaire. Un livre tout de sincérité, donc, et qui constitue comme une vaste chronique de ces années chères à notre jeunesse.

PHILIPPE ROBRUEUX. * LA REPUBLIQUE SE MEURT. 1956-1968, de Michel Winock. Le Seuil, 252 p., 42 F.

La Sorbonne d'il y a vingt ans

Michel Winock a été de ces jeunes catholiques anticommunistes, étonnés par les guerres coloniales, qui ont fait basculier à gauche le mouvement étudiant, avant de devenir l'historien remarqué de la Troisième République, puis de la revue Esprit. Or ce qui fait précisément l'originalité et la saveur de ce livre, c'est d'y trouver, intimement

Sartre ou Fourastié

Et aussi d'autres pages, qui font revivre, avec tout un romantisme révolonnaire, les personnages que nous avons aimés: « Kall », photographe professionnel et bagarreur de gauche, « à moins que ce ne fût le contraire, grand, maigre, toujours niché dans les endroits les plus improbables, fonceur roman-

Enfin un livre clair sur un sujet capital LA VERITE SUR L'ENERGIE NUCLEAIRE Edouard et Antoinette Parker, Robert Descours. Raymond Latarjet, Louis Leprince-Ringuet, Louis Néel, Francis Perrin, Jean Frezal, Pierre Bacher, Jacques Gaussens, Bernard Lerouge, Jules Guéron. « Les savants les plus compétents s'expriment sur les différentes questions que pose l'avenir de l'énergie nucléaire. Les questions les plus difficiles ne sont pas esquivées. Pourtant l'ensemble de ces contributions reste lisible par tous. Ce livre ne prétend pas clore un nécessaire débat: mais il permet de l'engager sur des bases sûres et objectives. » Alain Peyrefitte EDITIONS MENÈGES

LA PENSEE UNIVERSELLE Important Editeur Parisien recherche pour création et lancement de nouvelles collections manuscrits inédits de romans, poésie, essais théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Adresser manuscrits et C.V. 3 bis Quai aux Fleurs 75004 PARIS Tél. 325.85.44 Conditions d'édition fixées par contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire.

Histoire littéraire de la France des origines à nos jours plus qu'une encyclopédie: un véritable panorama des arts et des idées Cette collection a comme ambition de traiter de la littérature comme d'une partie de toute l'histoire de notre nation, de faire, en somme, le portrait de chaque époque afin de rendre plus intelligible le portrait de nos écrivains. Ainsi l'histoire de la langue française, l'histoire des idées, des sciences et des arts, l'histoire politique, sociale ou économique, ont ici, et pour la première fois dans un ouvrage de ce genre, toute leur place. C'est une œuvre collective Histoire littéraire absolument nouvelle, à laquelle 200 spécialistes, universitaires, écrivains, linguistes, historiens, sociologues, musicologues, critiques ont travaillé en commun plusieurs années, cette collection dirigée par Pierre ABRAHAM et Roland DESNE, offre toutes les garanties de sérieux et d'objectivité dans la recherche. Directeur des tomes Tome I - Des origines à 1492: Jean-Charles PAYEN (faculté de Caen), Tome II - 1492 à 1600: Henri WEBER (faculté de Montpellier), Tome III et IV - 1600 à 1715: Anne UBERSFELD (Sorbonne), Tome V et VI - 1715 à 1794: Michèle DUCHET (Ecole normale supérieure de Fontenay) et Jean-Marie GOULEMOT (faculté de Tours), Tome VII et VIII - 1794 à 1848: Pierre BARBERIS (Ecole normale supérieure de St-Cloud) et Claude DUCHET (Université de Vincennes), Tome IX et X - 1848 à 1914: Claude DUCHET, Tome XI et XII - 1914 à nos jours: Michel DEGAUDIN (Sorbonne) et André DASPRES (Université de Nice). Tous les genres littéraires Des classiques au roman policier, des œuvres en langue d'oc à la bande dessinée, tous les genres littéraires sont traités. Sans préjugés politiques ou d'idéologie, cette étude est ouverte à tous les auteurs des plus connus aux moins connus. L'éclairage nouveau sous lequel ils sont présentés leur restitue dans leur époque avec une parfaite authenticité. Ainsi, par l'étude critique des auteurs de tous les genres littéraires, comme de toutes les périodes, cette collection constitue de la manière la plus vivante le meilleur guide pour une compréhension globale de notre patrimoine culturel. L'iconographie L'illustration et la double originalité de réunir un nombre d'images anora jamais rassemblé pour accompagner l'étude des écrivains, et de renouveler l'iconographie tant par la manière de la présenter que par le choix des documents peu connus. Présentation 12 volumes élégamment reliés, gravés à l'encre d'impression des originaux; Des milliers d'illustrations en noir et couleur, très souvent inédites; Typographie en Times corps 10, impression en deux couleurs avec notes infrapaginales; EN ANNEXE de chaque volume: bibliographie, index des auteurs et des œuvres et de précieux tableaux chronologiques et synoptiques. Une critique unanime « L'Histoire Littéraire de la France » sera de ces très rares réussites totales qui marquent l'histoire de l'édition. Jacques CELLARD - Le Monde « Enfin une histoire littéraire comme les socialistes en rêvaient ». La Nouvelle Revue Socialiste « Ces livres se lisent avec autant de plaisir que de profit ». Roger FAYOLLE - SNESUP « Une réussite. C'est beau. C'est savoureux. C'est substantiel aussi ». Marie-Louise COUDERT - Humanité Dimanche « Cette entreprise réhabilite un genre, "une science" dont ne peut se passer qui veut comprendre la littérature ». Yannick PELLETIER - Humanisme « Des cours d'un niveau aux "pieds nickelés" — une entreprise stupéfiante, gigantesque... Un effort collectif et individuel immense ». Jean PRASTEAU - Le Figaro « Pour la première fois, la littérature française est considérée comme un héritage inaliénable de la nation entière ». Jean-Marie BORZEIX - Le Quotidien de Paris le meilleur guide pour une compréhension globale de notre patrimoine culturel

BON DE DOCUMENTATION à retourner au LIVRE CLUB DIDEROT 13 boulevard Bourdon 75004 Paris Nom Profession Adresse

SPECTACLES

aisir nomad

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes guides... LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 794.78.23 (lignes groupées) et 721.42.34

Jeudi 14 septembre

théâtres

Arts-Hébertot, 20 h. 30 : Mon père avait raison. Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : Prends bien garde aux seppelins. Carrousel, 21 h. 30 : Théâtre Aquatre.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 20 h. 45 : la Grand Esprit; 22 h. : la Femme rompue; 23 h. 15 : le Liézo.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (***) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

Chaillet, 15 h. : la Belle et la Bête, de J. Cocteau; 18 h. 30 : Orphée, de J. Cocteau; 20 h. 30 : J'ai tué Raïpoutine, de R. Hossain.

Les actualités

A LA RECHERCHE DE MR GOOBAR (A. **) v.o. : Elysees Point-Show, 9e (225-97-29).

CHANTEURS Amateurs et Professionnels : la FONDATION ROYAUMONT (9279 Asnières-Disc) organise le SAMEDI 30 SEPTEMBRE 1978 une Journée de la Chanson Française

Théâtre de Dix Heures Jean-Luc GUERIN LA TOUR INFERNESLE présentent à 20 h. 45

la réussite est exemplaire LE FIGARO

Brecht rénové, dépoussiéré FRANCE SOIR

l'affrontement Lavaudant-Brecht... un match passionnant LE MONDE

un grand spectacle qui met Lavaudant au premier rang des hommes de théâtre de ce temps LE NOUVEL OBSERVATEUR

à partir du 19 septembre THEATRE MOGADOR HENRI VARNA

Maitre Punila Vatel & son Nati Brecht Lavaudant

LOCATION OUVERTE Festival d'Automne 278.10.00 Théâtre Mogador 285.28.80 - 874.33.73 - Fnac et agences

LUCERNAIRE PUNK PUNK & COLEMAN

« Corrosif et insolent » Jean Amadou

LA CANNE A SUCRE BAB 23.25 DINER-SPECTACLE

MICHODIÈRE Après le travail Avant le tété à 18 h 30 venez vous détendre

AU NIVEAU DU CHOU ÉVELYNE DANDRY JOSIANE LÉVEQUE

Prix Confortine Mise en scène de ANNICK BLANCHETEAU Toutes places : 30 F à partir du 15 septembre tous les jours (sauf dimanche)

et bien sûr à 21 heures LES RUSTRES

L'Avant-Scène textes intégraux - photos

septembre théâtre La Nuit et le moment, et La Nuit des trépassés (1/7) Poésie associée (15/9) cinéma Spécial Premiering : Laura (intégral), Carmen Jones, Rosabud (intégral) (Unit. Sep.) opéra double 50 F. Così fan tutte (16/17) Meisner Pense, Urbin, correspondance ou 27 rue St André des Arts 75005 Paris, C.C.P. Paris 75300V

septembre

septembre

septembre

septembre

septembre

septembre

septembre

septembre

septembre

septembre

septembre

septembre

septembre

septembre

septembre

septembre

septembre

septembre

septembre

septembre

septembre

septembre

THEATRE DES CHAMPS - ELYSEES Mardi 19, Mercredi 20 Septembre à 20 h 30

BALLET NATIONAL DE MEXICO DANSE CONTEMPORAINE

Location : Théâtre, Agences et par Tél. 225 44 36

CIP PALAIS DES CONGRÈS, mercredi 20 septembre, 21 h. Les Spectacles Lumbrico et l'Alap présentent :

CHICAGO SYMPHONY ORCHESTRA Direction GEORG SOLT

Mahler : Symphonie n° 1 Beethoven : Symphonie n° 1

FR VALMALETTE Loc. Salle 738-22-04, sauf dim., Durand et Agences

DROUOT Rive Gauche

Cie des Commissaires Priseurs de Paris GARE D'ORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCE 75007 PARIS - Tél. 544-38-72 - Télex 270906

MAARDI 19 SEPTEMBRE (Exposition lundi 18)

S. 4. - Beau mobilier anc. et mod. M^{me} Ader Pizar, Tajan. S. 9. - Bibles, Poupes, Meubles, M^{me} Deurbereck.

MERCREDI 20 SEPTEMBRE (Exposition mardi 19)

S. 20. - Bibles, Meubles anciens et de style. M^{me} Couturier, Nicolaï.

MERCREDI 20 SEPTEMBRE

S. 2. - Tableaux, Mobilier, M^{me} Le Blanc. S. 3. - Cartes postales, M^{me} Chamblain.

JEUDI 21 SEPTEMBRE (Exposition mercredi 20)

S. 2. - Livres, Objets d'art, Meubles, M^{me} Champetier de Ribes, S. 12. - Mobilier, Objets de vitr. M^{me} Pescheteau, Pescheteau-Haïnin.

VENREDI 22 SEPTEMBRE (Exposition jeudi 21)

S. 11. - Tableaux, Ameublement, M^{me} Boisgard de Beekerman. S. 17. - Bons meubles anc. et mod. M^{me} Ader, Pizar, Tajan.

Etudes annonçant les ventes de la semaine

- ADEL, PICARD, TAJAN, 12, rue Favard (75002), 742-95-77. - BOISGARDE DE BEEKERMAN, 2, rue de Provence (75009).

- CHAMBLAIN, 1, rue Rossini (75009), 770-18-18. - CHAMPETIER DE RIBES, RIBIERE, MILLON, 14, rue Drouot (75009), 770-09-45.

- COUTURIER, NICOLAY, 51, rue de Bellechasse (75007), 555-85-44. - DEURBERGUE, 282, boulevard Saint-Germain (75007), 556-12-43.

- GODEAU, SOLANET, AUDAR, 32, rue Drouot (75009), 770-15-33. - 770-67-48 et 225-17-51. - PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-88-28.

- LE BLANC, 22, avenue de l'Opéra (75002), 286-24-48.

U.G.C. BIARRITZ - 5 FARNASSIENS - QUARTIER LATIN CAMBRONNE PATHÉ - PLM SAINT-JACQUES - OLYMPIC ENTREPOT GAUMONT OPÉRA - LES NATIONS - LE PERRY St-Genève-des-Bois ARTEL Rosny

LE DOSSIER 51 un film de MICHEL DEVILLE d'après le roman de GILLES PERRAULT

L'EMPRE DE LA PASSION EN FILM DE NAGISA OSHIDA PRIX DE LA MISE EN SCÈNE AU FESTIVAL DE CANNES 78

V.o. : MARGNAN - QUINTETTE. - V.f. : CLICHY PATHÉ - U.G.C. OPÉRA - GRAMONT (30, r. Gramont, 75002 Paris) ST-LAZARE PASQUIER - MONT-PARNASSE-83 - CAMBRONNE - ATHÉNA - BELLE-ÉPINE Pathé - TRICYCLE Asnières

PARLY-2 - ARTEL Villeneuve-Saint-Georges - POISSY - GAUMONT Évry

LE NOUVEAU OBSERVATEUR LE FIGARO France Soir le point pariscop Libération COSMOPOLITAN 7 JOURS Le Canard enchaîné vsd La presse entière unanime : il faut aller voir Jill Clayburgh et Peter Falk dans Le Sourire aux Larmes

SPORTS

CARNET

FOOTBALL

LES SEIZIÈMES DE FINALE DES COUPES D'EUROPE

Zéro pointé pour les clubs représentant la France

Quatre matches pour les clubs français et pour Monaco au 16^{ème} de finale des Coupes d'Europe et aucun but de marqué. La compétition a bien mal commencé et mise à part l'Association sportive de Monaco qui a obtenu à Malmo un résultat nul (0 à 0) sur le terrain de l'adversaire, les trois autres équipes éprouveront bien des difficultés à passer la cap des 16^{èmes} de finale. C'est vrai pour Nancy, en Coupe

des Coupes, pour Strasbourg en Coupe de l'Union européenne (U.E.F.A.), battues chez leurs adversaires danois et suédois par le même score de 2 à 0, et c'est encore plus vrai pour Nantes, en Coupe de l'U.E.F.A. qui s'est inclinée sur son terrain devant Benfica, toujours par 2 à 0. Nantes, dont le match a été retransmis à la télévision, n'a pas donné une bonne idée du football de clubs français.

Monaco préserve quand même l'essentiel

Malmo. — Il faudra décidément s'habituer à une autre image de la Coupe européenne des clubs champions et que l'Association sportive de Monaco sera le représentant français. Les limbes surchauffées des stades de Gothenburg pour Saint-Etienne ou Furiani pour Bastia, le soul de ne pas négier le moindre détail qu'apparaissent les Stiphanias à la préparation de chaque match, la fureur de vaincre des joueurs sur le terrain qui paraissent être autant d'ingrédients indispensables à la réussite européenne, semblent en effet délaissés ou inconnus des Monégasques.

De notre envoyé spécial huit joueurs de Malmo retenus en Argentine dans l'équipe nationale suédoise, trois seulement sont en pleine possession de leurs moyens. Les autres ont subi des blessures de tout genre. Parmi eux, Magnus Andersson et Bo Larsson. Trois sont convalescents et effectuent leur rentrée contre Monaco : Roy Andersson, Ingemar Eriksson et Staffan Tapper. Le septième, Roland Andersson, avait été opéré au bras la veille et le huitième, l'avant-centre Thomas Sjoberg vient de signer un contrat de huit mois et de 1 million de francs pour jouer à Jeddah (Arabie Saoudite). Si on ajoute les indisponibilités de Tommy Larsson opéré également le 12 septembre d'un genou, et du meilleur buteur Tommy Andersson blessé au tendon, il faut bien convenir que l'A.S. Monaco rencontre un champion de Suède décliné.

Comme, de surcroît, les cinq mille cinq cents Suédois qui avaient accepté de traverser une pluie d'automne glaciale dans un stade découvert, pour encourager leurs joueurs, ne faisaient pas plus de bruit que la centaine de supporters monégasques aux rangs desquels figuraient le prince Rainier III et la princesse Stéphanie, les joueurs de la principauté n'ont eu aucune peine à anesthésier complètement une équipe de Malmo déjà bien diminuée.

Atari la veille de leur match aller contre le Malmo Football venant Jean Petit, le capitaine monégasque qui « conviait » quelque chose à depuis deux ou trois ours, s'était attiré une bonne demi-heure au bord du terrain après l'entraînement pour bavarder avec les journalistes, malgré la température très fraîche. Le lendemain, il avait 40 degrés de température et devait déclarer forfait. Cette négligence n'eut heureusement pas de conséquences graves pour ses coéquipiers qui, sans trop de difficultés, eurent bien un match nul (0-0) qui ouvre bien de leur qualification, le 27 septembre à Monaco, lors de la rencontre retour.

On veut mal, en effet, comment, en deux semaines, les Suédois pourraient retrouver une efficacité qui les fuit depuis cinq matches consécutifs où ils n'ont pu inscrire le moindre but. Le principal problème de leur jeune entraîneur anglais Bob Houghton est pratiquement résumé par le bulletin de santé de l'équipe. Des

journalistes retrouvent une efficacité qui les fuit depuis cinq matches consécutifs où ils n'ont pu inscrire le moindre but. Le principal problème de leur jeune entraîneur anglais Bob Houghton est pratiquement résumé par le bulletin de santé de l'équipe. Des

journalistes retrouvent une efficacité qui les fuit depuis cinq matches consécutifs où ils n'ont pu inscrire le moindre but. Le principal problème de leur jeune entraîneur anglais Bob Houghton est pratiquement résumé par le bulletin de santé de l'équipe. Des

TENNIS

Max Decugis est mort

Le tennis français, déjà éprouvé cette année par la perte de Jacques Brugnon et de Martin Flan, est encore en deuil. Nous avons pris la mort, à Antibes où il s'était retiré à la veille de la dernière terre, de Max Decugis. Avec lui disparaît le premier grand joueur u siècle.

Né à Paris le 24 septembre 1893 il allait avoir quatre-vingt-neuf ans, — Max Decugis inaugura sur les courts la silhouette d'un sportif en tenue blanche, le usage imberbe et halé, dont le nez anglais tranchait agréablement avec le style terriblement simple des pseudo-vieillards à robe ministérielle et huit reflets ir le crâne, que l'on voyait tout, jusque dans le meilleur des courts automobiles ou des recues cyclistes. Des cheveux aqués avec la rale au milieu, nez bourbonien, des yeux bleus d'encre de Chine, une nche gouailleuse, le visage de ecugis, qu'il conserva jusqu'à s derniers jours, assombri par s lunettes noires car sa cécité

était devenue totale, ne s'oubliait pas. On le voyait, il n'y a pas si longtemps, dans les tribunes officielles de Roland-Garros, et il ne manquait jamais de venir en voisin assister aux tournois du printemps, à Monte-Carlo, où il s'était montré encore « en pleine forme » il y a trois ans.

EUX OLYMPIQUES

En Grande-Bretagne

LES LIBÉRAUX PROPOSENT DE MENER UNE CAMPAGNE CONTRE L'ORGANISATION DES JEUX DE 1980 A MOSCOU

Southport. — Le président du parti libéral britannique, M. Michael Steed, a proposé mercredi 13 septembre à Southport qu'une campagne contre la tenue des Jeux olympiques à Moscou soit menée cet automne.

M. Steed, qui a pris la parole au cours de la conférence annuelle du parti libéral, a souligné que l'absence des Jeux se déroulerait en Russie, si rien de nouveau n'intervient d'ici là en Union soviétique, reviendrait à accepter, voire même à soutenir, ce qui passe dans ce pays.

Des contacts, a annoncé M. Steed, ont déjà été pris avec d'autres organisations pour étudier la possibilité d'une campagne d'opposition.

JOLLY-BALL. — A Paris, l'équipe masculine de la République populaire de Chine a battu celle de France par 3 sets à 1 (11-1, 15-13, 15-12, 15-10). L'équipe féminine chinoise s'est, de son côté, jouée, à Angers, de l'équipe française, battue 3 à 0 (15-1, 15-1, 15-1).

ÉCHECS

Championnat du monde

KORTCHNOI GAGNE LA 21^{ème} PARTIE

Victor Kortchnoi n'est plus mené que par 4 à 2 par Anatoly Karpov dans le championnat du monde. Il a remporté mercredi, et de fort belle manière, la 21^{ème} partie qu'il avait ajournée mardi 5 septembre en mettant son 45^{ème} coup sous enveloppe.

Les experts présents à Baguio estiment que le challenger avait une bonne position grâce à son pion passé à f7. Mais que le gain n'était pas évident, Karpov pouvant annuler la partie. Pour une fois cependant, Kortchnoi n'était pas en retard au temps et son coup à l'ajournement (43. f4) était excellent. Karpov se défendit avec adresse, mais ne put que s'incliner devant le très beau sacrifice de cavalier offert par son rival au 50^{ème} coup et abandonna à coup suivant.

CHAMPIONNAT DU MONDE (21^{ème} et dernière partie) Blancs : VICTOR KORTCHNOI Noirs : ANATOLY KARPOV Position à l'ajournement BLANCS (Kortchnoi) : Rg2, Tg3, Cg3, pions : b7, g3, f2, g3, h2. NOIRS (Karpov) : Rg1, Tg1, Tg5, pions : e4, f5, g7, h7. 43. f4 44. Rg3 45. Tg3 46. Tg3 47. Tg3 48. Tg3 49. g3 50. Rg4 51. Tg3

Naissances

— M. Paul LOUIT et Mme, née Pauline de Falguierolles, ont l'honneur de faire part de la naissance de Guilhemme, le 27 août, à Castres, 125, rue de l'Université, 75007 Paris.

— Gilles et Caroline de NAVACELLE, née Bardilas, sont heureux d'annoncer la naissance de Henri, le 6 septembre 1978, à New-York, 1045, 5^{ème} avenue, New-York, 10028.

Mariages

— M. et Mme Jack MAUBOUCHER, M. et Mme Pierre CASILLAT, ont l'honneur de faire part du mariage de leurs enfants, Catherine et Pierre.

La messe de mariage sera célébrée le samedi 23 septembre 1978, à 10 heures, en l'église Saint-Etienne de Tours, 15, place Jean-Jaurès, 37000 Tours.

Geneviève de SAINT SEINE et Bernard KPRON ont le lois de faire part de leur mariage, qui sera célébré le 16 septembre 1978, en l'église de Saint-Brancher (Tonne).

Décès

— Mme Bernard Broc née Colette Brunelot, Dominique et Nolette, Christiane, Xavier, Brigitte et Marc, ses enfants, M. et Mme Joseph Jubert, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Hubert Jignoux, leurs enfants et petits-enfants, M. François Biron, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Joseph Biron et leurs enfants, M. et Mme Pierre-Jacques le Seigneur et leurs enfants, Souss Marie-Bernadette de Sion, Le colonel et Mme Jean Brunelot et leurs enfants, M. et Mme Jean Cismenceau et leurs enfants, M. l'abbé Michel Brunelot, Le docteur et Mme Jacques Brunelot et leurs enfants, M. et Mme Roger Rémy et leurs enfants, M. et Mme André Brunelot et leurs enfants, M. et Mme Philippe Brunelot et leurs enfants, Tous leurs amis, ont le deuil de faire part du retour à Dieu de M. Bernard BIRON, le 12 septembre 1978, à l'âge de cinquante-trois ans.

M. et Mme André Finel et leurs enfants, Les familles Lachapelle, Lagarde, Giroud, La Fondation Bergonié, très touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors de décès accidentel du

Remerciements

Professeur A. P. LACHAPELLE prie toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver ici l'expression de leurs remerciements.

Communications diverses

— M. Hédi Mabrouk, ambassadeur de la République tunisienne à Paris, a été élevé à la dignité d'ambassadeur de Tunisie.

Plaisir subtil : celui de comparer les saveurs d'« Indian Tonic » et de SCHWEPES Lemen. Les deux SCHWEPES.

Visites et conférences

VENDEDI 15 SEPTEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 14 h. 45, avenue des Gobelins, Mme Fuchal : « La manufacture des Gobelins et ses ateliers ». 15 h. 32, avenue Denfert-Rochereau, Mme Fenne : « Le quartier de l'Observatoire ». 15 h. 30, place Saint-Michel, devant la fontaine, Mme Saint-Germe : « Le quartier Saint-André-des-Arts et la cour de Rouen ». 15 h. 30, pavillon de Flore, entrée de l'Opéra, Mme Meynard : « Piero della Francesca, le portrait de Sigismondo da Malatesta » (Calendrier des monuments historiques). 15 h. 2, rue de Sévigné : « Jardins inconnus, hôtels et rénovations du Marais ». 20 h. 30, place de l'Hôtel-de-Ville : « Exposition de Renoir à Malines » (A travers Paris). 15 h. Grand Palais, entrée : « Exposition de Renoir à Malines ». 15 h. 141, rue Mouffetaud : « Les mystères de la rue Mouffetaud » (Paris et son histoire).

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les membres de « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

LE CLUB DU BRIDGEUR

12, rue Marbeuf, 75008 PARIS 359-40-33 (l'après-midi) Pour vous initier ou vous perfectionner

AU BRIDGE

Cours après-midi et soir à partir de 18 F de l'heure Vous êtes invités à nous

JOURNÉE PORTES OUVERTES

JEUDI 21 SEPTEMBRE de 18 h. 30 à 20 h. 30 COCKTAIL CONSEILS, DEDICACES DE LIVRES MM. LE DENTU, JAIS, LEBEL, DESROUSSEAUX

FOURRURES A TOUS PRIX. Manteau vison allonge scandinave coloris dark jusqu'au 44. Du 1^{er} septembre au 28 octobre 1978. Exposition fourrure, 2^e étage. Galeries Lafayette. 9.950 F

Le Monde

économie

SOCIAL

POUR M. MARCHAIS

Le gouvernement n'est pas décidé à une politique nouvelle contre le chômage

Philosophiquement, M. Boulin dit être d'accord avec nous. Ce qui nous intéresse, c'est qu'il le soit matériellement. Mais le gouvernement ne prend aucune mesure dans ce sens...

ment du pouvoir d'achat des salariés; l'amélioration des conditions de travail et la réduction (sans perte de salaire) de la durée du travail à quarante heures, parfois trente-huit ou trente-cinq heures, ainsi que d'autres mesures sur les retraites, l'indemnisation du chômage, enfin, la mise en œuvre des ressources nécessaires (taxations diverses, impôt sur la fortune, cotisation supplémentaire des grandes entreprises, etc.).

Commentent ces propositions, M. Boulin a répondu: «Le P.C. n'a pas de propositions immédiates.»

Selon lui, la conjoncture internationale ne permettrait pas une relance globale. Conjuguée avec une diminution de la durée du travail entraînant une surcharge financière pour les entreprises, elle provoquerait un contraire du chômage. Enfin, pour M. Boulin, toute amélioration des conditions de l'emploi exige une concertation communautaire.

La réduction de la durée du travail: potion magique ou remède amer?

La réduction de la durée du travail? Une catastrophe selon les uns, dont M. Robert Boulin: elle gonflerait de trois cent mille le nombre des chômeurs. Un remède presque miraculeux pour d'autres: elle diminuerait de deux cent cinquante mille le nombre des demandeurs d'emploi.

tenir le taux de profit des entreprises, même si la diminution de la durée du travail n'entraîne pas de diminution de salaire. En outre, il y aurait augmentation des emplois, donc diminution du chômage; le coût de gestion du chômage serait abaissé d'autant, allégeant ainsi les charges sociales des entreprises. La comité conclut: «Il y a possibilité de création d'emplois dès lors qu'on distingue durée d'utilisation des équipements et durée individuelle effective du travail.»

orientation, ce sera l'objet du troisième stage de notre luse. Mais elle ne sera lancée qu'en 1979.

Pourquoi pas maintenant? Faute de cohérence dans les mesures adoptées ou envisagées, faute aussi de rapidité, la mise à feu des deux premiers étages risque de se faire mal.

JEAN-PIERRE DUMONT.

A Brest

ONZE SALARIÉS SONT LICENCIÉS POUR DÉTOURNEMENT DE MATÉRIEL

A Brest, la société Bellion a licencié onze personnes, dont deux délégués C.G.T. qui avaient détourné du matériel de l'entreprise (matériel électrique et radio). L'affaire avait été déclenchée, au début du mois d'août, lorsque la gendarmerie maritime, lors d'un contrôle à la sortie de l'arsenal, avait découvert un rador dans la soute d'un véhicule.

LES PROPOSITIONS PATRONALES SUR LES SALAIRES N'INTÉRESSERAIENT QU'UN MÉTALLURGE SUR CENT

Les négociations de salaires dans la métallurgie parisienne se sont ouvertes, le 13 septembre, avec une proposition du groupe patronal (GDM) fixant à 26 000 F la rémunération annuelle garantie. Tous les syndicats ont jugé nettement insuffisante une offre, qui, selon elle, ne toucherait même pas 1 % des 800 000 «métallurgistes» parisiens. P.O. a réclamé un minimum de 30 000 F. Les syndicalistes reprochent en outre au patronat de ne pas avoir fourni une information complète sur les salaires de la métallurgie parisienne. Prochaine réunion le 2 octobre.

AFFAIRES

Le président de Renault-Véhicules industriels: 1979 me préoccupe beaucoup

De notre correspondant régional

Lyon. — Avant de s'adresser, jeudi 14 septembre, à Lyon, aux journalistes économiques français et étrangers, M. François Zanotti, P.-D. G. de Renault-Véhicules industriels (R.-V.I.), a donné, mercredi, en cours d'un dîner organisé par le Club de la presse de Lyon, des informations sur l'état de santé du constructeur français de poids lourds formé par la fusion de Seram et de Perle. «Il n'y a pas eu de redémarrage économique après les élections, et la loi de finances ne m'a pas été aussi favorable. Dans ce secteur, le chiffre d'affaires en 1978 de R.-V.I. sera, en diminution, comme en 1977 et en 1976 (moins 13 % par rapport à 1977). Les pertes totales de R.-V.I. pour l'exercice seront très certainement supérieures à celles de l'année passée, évaluées à 250 millions de francs.

tonnage aux Etats-Unis), rendu public fin juillet (Le Monde du 29 juillet), est une de ses raisons d'espérer. L'accord serait élargi — s'il doit l'être, bien entendu — comme prévu avant la fin de l'année.

Cet accord est plutôt mal perçu par une grande partie du personnel. Dans un tract diffusé le 13 septembre, les quatre organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.G.C. exigent outre une augmentation des salaires et la garantie de l'emploi, une réunion extraordinaire du comité central d'entreprise.

«Faire la soudure»

De toute façon, l'accord avec Mack «arrivera trop tard pour être la bouffée d'oxygène dont nous avons besoin en 1979», a précisé M. Zanotti. Celui-ci semble plutôt optimiste, a-t-il observé. La politique actuelle n'entraîne pas le redémarrage sur les biens d'équipement. Le marché français n'a jamais été aussi bas. Dans ce secteur, le chiffre d'affaires en 1978 de R.-V.I. sera, en diminution, comme en 1977 et en 1976 (moins 13 % par rapport à 1977). Les pertes totales de R.-V.I. pour l'exercice seront très certainement supérieures à celles de l'année passée, évaluées à 250 millions de francs.

BERNARD ELIE.

L'informatique Hewlett-Packard se juge aux résultats.



«A la Camif, les ordinateurs Hewlett-Packard ont réduit les délais d'expédition de 30 %.»

Tous les jours, la Camif, 3^e entreprise de vente par correspondance, doit assurer le traitement de 8 000 commandes, procéder à 12 000 expéditions, encaisser 8 000 chèques, avec le plus grand fiabilité et rapidité.

Pour réaliser son système de gestion, elle a fait l'acquisition de quatre systèmes répartis HP lui permettant de réaliser certains de ses objectifs administratifs, de réduire ainsi de 30 % les délais d'expédition et d'économiser jusqu'à deux jours de valeur sur ses encaissements.

Le réseau de quatre HP 3000 série II interconnectés desservis par 115 terminaux HP de saisie de données, assure le traitement des commandes, la gestion des stocks, les prévisions de vente et la comptabilité générale et analytique de l'entreprise.

Quelle que soit la taille de votre entreprise, votre secteur d'activité, Hewlett-Packard offre une solution personnalisée

à tous vos problèmes de calcul ou de gestion. La gamme informatique Hewlett-Packard est très complète: elle s'étend des systèmes de calcul aux réseaux de systèmes distribués.

Ces produits, ces systèmes sont conçus et fabriqués par Hewlett-Packard. En France, l'unité de production de Grenoble développe et met au point un certain nombre de matériels dont elle assure aussi l'exportation dans le monde entier. Au-delà de la vente, Hewlett-Packard offre à ses clients une véritable collaboration pour que l'utilisation du matériel choisi réponde efficacement à leurs besoins particuliers et assure un service après-vente rapide, en tout lieu et quelle que soit l'heure.

Pour mieux nous connaître, contactez-nous: Hewlett-Packard France, Z.I. de Courtabœuf, BP 70. 91401 Orsay cedex - Tél. 907 78.25.

HEWLETT HP PACKARD

Première hypothèse: on réduit l'heure la durée effective du travail, qui revient de quarante et pas à quarante heures par exemple. On en crée une cinquième semaine de congés payés (dans les cas, la baisse des horaires calculée sur l'année serait à peu près la même, en maintenant aux salariés la même rémunération qu'aujourd'hui. Quatre-vingt mille emplois supplémentaires — c'est un ordre de grandeur — seraient créés dans un premier temps, mais rapidement cette création serait annulée et ferait place à une augmentation du chômage, l'accroissement des charges sociales entraîne une réduction des horaires sans diminution de salaires. Répondant des entreprises à raison de l'embauche et d'autres à faire allier; ce qui entraînerait un phénomène en chaîne qui bloquerait les autres firmes et aggraverait le chômage. Mais, note le comité de l'emploi, «un tel enchaînement n'est nullement inexorable», d'autres solutions peuvent être envisagées.

Deuxième hypothèse: la réduction des horaires est assortie d'une diminution parallèle des salaires. Si on en croit le modèle «FII», «une baisse d'une heure en 1978 permet, dans ce cas, à l'horizon 1982, d'augmenter l'emploi de quatre-vingt mille personnes».

Troisième hypothèse: à l'initiative de la réduction des horaires et des salaires s'ajoutent celle de maintenir la durée de fonctionnement des équipements et des machines. Une dissociation serait ainsi créée entre le travail de l'homme et le travail du matériel. Dans ce cas, deux cent quarante mille emplois seraient créés d'ici à 1980.

Quatrième hypothèse: un mélange d'une partie de la première hypothèse avec la deuxième, agrémenté de mesures spéciales, permettrait de diminuer les horaires de travail des salariés, tout en accroissant (et non plus seulement en maintenant) la durée de fonctionnement des machines. Les salariés passent huit heures de travail hebdomadaire dans l'usine, mais les ateliers fonctionneraient, eux, douze à quatorze heures par jour grâce à la création d'une deuxième équipe. L'employeur devrait, certes, supporter des charges salariales supplémentaires, mais le rendement du matériel et des capitaux se trouverait amélioré.

Cette solution, note le comité de l'emploi, «peut permettre de main-

Pourquoi attendre 1979?

Contrairement à ce que déclare M. Boulin, il existerait donc une ou plusieurs façons de créer des emplois par réduction des horaires de travail, sans dégradation de la situation des entreprises. Au demeurant, d'autres économies, non évoquées par le comité, pourraient s'ajouter aux précédentes. Une diminution des horaires entraîne, l'expérience le montre, une réduction de l'absentéisme et une productivité accrue de l'heure de travail: il serait donc possible de lier, par exemple, la compensation des salaires à celle de la productivité. On pourrait aussi réviser l'assiette des cotisations de Sécurité sociale, pour alléger les charges des entreprises de main-d'œuvre, celles qui justement risqueraient le plus de pâtir d'une diminution des horaires. Enfin, une politique comportant ces différentes initiatives ne devrait être que progressive, programmée et différenciée selon les branches industrielles et commerciales.

Mais les syndicats, dit-on en haut lieu, sont opposés, pour le moment, à une politique impliquant un tel effort de leurs adhérents. «Les temps ne sont pas mûrs». Il est vrai que la potion magique suggérée par le comité de l'emploi est aussi une potion amère pour tous ceux qui ont le chance et le privilège d'avoir un emploi. Mais de nombreux spécialistes qui ont l'occasion de discuter avec les syndicalistes estiment tout à fait normal qu'un départ des considérations ouvrières fasse preuve d'une telle réserve, voire d'un refus.

C'est le rôle d'une confédération, indiquent-ils en précisant aussitôt que «certaines d'entre elles sont prêtes à la discussion. Mais, pour briser le glace, encore faut-il que l'Etat, responsable de l'intérêt général, bouscule les habitudes et ait le courage de prendre une décision en ce sens». Seul un gouvernement peut donner de telles orientations, insiste-t-on dans ces milieux: de toute façon, «il faudra bien en passer par là».

Certains ministres ou secrétaires d'Etat l'admettent d'ailleurs. «C'est vrai, il faut répartir autrement la durée du travail. Après le pacte pour l'emploi et le programme actuel

M. Henry, secrétaire général de la FEN, a annoncé, mercredi 13 septembre, qu'il allait rencontrer les trois centrales ouvrières, la C.G.T., la C.F.D.T. et F.O., avec qui sa fédération «se sent solidaire».

MARCHÉ COMMUN

LE DÉBAT SUR L'ÉLARGISSEMENT DE LA C.E.E.

IV. — La Grèce après seize ans d'association

par MICHEL BOYER

Les agriculteurs du midi de la France sont hostiles à l'élargissement de la C.E.E., mais beaucoup s'y résignent moyennant de solides compensations. Les Espagnols jugent excessives les craintes des Français, et pensent surtout à se libérer ainsi de la tutelle américaine. Les Portugais sont partagés entre l'indifférence et l'hésitation (le Monde - des 12, 13 et 14 septembre). Et la Grèce ?

Après seize ans d'association au C.E.E., comment voit-elle l'élargissement du Marché commun ? A Paris, qu'en dit-on ?

Dernière Athènes, il y a Madrid. Tel est le problème. En elle-même, l'entrée de la Grèce dans la Communauté européenne ne se heurte pas à de grands obstacles et ne suscite pas de fortes craintes. Alors que les responsables helléniques manifestent pour la plupart leur volonté d'être — aussi vite que possible — les dix-huit partenaires de la C.E.E., les hommes politiques, les industriels et les agriculteurs français envisagent plutôt favorablement l'adhésion grecque. Seul le parti communiste a jusqu'ici proclamé dans une déclaration de juillet 1977, son opposition résolue à l'élargissement aux trois pays candidats : l'Espagne, le Portugal et la Grèce.

La tentation de globaliser, c'est-à-dire d'examiner, de façon conjointe, les trois candidatures, existe. En fait, elle a été éprouvée par les autorités françaises, au point que le gouvernement d'Athènes s'est ému, l'an dernier, de quelque amalgame plus ou moins apparent dans certains discours officiels. L'adhésion de la Grèce constituera, il est vrai, une sorte de précédent à l'arrivée des deux autres postulants et la manière de traiter l'économie hellénique pourra servir de référence.

Ainsi les ombres portées de Madrid et de Lisbonne obscurcissent-elles le chemin de Bruxelles. Le gouvernement grec se défend en tout cas — à juste titre — d'être

un candidat comme les autres, fréquentant depuis seize ans les allées communautaires. L'accord d'association entre la Grèce et la C.E.E. a été signé le 9 juillet 1961 et mis en vigueur le 1^{er} novembre 1962. Ce traité, qui envisageait une adhésion à terme, prévoyait notamment la réalisation de l'union douanière d'ici à 1984 et l'harmonisation des politiques agricoles. Il a l'octroi d'une aide financière.

Un droit historique

A la suite du coup d'Etat des colonels du 21 avril 1967, le traité d'association a été gelé, sauf pour les affaires de gestion courante. Après la chute du pouvoir militaire, le nouveau gouvernement a, le 22 août 1974, demandé une réactivation du traité. A l'époque le ministre grec de la coordination économique qualifiait d'« injustices » les problèmes posés par une éventuelle adhésion, à laquelle la France accordait, en avril 1975, son plein soutien.

La demande en fut faite officiellement à Bruxelles le 12 juin 1975. Le Conseil de la Communauté européenne se prononça, le 3 février 1976, en faveur de cette adhésion. Il rejeta l'idée d'un délai d'attente préconisé par la Commission, alors que le vice-président de la Commission, M. Soames, évoquait, lui, des difficultés structurelles « considérables ».

Les négociations s'ouvrirent le 27 juillet 1976. Depuis, les affaires n'ont avancé que lentement. La C.E.E. apparaissant soucieuse de ménager la Turquie, pays associé à la Communauté depuis 1964, et aussi de ne pas dissocier complètement ce problème des cas espagnols et portugais. Le gouvernement grec s'en est inquiété ainsi que de ce qui lui semblait un recul de Paris. Les autorités françaises se sont employées à rassurer Athènes. Tout récemment le président de la République ne déclarait-il pas : « L'adhésion de la Grèce devra se faire au premier semestre de 1980... Du point de vue des inté-

rets sectoriels français, le problème de son adhésion a d'ailleurs des conséquences beaucoup plus limitées » que dans le cas de l'Espagne et du Portugal. De fait, même compte tenu du soulèvement d'escalader les difficultés, le dossier franco-grec n'est guère épineux. Déjà, la Grèce a fait une certaine route vers les rivages européens, dans le même temps que son économie émergente. De 1962 à 1977, le P.N.B. grec a augmenté en moyenne de 6,8 % par an, contre 3,8 % pour les Neuf, la production industrielle de 9 %, contre 9 %, la productivité grecque s'est accrue de 7,3 %, au lieu de 3,9 % dans la C.E.E. et le revenu par habitant atteignait l'an dernier 2.900 dollars, contre 500 dollars quinze ans plus tôt, équivalent au revenu irlandais.

Le rattrapage industriel

Certes, la Grèce est en retard par rapport aux pays industriels, mais un rattrapage a eu lieu et les produits manufacturés (1) représentent, aujourd'hui, la moitié des exportations helléniques (6 % seulement en 1969). Parallèlement à cette évolution, la réduction des tarifs douaniers s'est effectuée conformément au traité. A partir de 1968, la C.E.E. avait supprimé les droits de douane sur les produits industriels grecs (qui représentent moins de 1 % du total des importations communautaires).

Depuis le 1^{er} novembre 1974, les deux tiers des exportations industrielles de la C.E.E. entrent en Grèce en franchise de droit. Pour le tiers restant, qui représente des biens comparables à ceux produits sur le sol hellénique, les droits ont été réduits de 50 %. Il reste aussi à éliminer progressivement les restrictions quantitatives sur « chapeaux ». Néanmoins, l'industrie grecque et les industries communautaires ont déjà subi, en grands parties, les effets de l'adhésion. Ainsi les industriels français n'ont-ils guère posé d'objection à la candidature grecque. La Grèce entre dans la catégorie plus géné-

rale des pays dont le coût de la main-d'œuvre constitue un avantage, surtout à une époque de guerre commerciale. Dans le secteur manufacturier, le salaire horaire moyen est inférieur de moitié à celui des nations européennes industrialisées. Cette concurrence peut jouer dans certaines branches sensibles, comme le textile, les vêtements ou les chaussures.

On fait aussi valoir à Athènes l'importance de la flotte marchande — 83 millions de tonnes — dont 33 sous pavillon grec, soit les deux tiers du tonnage communautaire — qui a constitué un facteur important de développement pour le commerce extérieur communautaire », écrit M. Zolotas, gouverneur de la Banque de Grèce. Après l'adhésion, la flotte marchande de la Communauté représentera 33 % (comme en 1959) de la flotte mondiale contre 19 % actuellement. La liberté d'établissement peut toutefois donner lieu à quelques difficultés pour certaines lignes côtières.

En réalité, la question la plus délicate des négociations est constituée par l'agriculture. Celle-ci représente encore 24 % de la population et 10 % du produit national brut de la Grèce contre 9 % et 5 % dans la C.E.E. En outre, l'harmonisation de la politique agricole hellénique et de la PAC (politique agricole commune) a été suspendue pendant les sept ans de dictature.

Toutefois, le faible volume de la production agricole — les exportations vers la C.E.E. représentent moins de 1 % de la production communautaire, — son morcellement — la superficie moyenne des exploitations est

de 8 hectares contre 17 dans la C.E.E. — rendent peu probable le succès d'une forte concurrence (3). Depuis 1968, la presque totalité des exportations agricoles bénéficie de la franchise douanière, certains mécanismes comme les prélèvements s'appliquant toutefois à la Grèce.

D'une façon générale, l'agriculture grecque apparaît plus complémentaire que concurrentielle de celle des Neuf. Toutefois, pour certains produits (huile d'olive, pêches, abricots, tomates), avec le jeu de certaines conditions climatiques, des excédents pour la Communauté et donner lieu à une prise en charge communautaire. L'adhésion de la Grèce aura, tous comptes faits, plus d'incidence sur les exportations des pays tiers (Israël, Tunisie, Maroc) que sur la production de la France ou des autres nations de la C.E.E.

L'implication financière

En Allemagne fédérale, les fruits et légumes grecs représenteraient à peine la moitié des produits similaires importés de pays non membres de la Communauté. Actuellement, la Grèce exporte environ un dixième de sa production de vin (3 % de celle de la C.E.E.), essentiellement vers la R.F.A. et la Grande-Bretagne ; mais les possibilités d'extension semblent limitées. Il en est de même pour les pêches et les abricots. Quant aux concentrés de tomates, les pouvoirs publics ont mis en place une politique de contingentement de la consommation. L'adhésion de la Grèce ne semble pas constituer un facteur supplémentaire de déséquilibre des productions méditerranéennes, c'était sans doute une concurrence plus forte pour certains produits, ainsi que le souligne un rapport de M.M. Pissani et Dardel.

Les agriculteurs français ne paraissent pas craindre cette concurrence tant sur le territoire national que sur les marchés étrangers. Les produits agricoles ne représentent que le tiers environ du total des exportations helléniques vers la France et la

balance dans ce domaine est, en général, favorable à Paris. En revanche, ils espèrent, compte tenu du jeu de la préférence communautaire et d'une élévation du niveau de vie des Grecs, vendre davantage, notamment de la viande bovine — la France est le troisième fournisseur, devant l'Uruguay et la Yougoslavie — et des produits laitiers — la Grèce est le premier importateur mondial de lait condensé.

La principale implication de l'adhésion sera sans doute financière. Il s'agit de l'aide que la Grèce est en droit d'attendre de la Communauté pour la modernisation de ses structures. Cette charge, qui sera assumée par les fonds communautaires, a été évaluée à quelque 400 millions de dollars par an. Compte tenu de l'impératif de solidarité, le coût n'en apparaît pas excessif, comparé à environ 3 % du budget communautaire.

Ainsi les problèmes spécifiques de l'adhésion de la Grèce apparaissent limités dans le temps et dans l'espace. Fondamentalement, la question est politique. L'arrivée d'un dixième membre peut donner l'occasion de revoir le fonctionnement des institutions communautaires, de réviser la politique agricole commune ou de définir une stratégie méditerranéenne. La dixième place avait été prévue pour la Norvège, sur laquelle un document athénien, Or le Norvégien n'étant pas plus favorable aux Européens que ne l'est actuellement le Grec.

FIN

(1) Exception faite de quelques métrés de bas rayon, les exportations grecques de produits manufacturés se limitent toutefois à des textiles et à des articles de cuir.

(2) Les investissements français en Grèce ont atteint 200 millions de dollars en 1976 occupant la deuxième place derrière les Etats-Unis (450 millions), Belgique-Uruguay-Khinhin en troisième, 27,5 % de la société Aluminium de Grèce, premier exporteur et premier investisseur grec.

(3) Après l'adhésion, la superficie cultivée dans la C.E.E. chargée augmentera de 10 %, la population agricole de 12 % et le nombre des exploitations de 19 %.

PANORAMA IMMOBILIER PARIS ILE-DE-FRANCE

VIAGERS - F. CRUZ
Appartements, immeubles entiers ou par lots, occupés ou libres
PRIX INDEXATION ET GARANTIES
Paris et Banlieue jusqu'à 100 km
Rens.: 8, rue La Boétie, PARIS 75008 Tél. 266-19-00

MARAIS près place des Vosges
4, rue de Bièvre, 75004 Paris
Propriétaire vend dans immeuble rénové
APPARTEMENTS
entièrement rénovés, tout confort
Visite sur Rendez-vous : 485.92.88 (la nuit)

PLACE DES VOSGES
Prestige - Élégance - Calme
3 - 4 - 5 et 6 pièces
Hôtel 17^e avec le confort moderne
TÉL. 924-12-22

PARIS VILLAGE : Rue MOUFFETARD
Près de la place de la CONTRESCARPE, Paris V^e
Le charme d'autrefois et le confort d'aujourd'hui
Très belle rénovation. Immeuble clair et ensoleillé. Habitable de suite.
Studios - Colores - Salles de Bain - W.C. à partir de 190.000 F.
INVESTIMOB 164, rue de Courcelles 227-15-37/38
75017 PARIS

RESIDENCE TESSON PARMENTIER
L'immeuble est situé au 3 et 5, rue Tesson, Paris X^e
Dans une rue calme, quartier en plein centre de Paris, à 100 m du métro Goncourt, à 100 m également de la ligne bus 46.
Bonnes installations thermiques et phoniques, ascenseur, vide-ordures à chaque étage, garage.
LIVRABLE DE SUITE
25 appartements de studio au 4 pièces
Prix à partir de 6.500 F m² - Crédit 80%
Visite sur place : Mercredi de 11 h à 17 h.
Samedi et dimanche de 14 h à 18 h.
Renseignements et ventes : **PIERRES et BRIQUES - 507.58.89**
115, rue des Grands-Champs, 75003 PARIS

A deux pas de la place des Vosges
RENOVATION de haute qualité dans le style MARAIS
Ascenseur, vide-ordeurs, toutes appointes
LUXUEUX 2 PIÈCES
LIVRABLES IMMÉDIATEMENT
Bureau de vente : 6, rue Amador, Paris
les lun. - mer. - ven. et sam. après-midi. **IVS 261.21.72**

LES TERRASSES DE NEUILLY
immeuble de grand standing
ouverture de l'appartement décoré (Nobilis et Knoll)
conditions spéciales jusqu'au 30 octobre
du studio au 8 pièces
qq. duplex avec terrasse ou jard. livraison été 1979.
Visite de 10 h à 18 h et de 14 h à 16 h
117, bd Bineau à Neuilly. **624.59.49**

PARIS 15^e - 80, RUE DE L'ABBE-GROULT
Studio : 200.000 F - 2 pièces : 260.000 F
3 pièces, 71 m² : 420.000 F
4 pièces, 100 m² : 650.000 F
Sur place tous les jours sauf mercredi de 14 h à 19 h
ou téléphoner à J.-L. PETIT : 878-31-71

LE CONSUL
139, avenue d'Italie
PARIS 13^e
Dans un immeuble de 10 et 12 étages
habitable immédiatement
restent disponibles : 3, 4 et 5 pièces.
Visitez l'appartement modèle : **584.63.96**

Métro EDGAR-QUINET
Le salon et le bureau de
MONTPARNAISE
Propriétaire vend grand duplex 120-130-140-150 m², sur jardin closé, 3 chambres, 2 salles, tout confort. Visite sur place les lun., mercredi, vendredi de 14 h à 17 h.
4/8, avenue de la Gare, 75014 PARIS - Tél. 322.45.25

164, BOULEVARD MONTPARNAISE
Un petit immeuble de prestige près des jardins de l'Observatoire
6 appartements de 2 et 4/5 pièces avec balcon loggia sans accès par l'escalier. Visites d'après 18 h, mer., ven., s. après-midi ou sur R.V.
PROMEX : 85, rue Rampeau, Paris 17^e - Tél. 755.82.70

GRENELLE - CHAMP-DE-MARS
106-108, boulevard de Grenelle, Paris XV
IMMEUBLE NEUF - LIVRAISON IMMÉDIATE
3 P + grand balcon + parking
4 P + grand balcon sur terrasse + parking
Bureau de vente sur place tous les jours de 11 h à 13 h et de 15 h à 18 h
Tél. 878-14-27

RENOVATEUR vend :
• 35, rue Copernic (Paris 16^e) Imm. P. de T., ascenseur.
Bureau de vente sur place 704.99.76
F2 libres : 320.000 F - occupés : 200.000 F
F3 libres : 370.000 F - occupés : 250.000 F
• 61, rue de Vaugirard (Paris 6^e) rénovation complète
studios : 255.000 F - 2 pièces : 450.000 F
• Grande sélection de 2 p. et 3 p. : 14^e, 15^e, 16^e et 17^e arrondis.
Pour tous renseignements écrire à : S.A. SAINT-BRICE
43, avenue de Suffren - 75007 PARIS - 567.66.77

NEUILLY RESIDENTIEL
Très bon Duplex - Petit salon
Magnifique jardin - Belle réception avec cheminée - Salle à manger, cuisine, office loggia, 4 chambres, 4 bains, 2 garages, service
Vendu entièrement MEUBLÉ - Décoration exceptionnelle

MAZEL IMMOBILIER 843-76-42

Le Parc de Diane
24 maisons avec jardin
au milieu d'un parc protégé
de 519.000 à 600.000 F (nouveau PIC)
Des maisons bien françaises au confort anglais. **WINPEY 748.22.05**

Parcs de la Madeleine
8 types de maisons individuelles
de 363.800 à 464.000 F (nouveau PIC)
Des maisons bien françaises au confort anglais. **WINPEY 748.22.05**

PROPRIÉTAIRES
recherchez toutes locations pour votre entreprise.
Ruez vos garanties par contrat GRATUITEMENT :
- Bénéfice et secours judiciaires (Mortification des loyers, etc.) pendant 2 ans.
- Paiement des loyers + charges impayés.
- Abandonnement à un Cabinet juridique et fiscal (sans limitation de conditions pendant 3 ans).
LOGEMATIC 18, rue Paroisse, 75116 Paris Tél. 501.80.61

MULTIMEDIA
13, rue des Minimes, 75003 PARIS
(France)

Cette rubrique paraît dans Le Monde, Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire. Prochaine parution le 5 octobre 1978. Renseignements MULTIMEDIA, 271-32-55.

سكنا في الامم

ÉTRANGER

L'Europe en péril

(Suite de la première page.)

Les vingt prochaines années, qui marquent le terme du second millénaire, suscitent souvent des visions apocalyptiques qui évoquent presque la grande peur de l'an mille. Sans céder à un pessimisme excessif, il faut cependant constater que l'Europe est, quant à elle, contestée de tous côtés. Dans un monde qui voit se dessiner des bouleversements majeurs à un basculement de ses pôles de puissance, elle présente tous les signes d'une vulnérabilité démographique, énergétique et économique.

La population du globe aura doublé dans vingt ans, tandis que celle de l'Europe des Neuf stagne déjà. L'U.R.S.S., avec 361 millions d'habitants l'a dépassée. La Corée du Sud augmente sa population à un rythme deux fois supérieur au nôtre. Le Brésil a gagné, en 1977, 3,2 millions d'habitants et la Nigeria 3 millions; l'Europe des Neuf n'en a compté que 380 000 de plus. Si les tendances se confirment, la vieillesse du siècle verra une Europe vieillie et dépeuplée, confrontée à de nouveaux géants, riches de leur jeunesse et de leur vitalité.

Mais l'Europe ne s'appuie pas seulement en hommes. Sa dépendance énergétique et son manque de matières premières, maintenant bien connus, la mettent politiquement en état d'infériorité et font peser sur elle un handicap qu'aggrave l'instabilité permanente du système monétaire international.

Sur le plan économique, ces différents facteurs de renchérissement s'ajoutent au fait que nulle part dans le monde l'heure de travail, charges sociales incluses, est cotée plus cher qu'en Europe. Or, désormais, non seulement les pays en voie d'industrialisation, mais aussi les Etats-Unis, le Japon et les pays socialistes peuvent vendre à des prix inférieurs aux nôtres.

Cette chute de capacité concurrentielle se produit malencontreusement au moment même où de nouveaux marchés s'ouvrent dans le monde et où plane sur le marché intérieur communautaire. En fait, les besoins traditionnels des consommateurs européens commencent à être en grande partie satisfaits. La révélation de nouveaux besoins ne pourra se faire qu'au prix d'un effort de développement de notre appareil productif. Entre-temps, les besoins et renouvellement ne seront pas un moteur suffisant pour maintenir les taux de croissance du pays.

L'économie européenne, surajoutée à l'égard de son marché intérieur, doit en outre y affronter la concurrence des pays nouvellement industrialisés, comme le doit participer à la guerre que livrent toutes les puissances industrielles pour la conquête des nouveaux marchés. Il n'est pas capoté de dire que, dans l'état actuel des choses, elle aborde cette lutte avec des handicaps considérables.

Si sa compétitivité n'est plus assurée, ses grands équilibres ne pourront pas être remis en usage, avec les conséquences sociales et politiques qui en résulteront. La décadence est au bout du processus.

Ces perspectives ne suffiraient à désespérer de venir à l'on sentait, dans la scène politique européenne, la volonté d'y faire face avec énergie. Son insouciance — ou bien son inconscience — constitue pour chaque continent une scandaleuse agédie.

Aucun pays européen n'a d'avenir hors d'une Europe unie. Aucun ne peut survivre si ne sont en mise en œuvre, sans délai, la politique monétaire européenne, une politique industrielle européenne et une politique européenne de l'emploi.

Pour y parvenir les européens peuvent compter que sur eux-mêmes. Ils savent — ou devraient savoir — qu'aucune des deux puissances d'aujourd'hui ne valait l'affirmation d'une Europe forte.

Les actions qui leur faut entreprendre doivent être menées simultanément à un niveau de chaque nation et à celui de l'Europe elle-même.

Il appartient bien sûr à chaque peuple de conduire son propre sort de réflexion.

En ce qui concerne la France, préalable s'impose : les initiateurs du débat politique doivent se décider enfin à lui donner la dimension qu'appellent les événements.

Il y a ceux en effet qui, en

toute conscience et bonne volonté s'imaginent que les problèmes sont strictement conjoncturels et se contenteraient volontiers de régler les affaires courantes.

Il y a ceux aussi qui n'ont pas encore compris que nous ne sommes plus en période électorale et que de toute façon, nous n'avons plus le temps de nous complaire dans les jeux politiques.

Il y a ceux enfin qui, quels qu'aient leurs partis, s'enlèvent, au mépris de tout, dans des querelles de personnes. On sent donc ces élus de la nation dont le premier souci devrait être de veiller à la sauvegarde de ses intérêts fondamentaux ?

M. Raymond Barre, qui n'a pas craint de rappeler sans cesse, et même dans les périodes les plus sensibles, des vérités désagréables, doit se sentir bien seul.

De même, le monde politique français n'a guère cherché à prendre sérieusement en considération les préoccupations exprimées par le président de la République. Bien sûr, féliciter un chef d'Etat paraît toujours suspect. L'objectivité commande cependant de reconnaître que M. Valéry Giscard d'Estaing est l'un des rares à avoir en la justice et le courage d'exposer les véritables données de notre avenir.

Pourquoi ne pas admettre qu'il a raison d'essayer de lutter contre les manœuvres économiques et commerciales des Etats-Unis ? Proposer une structure monétaire européenne est le meilleur moyen de lutter contre les méfaits du dollar devenu un instrument docile au service des spéculateurs mondiaux et américains. Pourquoi ne pas admettre qu'il est sage de tenter de maintenir l'activité au sein de la Communauté européenne pour lutter contre le chômage ?

Malheureusement la France seule ne peut rien sans ses partenaires et en particulier contraindre les Etats-Unis et le Japon à une méditation et appréciation des problèmes mondiaux.

C'est pourquoi il est essentiel, au niveau européen, de provoquer une prise de conscience collective qui incite à définir un plan d'action commun.

Une occasion unique se présente avec les prochaines élections au suffrage universel. Il importe de ne pas la manquer. Les principaux responsables politiques européens devraient, au préalable, se rencontrer pour dresser ensemble le tableau des problèmes de notre continent et des moyens d'y faire face. Ce document devrait ensuite faire l'objet d'une information aussi large et stimulante que possible à tous les peuples européens par la presse, la radio et la télévision.

Parallèlement aux éditions spéciales des journaux écrits, l'Éurovision, instrument incomparable d'information, pourrait sans doute — une fois n'est pas coutume — à côté des jeux et des émissions sportives être mise, par-delà les frontières, au service d'une réflexion sur notre destinée !

Si cette information était bien faite, elle provoquerait un choc psychologique et pourrait avoir le double avantage de renforcer la solidarité des Européens et de leur apporter le sens de la relativité dont ils ont tant besoin à l'égard de leurs problèmes intérieurs.

Cette prise de conscience collective serait en outre le meilleur antidote contre les réflexes nationalistes et réactionnaires qui ne manqueraient pas de se développer à mesure que croîtront les difficultés. Les Européens se sont déjà suffisamment donnés en spectacle au monde dans un passé récent en s'entre-déchirant mortellement et tout doit être tenté pour empêcher le retour des démons. Il importe en outre que les élections européennes ne servent pas de prétexte à de faux débats.

PIERRE SUDREAU.

ÉNERGIE

Déficit de la balance des paiements des pays exportateurs de pétrole. — Les balances des paiements des pays exportateurs de pétrole ont été globalement déficitaires pendant le premier trimestre de 1978, indiquent les dernières statistiques du Fonds monétaire international. Ce renversement de tendance est dû principalement à l'Arabie Saoudite, qui a enregistré un déficit de 1,1 milliard de dollars au lieu d'un surplus de 424 millions de dollars. La Libye a, elle aussi, enregistré un léger déficit au lieu d'un surplus de 646 millions de dollars.

L'évolution et l'avenir des pays en développement

• BUENOS-AIRES : la conférence Sud-Sud s'achève sur un compromis après les pressions exercées par les États-Unis et l'U.R.S.S.

Buenos-Aires (Correspondance spéciale de L'A.F.P.). — Les représentants de cent trente-huit pays, réunis pendant quinze jours à Buenos-Aires pour réfléchir à un nouvel ordre économique mondial, ont trouvé une solution de compromis. La conférence des Nations unies sur la coopération technique entre pays en développement (C.T.P.D.) — dont l'organisation a coûté 3 millions de dollars — a finalement approuvé un « plan d'action » : il ne faudrait pas mettre fin au contraire, aux formules traditionnelles de coopération Nord-Sud, mais les compléter et les mettre au goût du jour. Le couple « bien-être/bénéficiaire » sera remplacé par celui de « partenaires de plein droit ».

Le plan d'action préconise un système « multilatéral » au niveau des régions : les pays devront organiser leurs échanges de coopération avec l'appui de tout le réseau mondial des organismes économiques et sociaux des Nations unies. Les antennes régionales de ces organismes agiront comme centres de convergence et de liaison entre les pays du tiers-monde et le secrétariat spécial créé au sein du programme des Nations unies pour le développement (P.N.U.D.).

Le résultat de la conférence — qui a fourni à l'Argentine l'occasion de recevoir quelques milliers d'experts du monde entier — satisfait pleinement la direction générale du P.N.U.D., mais un peu moins les pays du tiers-monde réunis au sein du groupe dit des « 77 ». Ceux-ci préconisent la création d'un comité permanent intergouvernemental au niveau mondial, afin de pouvoir contrôler véritablement le déroulement de la nouvelle forme de coopération.

Is n'ont obtenu, au prix de quelques heures de marchandage, que l'admission du principe selon lequel une réunion à un niveau élevé sera convoquée en 1980, en 1981, puis tous les deux ans, par une médiation internationale de l'Assemblée générale des Nations unies, afin d'examiner et, éventuellement, d'approuver les activités globales du secrétariat spécial créé dans le domaine de la coopération.

Le « programme des Nations unies pour le développement » est ainsi consacré comme « base prioritaire » de l'agenda économique-social de l'ONU et investi d'une « responsabilité particulière » dans la promotion et la coordination de la coopération technique entre pays en développement. Il est, par ailleurs, recommandé par le « plan d'action » que tous les pays participent, se-

lon leurs moyens, au financement du nouveau système de coopération. Les plus riches sont invités à augmenter — volontairement et sans qu'il s'agisse de crédits « liés » — les aides financières qu'ils apportent sur différents programmes de développement de coopération.

Cet appel à élever les bourses n'a pas provoqué l'euphorie ou le sein des délégations », a déclaré le président du « groupe des 77 », M. Franck Francis, ministre jamaïcain des affaires étrangères. En fait, à Buenos-Aires, on a sauté les meubles », des deux côtés de l'équateur. Les uns voudraient faire une parade, les autres écrire que celle-ci ne modifie trop profondément l'ordre économique traditionnel.

Le scepticisme qu'expriment certains représentants du tiers-monde, notamment ceux de l'Algérie, apparaît fondé. L'enthousiasme manifesté par des personnalités telles que M. Bradford Morse, secrétaire général du P.N.U.D., et M. Abdelrazak Abdelmelouk, ministre égyptien du plan — l'un et l'autre étrangers — déris comme les pères spirituels de l'idée de coopération technique entre pays en développement.

Le document final est en tout cas le résultat d'un compromis douteux. M. Bradford Morse y voit la preuve tangible de l'esprit d'unité qui s'est manifesté au sein de la conférence. En réalité, cette décision, prise par « consensus », a été imposée, à la dernière minute, par la coincidence — accidentelle — des intérêts de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis, dont les représentants ont proposé d'approuver, en bloc, les recommandations de ce que sera désormais appelé « le plan d'action de Buenos-Aires ».

Cent trente-huit discours, cent six rapports nationaux, des tonnes de papier noir et de statistiques et de monographies ont pourtant fait ressortir — entre quelques riches banquets — la gravité de la situation mondiale : sur 5 milliards d'habitants, 795 millions seulement — le cinquième — profitent de la société de consommation, alors que les deux-tiers de l'hémisphère sud vivent dans la pauvreté et qu'un quart souffre de malnutrition grave. Mais, une fois encore, l'univers est apparu partagé en deux camps : d'un côté les « riches », qu'ils soient capitalistes ou socialistes ; de l'autre les pays prédateurs, les plus pauvres.

BERTRAND BELLAIGUE.

• B.I.T. : les techniques sophistiquées créent trop peu d'emplois

Genève. — Selon les experts du Bureau international du travail, les techniques trop raffinées et coûteuses exportées par les pays nantis paralysent la création d'emplois dans les industries alimentaires du tiers-monde. En outre, en nombre sans cesse grandissant, les produits transformés au moyen de ces techniques ne correspondent plus aux besoins réels de la population, leur valeur nutritive étant, d'ailleurs, souvent très inférieure à ceux qui sont produits sur place.

Le B.I.T. cite, entre autres exemples, celui de l'installation dans un pays d'Afrique d'un four destiné à l'abrisation de biscuits, importé d'Occident pour la somme de 100 000 dollars, et qui n'a eu pour effet que la création de quatre emplois. Il ne manque pas de préciser qu'un four de construction locale permettrait de créer, pour 60 dollars seulement, un poste de travail et produirait des biscuits mieux adaptés aux besoins de la population et coûtant beaucoup moins cher.

Dans un autre pays, une boulangerie ultra-moderne créée grâce à des investissements étrangers emploie une soixantaine de personnes, mais son équipement est si coûteux que chaque poste de travail revient à 40 000 dollars. En outre, le pain ainsi produit coûte beaucoup trop cher pour que la majorité de la population puisse en acheter. Il est évident qu'une technique plus modeste aurait permis la création d'un plus grand nombre d'emplois.

Ainsi, il a été démontré que de petites fabriques de sucre peuvent créer dix-sept fois plus d'emplois par tonne produite que les grandes sucreries modernes utilisant des techniques plus perfectionnées. L'importation de brasseries complètes produisant une bière à goût européen a pour conséquence d'offrir un produit de luxe, de ne contribuer que dans une très faible mesure au développement de l'agriculture du pays et de ne créer qu'un nombre restreint d'emplois.

Le B.I.T. préconise par conséquent un changement d'orientation qui consisterait à renoncer pour les pays en voie de développement — ne serait-ce que dans le domaine de l'alimentation — aux techniques industrielles

• Banque mondiale : les prêts ont augmenté de 18,30 % en un an

La Banque mondiale rend public ce jeudi 14 septembre son rapport annuel, qui fait état d'un nouvel et substantiel accroissement de ses propres activités et de celles de ses deux filiales, l'Association internationale de développement (AID), qui prête aux pays les plus pauvres (revenu par tête inférieur à 520 dollars en 1973), et la Société financière internationale (S.F.I.), de dimension beaucoup plus modeste, qui accorde des prêts complémentaires au secteur privé.

Pendant l'exercice 1978 (1^{er} juillet 1977-30 juin 1978), le nombre total des prêts approuvés par la banque s'est élevé à 238 (228 durant l'exercice précédent), pour un montant de 4,4 milliards de dollars (+ 18,30 % par rapport à la période antérieure). Précisons que les prêts de la Banque mondiale proprement dite, remboursables au maximum en vingt ans (avec dilaté d'amortissement de cinq ans) et consentis à un taux moyen de 7,8 %, se sont élevés à 8 057,7 millions de dollars.

Pour sa part, l'AID, qui accorde des « crédits » (expression retenue pour les distinguer des « prêts » de la Banque) à échéance de cinquante ans (avec dilaté d'amortissement de dix ans) et ne portant pas intérêt (mais assortie d'une commission de 0,75 %), a effectué quatre-vingt-deux opérations pour un montant de 2 313 millions. Ce chiffre dépasse de 1 005 millions celui de 1977. Cette extraordinaire progression de 77 % s'explique par le fait qu'au cours de l'exercice écoulé l'AID a disposé de fonds beaucoup plus importants grâce à la cinquième réaffectation de ressources de l'Association : 7 731,7 millions de dollars pour la période triennale 1978-1980 (à condition que le Congrès ratifie les 1 800 millions de dollars que les Etats-Unis doivent lui verser en sus des 800 millions déjà remis). Pas très loin des 8/10^{es} des crédits de l'AID vont à des pays dont le revenu par habitant est inférieur à 250 dollars par an.

Priorité à l'agriculture

Contournement à la nouvelle politique définie il y a cinq ans par son président, M. Robert McNamara, le groupe de la Banque mondiale a donné au cours de l'exercice une priorité encore plus nette à l'agriculture et, d'une façon plus générale, au développement rural : 3 270 millions de prêts et de crédits à ce titre en 1978, contre 2 308 millions en 1977. Alors qu'en 1974 l'ensemble des prêts à ce vaste secteur ne représentait encore que 22,17 % du montant total des opérations, ce pourcentage n'a cessé de croître pour atteindre 38,88 % durant l'exercice écoulé. Les trois quarts des projets retenus visent d'une façon ou d'une autre à améliorer la rendement et le revenu du petit exploitant, conformément, là aussi, aux objectifs fixés par le discours sur la pauvreté de M. McNamara, à Nairobi. Les experts de la Banque estiment (évaluation évidemment sujette à vérification) que

l'ensemble des opérations lancées dans ce domaine depuis 1974 devraient contribuer à augmenter les revenus de plus de dix-neuf millions de familles, soit de cent quinze millions de personnes.

Les autres emplois principaux de ces prêts concernent les projets de constructions électriques (7 146,2 millions de dollars), de transports (1 022,9 millions de dollars) et ceux qui concernent le développement et le financement de l'industrie (502,9 millions). Jusqu'à maintenant, le groupe de la Banque s'est abstenu de contribuer au financement de la recherche et de l'exploitation du pétrole. Il n'en sera plus de même dans l'avenir. A partir de 1981, un demi-milliard de dollars sera chaque année consacré à des projets pétroliers présentés par des pays ayant un déficit important dans ce domaine. Un premier prêt de 150 millions de dollars est consenti à l'Inde pour l'exploitation d'un gisement off shore.

Autre aspect de la même politique : la concentration croissante des prêts et crédits sur les pays les plus pauvres (ceux dont le revenu par habitant est inférieur à 250 dollars). La part de ces pays, qui était de 21,7 % pendant la période 1970-1974, a été pendant le dernier exercice de 36,26 % (après être passée par un maximum de 40,85 % en 1975).

Outre ses bénéficiaires et le versement en capital de ses actionnaires (les cent trente-deux Etats membres), la Banque mondiale se procure des ressources par les emprunts. Elle a lancé, en 1978, vingt-huit émissions qui lui ont permis de recueillir 3 828 millions de dollars. Les réserves de la Banque partagent les risques en empruntant partie sur les marchés suisses, allemand et japonais (monnaies fortes, mais taux d'intérêt faible ou très faible en ce qui concerne la Suisse), et partie sur les Etats-Unis (dollar faible, mais taux d'intérêt plus élevé). En 1978, le plus gros fournisseur de fonds empruntés a été l'Allemagne (1 894 millions de dollars), suivie par les Etats-Unis (750 millions). Sur l'ensemble des obligations déjà émises, 26 % sont entre les mains de résidents américains, 24 % de résidents allemands, 13 % de résidents suisses, 8 % de résidents d'Arabie Saoudite.

Le rapport indique que, à l'occasion de « discussions officielles », la nécessité a été reconnue par les Etats membres de procéder à une augmentation « suffisamment importante » de son capital. La part de la France est de 1 279,2 millions de D.T.S. (un D.T.S. équivaut, au 30 juin 1978, à 5,5797 francs et à 1,23853 dollar).

Le rapport souligne enfin que, en dépit d'un léger ralentissement, la croissance des pays en voie de développement a continué d'être satisfaisante (5 % à 6 1/4) et de dépasser celle des pays industrialisés. De même, les pays en voie de développement ont montré dans l'ensemble une capacité accrue à gérer leurs économies respectives de façon rationnelle.

DU 14 AU 23 SEPTEMBRE
SALON DES ANTIQUAIRES
PARLY 2
100 MAGASINS NOCTURNES JUSQU'À 22H DU MARDI AU VENDREDI
AUTOROUTE DE NORMANDIE SORTIE VERSAILLES OUEST.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 13 SEPTEMBRE

Reprise

Une journée aura finalement suffi à la Bourse de Paris pour reprendre son souffle après son récent galop. Occupé vingt-quatre heures plus tôt à consolider ses positions, le marché a, en effet, repris sa progression mercredi, une progression assez sensible au demeurant, puisqu'en clôture, l'indice...

Manifestement, le marché ne manque pas de ressort ainsi qu'en a témoigné la forte activité qui a régné mercredi. Aucun fait nouveau cependant n'est produit qui puisse justifier cette reprise. Une fois encore, les acheteurs effectués par les investisseurs assurent au marché la pompe, et conviennent que la Bourse ne peut pas baisser, que le gros de la clientèle reprendra position. Méthode Coué ou phénomène de bœuf de neige ? Un fait est certain : à la corbeille, le débiteur et toujours au passif. Les raisons de cette situation économique et sociale peu encourageante en France, Comptes de temps la Bourse pourra-t-elle faire l'impossible pour soutenir des organismes de placement ? D'ores et déjà, quelques-uns, dans les tranches, commencent à se retirer de la spéculation. Le prix de l'or a fléchi. Le linéaire a cédé 295 F, à 29 100 F, et le napoléon 0,10 F, à 259 50 F (après 252,10 F). Le volume des transactions s'est élevé à 10,32 millions de francs, contre 11,1 millions.

Aux valeurs étrangères, bonne tenue des pétroles et des mines d'or.

LONDRES

Le marché reste bien disposé jeudi matin et, peu après l'ouverture, l'indice des industriels enregistrera une hausse de 1,9 points, à 3371. Nouvelle avance des pétroles et des fonds d'Etat. Fermés des mines d'or.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CAVENHAM LIMITED. - Cette filiale à 100 % du groupe Générale Occidentale a déposé pour l'exercice 1977-1978 un bénéfice net distribuable de 22,7 millions de livres contre 20,8 millions de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 858 millions de livres, contre 783,5 millions de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé de la Générale Occidentale des activités françaises de la Générale alimentaire, de la Générale des activités françaises de la Générale alimentaire, de la Générale des activités françaises de la Générale alimentaire...

NEW-YORK

Brusque repli en fin de séance. Des rumeurs instantanées faisant état d'un échec des négociations israélo-égyptiennes de Camp David ont provoqué une baisse brutale des cours à Wall Street après un redressement initial et l'indice des industriels, qui un moment avait atteint 1019,29, est repassé en dessous de la barre des 900 pour s'établir à 899,80 (-0,84 point).

INDICES QUOTIDIENS

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Différence. Includes indices for Paris, London, New York, and various market sectors.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table showing exchange rates for the Dollar in Tokyo, including 1 dollar in yen and 100 yen in dollars.

VALEURS

Main table of stock values with columns for Valeurs, Cours, Précéd., Dernier, and various market categories like Paris, London, New York, and international markets.

BOURSE DE PARIS - 13 Septembre - COMPTANT

Table of stock values for the Paris stock exchange, including various indices and individual stock prices.

MARCHÉ A TERME

Table of forward market values, including various financial instruments and their prices.

COMPTE RENDU

Table of account returns for various financial products and services.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies and locations.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices, including various gold bars and coins.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. JNEEC
- JEUNESSES : « Génération perdue », par Bertrand L. Gendre; Réplique à Jacques Robert; La parole à trois étudiants.
- 3. ETRANGER
- Les nouvelles orientations en Chine.
- 4. AMERIQUES
- ARGENTINE : un entretien avec Alain Rouquié.
- 5. AFRIQUE
- TUNISIE : ouverture du procès de M. Habib Achour et de ses adjoints.
- 6. PROCHE-ORIENT
- ISRAËL : démission du ministre des transports.
- 7. EUROPE
- ESPAGNE : méprise policière.
- 8. DIPLOMATIE
- L'élection législative partielle de Meurthe-et-Moselle.
- 9. POLITIQUE
- L'incertitude ou la conspiration du silence.
- 10. SOCIÉTÉ
- Un tribunal correctionnel de Vesoul : un magistrat est-il un candidat comme les autres ?
- 11. EDUCATION
- La politique de la recherche.

LE MONDE DES LIVRES
Pages 15 à 21

FEUILLETON : « L'Écrivain fantôme », de Jean-Luc Benoit; « Le Jugement de Paris », de Jean Demérier.

ROMANS : Deux « meilleurs ennemis » sur un cheval pâle.

HISTOIRE : Un inconnu nommé Adolf Hitler; L'épisode de la IV^e République.

LETTRES ÉTRANGÈRES : Les jardins défigurés de José Donoso; Michel McClure, poète de l'automatisme.

- 22-24. CULTURE
- 25. SPORTS
- Les 16^e de finale de la Coupe d'Europe de football.
- ÉCHECS
- 28. EQUIPEMENT
- 29 à 32. ÉCONOMIE
- MARCHÉ COMMUN : Le débat sur l'établissement de la C.E.E. - (IV), par Michel Boyer.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (24)
Annonces classées 138 et 271;
Aujourd'hui (14); Carnet (25);
Journal officiel (14); Loterie nationale, Loto (14); Météoro-
logie (14); Mots croisés (14);
Bourse (32).

Le numéro du Monde daté 14 septembre 1978 a été tiré à 557 387 exemplaires.

(Publié)



Sachez parler en public en 14 soirées

ENPRIMEZ VOS IDÉES. Développez assurance et facilité de contacts.

Votre vie personnelle, professionnelle et sociale sera dynamisée par la méthode Carnegie, 100% pratique, enseignée dans 43 pays.

Des anciens du cours Dale Carnegie vous renseigneront à la conférence d'information gratuite du **Mardi 19 Sept., 19 h.**

Maison des Centraux, 8, rue Jean-Goujon, Paris 8^e (M^o F. Roosevelt). Sessions dans 33 villes en France. Cours Carnegie présentés par G. Weyne 934.61.06. et 934.62.32.

A B C D E F G

Soupçonné d'avoir préparé l'enlèvement d'Aldo Moro

Un chef des Brigades rouges est arrêté à Milan

De notre correspondant

Rome. — La police et les carabinieri ont obtenu un succès de taille en capturant à Milan, mercredi 13 septembre, Corrado Alunni, considéré comme l'un des principaux chefs des Brigades rouges. C'est un ouvrier de Siemens, âgé de trente ans, vivait dans la clandestinité depuis 1973. On le soupçonne d'avoir préparé l'enlèvement d'Aldo Moro et même d'y avoir personnellement participé le 16 mars dernier à Rome. Changeant facilement d'identité et de physionomie — on lui connaît au moins cinq déguisements — Corrado Alunni habitait depuis plusieurs semaines dans un ensemble résidentiel milanais. Il se faisait passer pour « l'architecte Turicchia ». L'irruption des policiers l'a pris de court. Levant les bras, il a prononcé la formule habituelle : « Je me considère comme un prisonnier politique. » Dans son appartement, les policiers ont découvert une vingtaine de pistolets, une mitrailleuse des munitions, des explosifs, divers documents et des billets de banque représentant une somme de 80 000 francs environ.

Il n'est pas dit que l'arrestation d'Alunni permettra de remonter la filière des Brigades rouges.

Au Portugal

REMOUS AU SEIN DU PARTI SOCIALISTE

(De notre correspondant.)

Lisbonne. — L'actuelle orientation de la direction du parti socialiste, engagé dans un combat contre le présent et la République et contre le gouvernement de « confiance présidentielle » de M. Nogueira da Costa, dont le sort devrait être fixé le 14 septembre par l'Assemblée de la République, pose de graves problèmes au sein du parti. Après deux anciens ministres, MM. Sá Carneiro et Medeiros Ferreira, une autre personnalité du P.S. vient de donner sa démission. Il s'agit de M. Medina Carreira, qui avait été ministre des finances du premier gouvernement constitutionnel. M. Carreira s'est refusé, pourtant, à expliquer clairement les raisons de son attitude.

D'autre part, les divergences entre deux dirigeants syndicalistes du P.S., tous deux anciens ministres du travail, MM. Gonçalves et Meirelles Curto ont amené ce dernier à quitter le comité directeur de la Fondation José Fontana, école des cadres syndicalistes, dont M. Gonçalves est le secrétaire général. Ainsi que la direction de la revue *Sindicalismo*, organe de cette fondation. MM. Gonçalves avait décidé de succéder à Meirelles Curto au dernier numéro de la revue où, dans un éditorial, M. Curto s'insurgeait contre le projet de création, au mois d'octobre prochain, d'une nouvelle centrale syndicale, l'Union démocratique des travailleurs portugais, constituée par une poignée de syndicats de tendance socialiste et social-démocrate, actuellement regroupés au sein d'une entité fondée en 1976, la Lettre ouverte.

J. R.

NOUVEAUX TISSUS "COUTURE" AUTOMNE-HIVER

- Étoffes imprimées exclusives.
- Tweeds et chevillottes d'Irlande.
- Draps, réversibles, pois de chameau, cachemires, knouaux lainages pour marabouts.
- Mohairs anglais, écossais.
- Jerseys, ajourés, style "tricot".
- Carrés, panneaux et basses.
- Imprimés d'hiver depuis 6,90 F.
- Loders d'Autriche, cabans.
- Soieries, lamés, crêpes, dentelles.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

INSTITUTS BONAPARTE SPINOZA

6 Rue Spinoza, 75011 Paris
327.84.99
337.79.06

de la 6^e aux terminales A.B.C.D.

Etablissements privés loyales

Excellent résultats au bac 78

hamm a le privilège de vendre

C. BECHSTEIN

Un piano prestigieux encore fabriqué artisanalement.

hamm
135-139, r. de Rennes,
75006 Paris - Tél. : 544.38.68
Près gare Montparnasse - Parking à proximité

L'AFFAIRE TERRIN

Plusieurs milliers de personnes se rassemblent à Marseille devant la préfecture

De notre correspondant

Marseille. — « Déroboles ». Le mot revient comme un leitmotiv dans toutes les déclarations politiques et syndicales. Tous ceux qui, de près ou de loin, sont concernés par le démantèlement d'un groupe de réparation navale Terrin, n'ont pas accepté l'annonce de la remise « à une date ultérieure et prochaine » de la venue à Marseille de M. Robert Bouffin, ministre du travail et de la participation, prévue pour ce jeudi 14 septembre. Ce même jeudi, on apprendit à Paris que le ministre devait procéder dans la matinée à l'installation du Fonds d'adaptation industrielle.

A Marseille, une manifestation de masse a provoqué une véritable mobilisation et a paralysé plusieurs secteurs d'activité du port et de la ville de Marseille. Plusieurs milliers de personnes se rassemblent en plusieurs cortèges ont fait mouvement vers la préfecture en scandant des slogans hostiles au ministre du travail Terrin. Les communistes des unions départementales ont particulièrement été sévères envers l'attitude de M. Bouffin, « Couvreur à distance des milliers de travailleurs du chômage est beaucoup plus facile que de venir sur place affronter leur colère et voir C.F.D.T. Quant à la C.G.T., elle estime que « le dossier de M. Bouffin sur l'emploi est indéfendable ». P.O. précise : « C'est à un affrontement avec les travailleurs » et parle de « dégoûtage ».

Terrin peut-il être encore sauvé ? A Marseille on espère que cette hypothèse se concrétisera ce jeudi soir, lors de la réunion du conseil municipal.

IMPOTS DIRECTS ET LOCAUX : délai de paiement reporté à mardi

« Pour faciliter la tâche des contribuables qui ont à régler le vendredi 15 septembre au plus tard des cotisations d'impôts directs (impôts sur le revenu, impôts locaux, impôts sur les sociétés), le ministre des finances a décidé de reporter de quatre jours la date limite de paiement », annonce, dans un communiqué, le ministère du budget.

« Les contribuables concernés pourront ainsi s'acquitter de leur dette jusqu'au mardi 19 septembre à minuit, sans encourir la majoration de 10 % pour paiement tardif. »

(Lire nos autres informations page 38.)

TOTAL LIMITE SES RABAIS AUX DISTRIBUTEURS DE CARBURANTS

Le groupe Total - Compagnie française de distribution vient de décider de réduire les rabais qu'il fait sur la vente aux distributeurs libres des carburants auto. Total, dont la part de marché est de 25,6 %, limiter à 5 ou 6 centimes par litre ces rabais, qui atteignent parfois actuellement 20 à 25 centimes.

TROIS PROJETS DE LOI POUR LA RÉFORME DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Au terme du comité interministériel réuni mardi 12 septembre, à l'Hôtel Matignon sous la présidence de M. Raymond Barre, à propos de la réforme des collectivités locales, on apprend que le « plan de développement des responsabilités locales » comportera trois projets de loi.

Les deux premiers seront des textes financiers réformant d'une part la fiscalité locale directe et d'autre part le versement représentatif de la taxe des salaires (V.R.T.S.) qui est un transfert de ressources de l'Etat aux collectivités locales. Ces textes seront déposés sur le bureau du Sénat à la fin du mois de septembre ou dans les premiers jours d'octobre.

Le troisième projet de loi consistera « à loi-cadre » proprement dite et comprendra des mesures à plus long terme, par exemple, le transfert des compétences de l'Etat aux communes.

Piano center

vous offre la location-test Piano bail

EN CAS D'ACHAT récupération totale des versements (caution, transport, location)

PARIS : 108, rue de Valenciennes - Tél. 242.30.30 & 742.71.27

PLANNIS (FRANCE) : Paris-Rue 222-224, r. de Paris, 93000 MONTREUIL - Tél. 897.82.80

Le nouveau régime des permissions de sortir

CRÉATION D'UN « RÉGIME DE SURETÉ »

Pour répondre aux préoccupations nées des derniers incidents lors des permissions de sortir de détenus, un projet de loi, en reformant le régime sera examiné dans les tout premiers jours de la session parlementaire. Il institue notamment un « régime de sûreté » concernant « a priori » certains condamnés du bénéfice des permissions de sortir. Ce régime de sûreté sera automatiquement ordonné lorsqu'il s'agira de meurtre, d'assassinat ou de vol qualifié (attagés à main armée), et compris pour les délinquants primaires. Il sera facultativement prononcé dans le cas d'autres infractions. Toutefois, il ne pourra être imposé à une personne ni aux condamnés à une peine inférieure à trois ans. Ce régime de sûreté prévoit qu'aucune permission, aucune libération conditionnelle ne seront accordés tant que la moitié, voire les deux tiers, de la peine n'auront pas été accomplis.

D'autre part, les permissions de sortir seront désormais accordées conjointement par le juge de l'application des peines, un représentant du parquet et le directeur de l'établissement pénitentiaire, leur accord étant requis dans certains cas.

LE PROBLÈME DE VINCENNES EST RÉGLÉ

déclare Mme Saunier-Selée

« Le problème de Vincennes est réglé, puisque le comité de décentralisation s'est prononcé », a déclaré ce jeudi 14 septembre Mme Alice Saunier-Selée, ministre de l'Université. Mme Saunier-Selée, qui a fait cette déclaration au terme d'un entretien avec le premier ministre, a proposé de la réforme de l'académie de Vincennes qu'elle n'avait pas reçu par écrit les propositions du « groupe de concertation », qui réunit le président de l'université Paris-VIII-Vincennes, les représentants des collectivités locales et ceux des organisations syndicales (le Monde du 14 septembre).

Ce groupe, qui s'appose au projet du ministre, a été présidé par le comité de décentralisation, de transférer l'université Paris VIII à Saint-Denis, a suggéré au cours d'une conférence de presse, le 13 septembre, plusieurs lieux d'implantation dans la Seine-Saint-Denis, notamment à Montreuil, à Bobigny et à Noisy-le-Grand, avec l'accord des municipalités concernées.

En exclusivité chez Old England

ce pardessus Rodex

Grenadier, imperméable trench-coat en pur coton, nombreux coloris. Une création Rodex exclusivement chez Old England, Paris : 1225 F.

Old England
12, bd des Capucines, Paris 9^e
9 h 30 / 12 h 30 - 14 h / 18 h 30

صياغة الاموال